

Aujourd'hui

A3 SACRÉ-COEUR

La situation est catastrophique à l'hôpital du Sacré-Coeur, où l'urgence s'efforce d'accommoder le double de sa capacité normale.

A18 ZONAGE

Poursuivant sa lutte contre le projet de zonage à Laval, l'opposition s'en prend à la Commission de protection du territoire agricole.

A19 PROJETS DE LOI

Certaines promesses du gouvernement Bourassa dans le secteur social risquent d'être reportées au lendemain des élections générales.

C1 ASSURANCE

Les primes d'assurance automobile augmenteront de 7,5 p. cent en moyenne cette année, en comparaison de 4 p. cent l'an dernier.

S3 EXPOS 3 CARDINALS 2

L'excentrique lanceur droitier Pascual Perez porte sa fiche en saison à 2-7, et les Expos l'emportent 3-2 sur les Cardinals de Saint-Louis.

Sommaire

Annonces classées

immobilier..... D5 à D13
 marchandises..... D13, D14
 emplois..... D14 à D19
 automobiles..... D19, D20
 propositions d'affaires..... C4

Arts et spectacles

informations..... E1 à E4
 horaires..... E8

Alimentation

D1 à D4

Bandes dessinées

D9

Bridge

A17

Carrières et prof.

B5 à B7

Consommation

cahier F

Décès

D21

Économie

cahier C

États-vous observateur?

D5

Feuilleton

D7

Horoscope

D6

Le monde

E5 à E8

Mots croisés

D20

Mot mystère

D15

Sports

Rejean Tremblay..... 5

André Turbide..... 6

Mots croisés..... 14

Television..... E2, E3

Tribune libre..... B2

Des milliers de soldats quittent la place Tiananmen

d'après Reuter, AFP, AP, UPI et CP
 PEKIN

Des dizaines de milliers de soldats chinois de la 27^e armée ont entrepris ce matin de quitter la place Tiananmen pour remonter l'avenue de la Paix Céleste vers l'est, ont rapporté des témoins.

La colonne, ouverte par quelque 2000 soldats à pied, les armes pointées vers l'extérieur, était constituée d'un millier de camions bondés de militaires.

Une fusillade nourrie a éclaté au moment où le convoi s'approchait du carrefour, Jian Guo Men, où des chars sont en faction depuis lundi. On n'a pu établir immédiatement quelle était la cible des soldats, ou s'ils tiraient simplement en l'air.

À bord des camions, les hommes ont entonné des chants guerriers qui résonnaient tout au long de l'avenue, lançant par ailleurs des slogans du genre «A bas la corruption», «A bas le chaos», en passant devant plusieurs milliers de Pékinois totalement silencieux massés sur les trottoirs.

À 10 h 30 locales, une cinquantaine de chars se trouvaient toujours sur la place Tiananmen, selon des témoins.

Un officier muni d'un porte-voix a crié à partir d'un camion: «Veuillez vous tenir à l'écart du convoi militaire. Ceux qui n'obtempéreront pas en supporteront toutes les conséquences».

Entre-temps, les médias officiels chinois rapportaient ce matin que l'un des cinq membres du Politburo, Qiao Shi, se trouvait en bonne position dans la lutte pour la conquête du pouvoir.

Qiao Shi est censé en effet avoir reçu un télégramme de la Cour suprême du peuple soutenant la répression militaire du mouvement pour la démocratie. Cette information, fournie par Radio-Pékin, est importante puisque le télégramme a été envoyé à Qiao et non à Zhao Ziyang, le secrétaire général du parti, qui est présumé avoir été écarté du pouvoir par ses rivaux politiques de la tendance conservatrice.

Enfin, Radio-Pékin a rapporté que le premier ministre Li Peng, qui, selon un journal de Hong Kong, aurait été blessé à la cuisse, dimanche, au cours d'un attentat manqué, assistait hier à une réunion sur la production industrielle.

Entre-temps, la journée d'hier a été fertile en intrigues et en propagande, où le pouvoir rompait le silence pour se justifier et où les étrangers, Canadiens compris, préparaient l'évacuation devant les avertissements américains à propos d'une situation «de plus en plus volatile et dangereuse».

VOIR SOLDATS EN A 2

● E 6: 200 Canadiens évacués

Les deux faces du sida

MARTHA GAGNON

La V^e conférence internationale sur le sida offre un contraste saisissant entre les délégués des pays occidentaux et ceux des pays en voie de développement. Pendant que les uns discutent de grandes questions morales et éthiques, les autres se demandent quoi faire pour réduire les échantillons de sang contaminé, un poison qui tue.

«En Afrique, des employés de laboratoires pourraient vous raconter des histoires d'horreur sur le sang contaminé», dit M. Galy Bosenge, directeur du comité national du programme de lutte contre le sida au Zaïre.

Dans son pays, par exemple, les provisions de sang restent parfois à l'aéroport sans aucune protection sanitaire. «Nous n'avons pas même un camion réfrigéré pour les transporter. Comment pouvons-nous cons-

tituer des banques de sang sûres alors que nos ressources financières sont extrêmement limitées?», demande-t-il.

Si la tragédie du sida a forcé les pays riches à donner la main aux pays défavorisés, elle n'a pas effacé les violents contrastes. «On oublie que derrière les statistiques inquiétantes du sida, il y a des hommes, des femmes et des enfants qui souffrent», dit M. Bosenge.

Les budgets font pitié

Les budgets de santé font pitié. À plusieurs endroits, ce budget correspond au coût d'un simple test de dépistage du sida. Au Zaïre, les tests de dépistage sont presque inexis-

VOIR SIDA EN A 2

● B 1: Un médicament prometteur à l'IAF

● B 3: Le sida décime les adolescents aux USA

Des Pékinois poussent délicatement leurs bicyclettes à travers les débris de toutes sortes qui jonchent la place Tiananmen, théâtre des violents affrontements de dimanche dernier, tandis que d'autres s'arrêtent pour examiner les carcasses de véhicules militaires incendiés.

PHOTO AP

Obsèques hystériques pour Khomeiny

d'après AFP, Reuter, AP et UPI
 TEHÉRAN

C'est par une journée d'hystérie collective qui a vu d'immenses mouvements de foule paralyser l'organisation des obsèques, et des fidèles en transe s'emparer du cercueil et déchirer le linceul, projetant la dépouille par terre, que l'imam Khomeiny, décédé samedi à l'âge de 89 ans, a été finalement inhumé, hier, aux côtés des enfants martyrs de la guerre du Golfe, au cimetière de Behecht-e-Zahrah, dans la banlieue sud de Téhéran.

À son siège de New York, le drapeau de l'ONU était mis en berne pour 24 heures, de Moscou, Mikhail Gorbatchev adressait ses «profondes condoléances» à l'Iran, la Libye observait une journée de deuil, l'Assemblée nationale pakistanaise qualifiait la mort du guide de la Révolution iranienne de «perte irréparable pour le monde musulman», et des musulmans chiites défilaient à Kaboul.

Les dirigeants des grands pays du monde, incluant les pays mu-

sulmans, évitaient les obsèques de Khomeiny, dont les dix années de pouvoir ont conduit à l'isolement diplomatique de la République islamique. En l'absence du premier ministre Benazir Bhutto, en visite à Washington, le président pakistanais Ghulam Ishaq Khan était le seul chef d'État étranger à assister aux funérailles mouvementées.

Personne ne représentait l'Occident. L'Inde avait envoyé son ministre des Affaires étrangères, la Syrie son premier ministre et les États du Golfe avaient dépêché des responsables mineurs.

Marée humaine

Pour les Iraniens, par contre, ce fut le rassemblement de masse le plus important jamais vu depuis le retour d'exil de l'imam, le 1^{er} février 1979, après la chute du régime impérial du chah et la victoire de la Révolution islamique.

Une marée humaine de plusieurs millions de personnes, marée noire puisque tous, hommes et femmes, sont habillés de noir, des enfants de quelques mois, cramés sous le soleil qui

commence très vite à taper dur, pleurant dans les bras de leur mère, des mains qui frappent fronts et poitrines à toute volée en psalmodiant des formules hypnotiques, des corps qui s'abattent par terre toutes les dix secondes en état de transe, l'Iran n'a pas failli, pour les funérailles de son imam, à son image de paroxysme et de démesure née avec la Révolution islamique.

Plusieurs millions de personnes en effet — cinq ou dix millions, nul ne le sait — ont participé à ces obsèques, dans un climat survolté que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à contenir, ce qui a même amené le report d'une première tentative d'inhumer l'imam, en milieu de journée.

Le report fut décidé après un incident au cours duquel des fidèles se sont précipités sur le cercueil que l'on descendait d'un hélicoptère, s'emparant du linceul qu'ils ont aussitôt déchiré en mille morceaux et faisant tomber le corps à terre.

Les forces de l'ordre ont réussi de peine et de misère à faire recu-

VOIR KHOMEINY EN A 2

Ottawa n'a pas de projets pour Montréal

GILLES GAUTHIER
 du bureau de La Presse
 OTTAWA

Étant donné que son économie va bien, Montréal devra se satisfaire de ce qui a été mis en branle par le gouvernement fédéral au cours du premier mandat des conservateurs, selon le nouveau ministre responsable de l'île, Jean Corbeil.

«Il n'y aura pas, dans le contex-

te des contraintes budgétaires, de nouveau programme particulier pour la région étant donné qu'il y a une bonne effervescence économique à Montréal», a déclaré hier le ministre du Travail au cours d'une entrevue à La Presse. «À Anjou, par exemple, il y a des investissements très importants dans le parc industriel», a dit M. Corbeil.

Il admet que le taux de chômage est deux fois plus élevé à Mont-

réal qu'à Toronto mais, indique-t-il, il n'atteint pas, par rapport à d'autres régions du Canada, notamment les Maritimes, un niveau qui justifierait une intervention spéciale, sauf dans l'est de la ville, où le programme qui faisait suite au rapport du Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi dans l'est de Montréal (CREEEM), annoncé par Robert de Cotret, se poursuivra.

Il en sera de même des mesures,

adoptées dans le cadre de programmes existants, pour répondre au rapport Picard sur le développement économique de Montréal, ajoute le député d'Anjou-Rivière-des-Prairies.

Mais pas question de nouveau programme de subventions de développement économique pour la région de Montréal et l'Ontario, contrairement aux Maritimes et à l'Ouest canadien, qui ont été confiés à de nouvelles agences fédé-

rales dotées de mandats et d'objectifs bien précis «pour permettre aux gens de ces régions d'être plus impliqués, étant donné que les problèmes y étaient plus dramatiques».

Au Québec, l'aide au développement ira avant tout aux régions périphériques en vertu de l'entente Canada-Québec signée l'an passé. «Il y a eu un accord après des

VOIR PROJETS EN A 2

QUOI DE NEUF?
H. CHOQUETTE?

... JE PEUX VOUS DIRE
 QU'EST-CE QUE JE N'AVAIS PAS
 PRIS DES MESURES
 SÉVÈRES POUR MES PARCS,
 ON S'EN ALLAIT TOUT
 DROIT VERS UN P'TIT
 PEKIN!

LONDRES

VOL ALLER-RETOUR
299\$
 DÉPART DU 10 JUIN
 SÉJOUR: 1 à 4 SEM.

PARIS

A PARTIR DE
399\$
 VOL ALLER-RETOUR

PERMIS DU QUÉBEC

NOUVELLES FRONTIÈRES

800 EST DE MAISONNEUVE (METRO BERRI)

288-4800

TOULOUSE NANTES NICE

A PARTIR DE
479\$
 VOL ALLER-RETOUR

SUIITE DE LA UNE

Un Québécois vit des heures d'angoisse à Pékin

Presse Canadienne
VANCOUVER

■ Couché dans sa chambre d'hôtel, à environ quatre kilomètres de la place Tiananmen, le Montréalais Yves Joly s'est fait réveiller avant l'aube, dimanche dernier, par les coups de feu des soldats chinois contre les manifestants étudiants.

«Une vingtaine de minutes plus tard, a raconté M. Joly à son arrivée, hier, à l'aéroport international de Vancouver, j'ai entendu un convoi militaire qui se dirigeait vers la place Tiananmen.»

La veille au soir, M. Joly avait marché en direction de la place, mais il ne s'était pas rendu jusque là. «Il y avait des camions militaires un peu partout, mais rien ne se passait. Nous ne nous attendions pas à ce que la situation dégénère à ce point.»

Lundi soir (heure de Beijing), M. Joly prenait le dîner à une table du restaurant de son hôtel située près d'une fenêtre. Soudain, «des coups de feu ont éclaté à l'extérieur».

«Les gens ont alors placé notre table de l'autre côté de la salle à manger, parce qu'ils craignaient pour nous.»

Des membres de l'ambassade américaine, qui se trouvaient là, ont installé des affiches pour déconseiller aux gens d'aller dans la rue.

«J'étais heureux de partir, parce que je ne sais pas ce qui va arriver demain. Je ne crois pas que je recommanderais à qui que ce soit d'aller à Beijing en ce moment, à moins que cela ne soit absolument nécessaire.»

M. Joly s'est rendu à l'aéroport quatre heures avant le départ de son avion, pour être bien sûr de monter à bord.

«On disait que l'aéroport pourrait être fermé un peu plus tard et on voulait tout simplement s'en aller.»

M. Joly a pris un vol commercial pour le Canada, sans difficulté. Mais le gouvernement canadien, à compter d'aujourd'hui, mettra un avion spécial à la disposition des Canadiens qui veulent quitter la Chine.

Le cahier spécial sur le sida est disponible

■ Le numéro spécial du cahier PLUS de samedi dernier sur le sida, ainsi que le sondage qui l'accompagnait, sont publiés dans un tiré à part qui est maintenant disponible au coût de \$9 en composant le 382-0895 ou en vous rendant au 1685 est, rue Fleury, à Montréal.

Où donner son sang?

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge tient des cliniques aux endroits suivants:

● à Montréal: Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9h à 18h;

● à Deux-Montagnes: organisée par le Club Optimiste, église Saint-Agapit, 1002 Chemin Oka, de 15h à 20h30;

● à La Sarre: parrainée par les Chevaliers de Colomb, Centre Paul-Trudel, 14 ouest, 4^e avenue, de 13h à 20h.

SOLDATS

Des milliers de soldats quittent la place Tiananmen

À Washington, la Maison-Blanche déclarait que les principaux dirigeants chinois semblaient avoir quitté Pékin. «On dirait qu'ils ont fermé boutique», a dit Martin Fitzwater, le porte-parole. «Il n'y a pas de message de la direction ni d'indication sur qui dirige», a-t-il ajouté. Les civils de Pékin prenaient eux-mêmes le train pour la campagne, dans la crainte de combats imminents dans la capitale.

Les principaux alliés européens des États-Unis, ainsi que la Communauté économique européenne (CEE) au grand complet, gélaient leurs relations militaires, économiques et commerciales avec la Chine, le Parlement soviétique qualifiait les événements de «page tragique» de l'histoire de la Chine tout en estimant que la répression était «une affaire interne», et le Japon réexaminait son aide à la Chine.

En l'absence de toute intervention publique du pouvoir civil depuis deux semaines, le général Zhang Gong, du commandement des forces d'application de la loi martiale, démentait hier, lors d'une conférence de presse télévisée, que des affrontements aient eu lieu entre des unités de l'armée. Il a qualifié les rapports de tels affrontements de «rumeurs répandues par des gens ayant des arrière-pensées».

Lui-même affirmait toutefois que personne n'avait été tué sur la place Tiananmen lors de l'intervention de l'armée, dimanche, contre les manifestants. «L'armée n'a pas tué un seul étudiant ou membre de la foule», a-t-il affirmé. Le général a toutefois reconnu qu'il y avait eu des victimes, «mais seulement lorsque l'armée s'est frayée son chemin vers la place».

Le porte-parole du gouvernement, Yuan Mu, faisait ensuite état de 300 morts, dont 23 étudiants, depuis que la loi martiale a été décrétée, le 20 mai. L'agence Chine-Nouvelle faisait état de 28 «criminels contre-révolutionnaires» arrêtés. Selon un bilan établi de sources hospitalières, pourtant, il y aurait eu au moins 1400 morts et 10000 blessés à la suite de la seule intervention de l'armée sur la place Tiananmen, dimanche. De source américaine, on établit ce bilan à 3000 morts.

Yuan Mu s'est d'autre part efforcé d'afficher la plus grande indifférence devant les sanctions qui se multiplient de par le monde. «On peut dire que l'opinion publique mondiale est divisée sur notre lutte pour mater l'émeute contre-révolutionnaire», a-t-il prétendu. Au même moment, la Pologne officielle exprimait son «profond souci» et le Parti communiste français condamnait «la criminelle répression de Pékin».

Selon les services de renseignement américains, jusqu'à 350000 soldats de différents corps d'armée sont déployés dans et autour de Pékin, le centre de la capitale, le siège de la radio-télévision et les principaux édifices gouvernementaux étant occupés par les hommes de la 27^e armée, venue de Mongolie intérieure et commandée par le général Chi Haotian, gendre du président Yang Shangkun.

Selon les experts, c'est la 27^e armée, avec la 16^e armée, qui a effectué le carnage de dimanche après que la 38^e armée, force d'élite stationnée dans Pékin, eut refusé d'y appliquer la loi martiale. Des hommes de la 38^e armée, de même que ceux de la 39^e venue de Shenyang, auraient pris position autour de Pékin, encerclant les tenants de la ligne dure. Selon diverses sources chinoises et occidentales, des affrontements entre unités se poursuivent depuis 48 heures en banlieue de la capitale.

Chengdu

Des habitants joints au téléphone depuis Hong Kong rapportaient entre-temps qu'au moins 300 personnes étaient tuées hier et un millier d'autres blessées à Chengdu, capitale du Sichuan, province la plus peuplée de Chine, fief de Yang Shangkun, 82



Les Pékinois se frayent un passage au milieu de véhicules militaires calcinés qui ont été abandonnés sur une avenue menant à la place Tiananmen au cours des désordres du week-end.

PHOTO AP

ans, et de Deng Xiaoping, 84 ans, et où la loi martiale a été instaurée dimanche.

Les dirigeants de Shanghai et des provinces du Sichuan, de Mongolie intérieure et du Xinjiang apportaient leur soutien hier à la répression du mouvement pro-démocratique à Pékin, rapportait pour sa part la télévision d'Etat chinoise CCTV. La Chine compte 30 provinces, municipalités et régions autonomes.

Dans les autres capitales provinciales, la situation était tendue dans la crainte d'une intervention de l'armée. Étudiants et ouvriers dressaient des barricades pour empêcher les troupes d'entrer à Harbin, Shanghai, Tianjin, Nankin, Wuhan, Xian, Changsha et Canton, ont déclaré des habitants au téléphone.

À Shanghai, les autorités menaçaient de sévir avec fermeté contre les fauteurs de troubles, alors qu'y circulent aussi des rumeurs sur une intervention imminente de l'armée. Des étudiants ont dénombré hier 41 chars en train d'être déchargés dans le port de Wusong, au nord-est de Shanghai. □

KHOMEINY

Obsèques hystériques pour Khomeiny

ler la marée humaine et à récupérer la dépouille, qui fut transportée dans une ambulance vers un autre hélicoptère, où se trouvait Ahmad Khomeiny, le fils de l'imam. L'appareil a décollé avant même que le cercueil ne fut complètement placé à bord et a atterri au milieu du cimetière.

Par ailleurs, le président du Parlement iranien, Hashemi Rafsanjani, dont l'hélicoptère avait réussi à se poser au cimetière, a repris l'air après avoir constaté qu'il n'était pas en mesure d'en descendre à cause de la foule en délire.

L'imam repose dans un périmètre spécial du cimetière de Behecht-e-Zahrah. Son corps a été déposé à même la terre, selon la tradition musulmane. Les fidèles se sont ensuite emparés du cercueil dans lequel le corps était exposé avant la cérémonie et l'ont promené de mains en mains tout au long de la foule dans le cimetière.

Tout a commencé à l'aube. Dès quatre heures du matin à Téhéran, les premiers convois de voitures et d'autobus, arborant tous des portraits de l'imam, convergent vers le cimetière.

Les obsèques officielles ont débuté en matinée au Mossala, champ de prières, à l'est de Téhéran, en présence d'une foule estimée à plusieurs centaines de milliers de personnes.

Étaient présentes les plus importantes personnalités politiques et religieuses iraniennes, dont le nouveau guide de la Révolution, le président Ali Khamenei, à qui les instances politiques et religieuses et les moyens d'information donnent désormais le titre d'ayatollah, et le fils de l'imam Khomeiny, Ahmad, ainsi que plusieurs délégations étrangères.

C'est sur ce terrain, où la dépouille de l'imam avait été déposée, que huit personnes avaient trouvé la mort et plus de 500 avaient été blessées, lundi, à la suite de bousculades et de mouvements de foule.

À l'ouverture de la cérémonie, le corps de l'imam, enveloppé dans un linceul, a été retiré de sa petite chambre froide aux parois de verre dans laquelle il était exposé au sommet d'un tertre, et posé pendant quelques instants à même le sol, après une courte prière prononcée par le grand ayatollah Mohammad Reza Golpayegani.

Le corps devait ensuite être transporté jusqu'au cimetière de Behecht-e-Zahrah, à une trentaine de kilomètres du Mossala, mais en dépit des appels répétés des autorités invitant la population à respecter les consignes pour éviter les bousculades, ce voyage s'avéra beaucoup plus difficile que prévu. □

ENQUÊTE

Enquête publique sur la mort de Mélanie Côté

la jeune Mélanie (pouls, tension, etc.), conformément au récit fait lundi à La Presse par une de ses amies qui l'accompagnait à l'hôpital.

En ce qui concerne l'état de santé de l'adolescente avant l'accident de samedi soir, le Dr Paquin a confirmé que son médecin soignant avait recommandé quelques tests, le 1^{er} juin dernier, après avoir perçu des signes de tachycardie (tendance du cœur à accélérer ses battements) chez la jeune femme.

Par ailleurs, M. Paquin a précisé que l'autopsie pratiquée hier n'a pas permis de déterminer avec certitude la cause du décès. Les résultats de tests toxicologiques et une analyse des fibres conductrices du cœur, qui seront connus dans les prochains jours, pourront peut-être apporter plus de précisions.

Un rapport complet

La triste histoire de Mélanie Côté a soulevé beaucoup de questions et de commentaires. La ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Thérèse Lavoie-Roux, a exigé hier de l'hôpital Jean-Talton un rapport «complet et détaillé» dans un délai de 24 heures.

Mais la ministre a refusé d'établir un lien direct entre la mort de la jeune Mélanie et les moyens de pression exercés par les infirmières depuis plusieurs semaines, dans le cadre des négociations de leur convention collective.

Selon le récit publié hier par La Presse, Mélanie aurait été électrisée en touchant accidentellement à la ligne de haute tension de 750 volts qui alimente en électricité le métro de Montréal, alors qu'elle était en compagnie de quatre de ses amis.

Ces derniers l'auraient conduite à l'hôpital Jean-Talton moins d'une demi-heure plus tard en constatant qu'elle s'était brûlée les mains et qu'elle souffrait d'étourdissements. À l'hôpital, un homme portant un sarrau lui aurait dit en riant de mettre sa main dans de la glace et de revenir le voir quand la glace serait fondue.

Les compagnons de Mélanie ont ensuite dû pousser les hauts cris pour qu'une femme prépare l'admission de l'adolescente. De plus, malgré que la jeune malade se soit évanouie dans les bras d'une de ses amies, il a fallu que les deux jeunes hommes qui l'accompagnaient trouvent eux-mêmes un fauteuil roulant pour l'y asseoir, leurs appels étant restés sans écho.

«Ça ne veut pas dire qu'il n'y avait personne, a commenté Mme Lavoie-Roux. Les gens ne se sont pas rendus visibles. De toute façon, je pense qu'on ne peut pas, à ce moment-ci, tirer des conclusions. Je ne peux donner d'informations supplémentaires, mais si les choses se sont passées telles que décrites dans le journal, il faut les déplorer profondément».

15 incidents par semaine

Par ailleurs, à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, on s'est dit surpris hier que le coroner investigateur ait soulevé des questions quant à la facilité, pour les usagers, de descendre sur les rails du métro malgré la présence d'une ligne à haute tension.

Mme Monique Mathieu, porte-parole de la STCUM, a affirmé hier qu'on note jusqu'à 15 incidents de ce genre chaque semaine. Ce nombre n'inclut évidemment que les incidents rapportés. Celui qui a vraisemblablement coûté la vie à la jeune Mélanie Côté n'a par ailleurs jamais été rapporté à la STCUM.

La porte-parole a affirmé que la STCUM a mis sur pied il y a déjà trois semaines un comité spécial «sur la circulation en tunnel par des personnes non autorisées». Ce comité a pour tâche de trouver un moyen d'éviter que des gens, surtout des jeunes, descendent sur les voies comme il est arrivé samedi dernier.

«Déjà deux solutions ont été avancées, a dit Mme Mathieu. On étudie la possibilité d'éteindre les lumières dans les tunnels et d'installer une signalisation plus voyante et plus grosse pour inciter les gens à ne pas s'aventurer sur les rails.»

Mme Mathieu a toutefois déploré que ce genre d'incidents se produisent de plus en plus souvent. En janvier dernier, un Torontois de 35 ans a été happé à mort par un convoi du métro alors qu'il déambulait sans raison dans un tunnel entre les stations Papineau et Beaudry.

La porte-parole a également souligné que des jeunes avaient réussi à provoquer l'extinction des lumières du tunnel menant à la station de l'île Sainte-Hélène avant d'y jeter des extincteurs, ce qui aurait pu provoquer un incident grave. □

SIDA

Les deux faces du sida

tants parce qu'ils sont beaucoup trop dispendieux. «On dépense moins de \$1 US par personne pour les soins de santé», explique M. Bosenge. En fait, les États-Unis dépensent pour une personne ce que le Zaïre dépense pour 500 personnes. «Il y a des comparaisons insupportables», dit-il.

À la longue série de malheurs économiques des pays d'Afrique, s'ajoute donc le sida: plus de 25000 cas. Pourtant, il a fallu que M. Bosenge vienne à Montréal pour entendre des témoignages de victimes de la maladie qui l'ont bouleversé. «Chez nous, les gens se cachent. Le sida est un sujet tabou», a-t-il expliqué lors d'une entrevue à La Presse.

On a beau insister sur la prévention et l'éducation à cette conférence internationale, ces mots n'ont pas la même signification pour les représentants des pays en voie de développement. «Ici, vous avez la télévision et la radio. Au Zaïre, plusieurs personnes ne peuvent s'offrir ce luxe.» Il faut donc utiliser les moyens de communication traditionnels: l'école, l'église, la rue. De plus, une grande partie de la population est illettrée.

M. Bosenge affirme que les chefs politiques de plusieurs pays ont faussé les statistiques parce que les pays occidentaux désignent l'Afrique comme le grand coupable de la propagation de la maladie.

L'autre problème en Afrique, c'est qu'il n'y a pas vraiment de «groupes à risque». À part les prostituées, le sida frappe la population en général. Les migrations des gens de la campagne vers les villes sont une cause importante de propagation. Plusieurs femmes sans ressources se voient contraintes d'y faire de la prostitution.

«Le sida, c'est la lutte contre la précarité de nos systèmes de santé. On a beau dire au personnel infirmier de prendre des précautions, cela ne sert pas à grand-chose si on ne peut leur fournir des gants de caoutchouc. On lutte avec les moyens du bord.» L'épidémie accélère aussi la diffusion de maladies endémiques comme la tuberculose, qui gagne du terrain.

À cette cinquième conférence internationale, les quelque 450 délégués des pays en voie de développement ont souvent l'impression de se retrouver sur une autre planète. Un large fossé sépare leurs préoccupations des nôtres. □

PROJETS

Ottawa n'a pas de projets pour Montréal

discussions avec le ministre Marc-Yvan Côté. Le gouvernement fédéral n'a pas agi de façon unilatérale et c'est un exemple de bonne coopération.

L'ex-maire d'Anjou, maintenant âgé de 55 ans, ne fera pas de vagues au cours des prochaines années.

L'agence spatiale à Saint-Hubert? L'important, affirme-t-il, est qu'elle soit située dans la ré-

gion de Montréal et n'importe quel endroit dans un rayon de 35 à 40 milles du centre-ville convient parce que les retombées se feront sentir sur tout le territoire.

En fait, précisera le ministre, l'aide au développement continuera de venir sous forme de prêts ou subventions aux industries, comme l'a démontré récemment l'injection d'une somme de \$43 millions pour créer, dit-il, 2500 emplois à Canadair pour le Challenger allongé.

Il y aura également ces \$100 millions promis par le fédéral avant les élections pour des travaux d'infrastructures (stationnements, aqueducs, etc.) dans le Vieux-Port en prévision du 350^e anniversaire de Montréal, en 1992, mais tout dépendra des contributions du provincial et du municipal à la réalisation des projets eux-mêmes, soit notamment la construction de trois musées (sciences et industries, chemins de fer, enfance).

Le chiffre de \$100 millions peut impressionner, mais ces dépenses conditionnelles se répartissent sur plusieurs années et sont nettement inférieures à ce qui est dépensé par le fédéral en infrastructures et équipements touristiques à Ottawa, par exemple.

M. Corbeil est né dans la paroisse Saint-Pierre-Apôtre avant qu'elle ne soit ravagée par la construction du boulevard Dorchester et de Radio-Canada et les expropriations pour l'autoroute est-ouest. Son père était «comptable ordinaire et gérant de bureau» à l'imprimerie Therrien.

Le ministre travailla dans le domaine des assurances de 1952 à 1975 et fut propriétaire de son propre bureau, Jean Corbeil et associés. Il donna des cours dans ce même secteur, notamment au cégep du Vieux-Montréal.

Il déménagea à Anjou à l'époque où elle ne comptait que 2500 habitants et fut élu à la mairie une première fois en 1973 alors que la ville était sous tutelle à cause de l'administration Crépeau. Il fut réélu en 1977, 1981 et 1985.

Il occupa notamment les postes de président de la Conférence des maires de banlieue, créée pour faire contrepoids à Montréal, vice-président du comité exécutif de la CUM, président de l'Union des municipalités du Québec, président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), etc.

M. Corbeil est «né libéral, catholique et francophone», mais soutient ne jamais avoir milité dans un parti politique avant de devenir député parce qu'il avait décidé de s'en tenir strictement au niveau municipal. Son fils travailla dans l'entourage immédiat du premier ministre Robert Bourassa.

Il a, dit-il, été invité plusieurs fois, comme plusieurs autres maires, à se porter candidat au provincial ou au fédéral, mais il n'envisageait pas de faire carrière ailleurs. D'autant plus que les invitations ne venaient pas toujours de personnes connues.

Il affirme que c'est le besoin de relever de nouveaux défis après avoir occupé autant de postes au niveau municipal ainsi que l'accord du lac Meech et le libre-échange qui l'ont convaincu de faire le saut quand est venu l'appel des conservateurs. Il explique qu'il a été élu président de la FMC le jour de l'adoption de l'entente constitutionnelle et alors que l'organisme tenait son congrès à Ottawa.

Son ministère est considéré comme mineur et coûte en un an ce que la Défense dépense en une semaine. Peu de controverses, si ce n'est une réflexion fédérale-provinciale en cours sur les drogues et le sida en milieu de travail.

M. Corbeil est bien seul comme ministre responsable de l'île, son collègue de l'ouest de l'île, Gerry Weiner, se contentant à titre de secrétaire d'Etat de prêcher et de distribuer des chèques à tout ce que le Canada compte de minorités et de bonnes âmes.

Quand le ministre responsable de la Rive-Sud, Lucien Bouchard, a installé l'Agence spatiale sur son territoire, les journalistes du Québec à Ottawa n'ont pu que constater que l'ex-maire de banlieue faisait ses classes face aux poids lourds au niveau fédéral. M. Corbeil ne répond pas quand on lui répète la remarque.

Les observateurs ont aussi noté fréquemment qu'au cours du premier mandat conservateur, Montréal était bien mal représentée au cabinet fédéral comparativement aux belles années du régime Trudeau avec, notamment, les Marc Lalonde, Serge Joyal, André Ouellet, etc.

M. Corbeil répond que Montréal n'a pas gagné grand-chose sous l'administration précédente et soutient que les investissements fédéraux au cours du premier mandat conservateur ont été supérieurs à ceux des gouvernements précédents.

Selon lui, le ministère de l'Expansion industrielle régionale «a dépensé des montants énormes sur l'île» mais ses interventions n'étaient pas assez «visibles».

Il a rencontré l'administration du maire Jean Doré deux ou trois fois et ils sont convenus de se revoir à toutes les cinq ou six semaines «pour une mise à jour des dossiers, dont celui du 350^e anniversaire, en 1992». □

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

746

à quatre chiffres

8249



23-3-01

Le mercredi 7 juin 1989

LA MÉTÉO

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	8	21	Ensoleillé
Outaouais	12	24	Ensoleillé
Laurentides	8	22	Ensoleillé
Cantons de l'Est	10	24	Ensoleillé
Mauricie	10	24	Ensoleillé
Québec	10	24	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	8	20	Ensoleillé
Rimouski	8	20	Variable
Gaspésie	8	20	Variable
Bas-Caraïbe	16	Variable	
Sept-Îles	16	Variable	

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria			
Edmonton			
Regina			
Winnipeg			
Toronto			
Fredericton			
Halifax			
Charlottetown			
Saint-Jean			

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston			N.-Orléans		
Buffalo			Pittsburgh		
Chicago			S. Francisco		
Miami			Washington		
New York			Dallas		

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	6	15	Madrid	9	23
Athènes	18	31	Moscou	14	23
Acapulco			Mexico	12	30
Berlin	8	17	Oslo	6	18
Bruxelles	10	17	Paris	9	17
Buenos Aires	8	18	Rome	13	23
Copenhague	10	16	Séoul	15	28
Genève	4	15	Stockholm	14	19
Hong Kong	26	30	Tokyo	22	28
Le Caire	20	38	Trinidad	9	19
Lisbonne	14	21	Vienne		
Londres	9	13			

Le mercredi 7 juin 1989

«Mélanie ne méritait pas de mourir comme ça»

SUZANNE COLPRON

■ «Quand on voit son bureau vide, ça nous fait de quoi. Mélanie était une fille pleine de vie, tout le monde l'aimait dans la classe. Elle ne méritait pas de mourir comme ça.»



Mélanie Côté

PHOTO La Presse

Réunies hier midi sur le terrain de l'école secondaire pour filles Maguerite-de-Lajemmerais, au 5555 est, rue Sherbrooke, les compagnes de classe de Mélanie Côté, 16 ans, étaient inconsolables.

La mort de leur copine, qui s'était électrocutée samedi soir en touchant par accident à une ligne de haute tension à la station de

métro Sherbrooke, a laissé un grand vide dans l'école.

Un exemplaire de *La Presse* sous le bras, les jeunes filles ont accepté de parler de leur amitié pour Mélanie, mais elles ont refusé de commenter les événements survenus samedi soir à l'hôpital Jean-Talon. On sait que l'adolescente s'y était rendue pour recevoir des soins après avoir été secourue par une décharge électrique en s'agrippant à la rampe d'alimentation du rail. Elle est morte dimanche après-midi au domicile de ses parents.

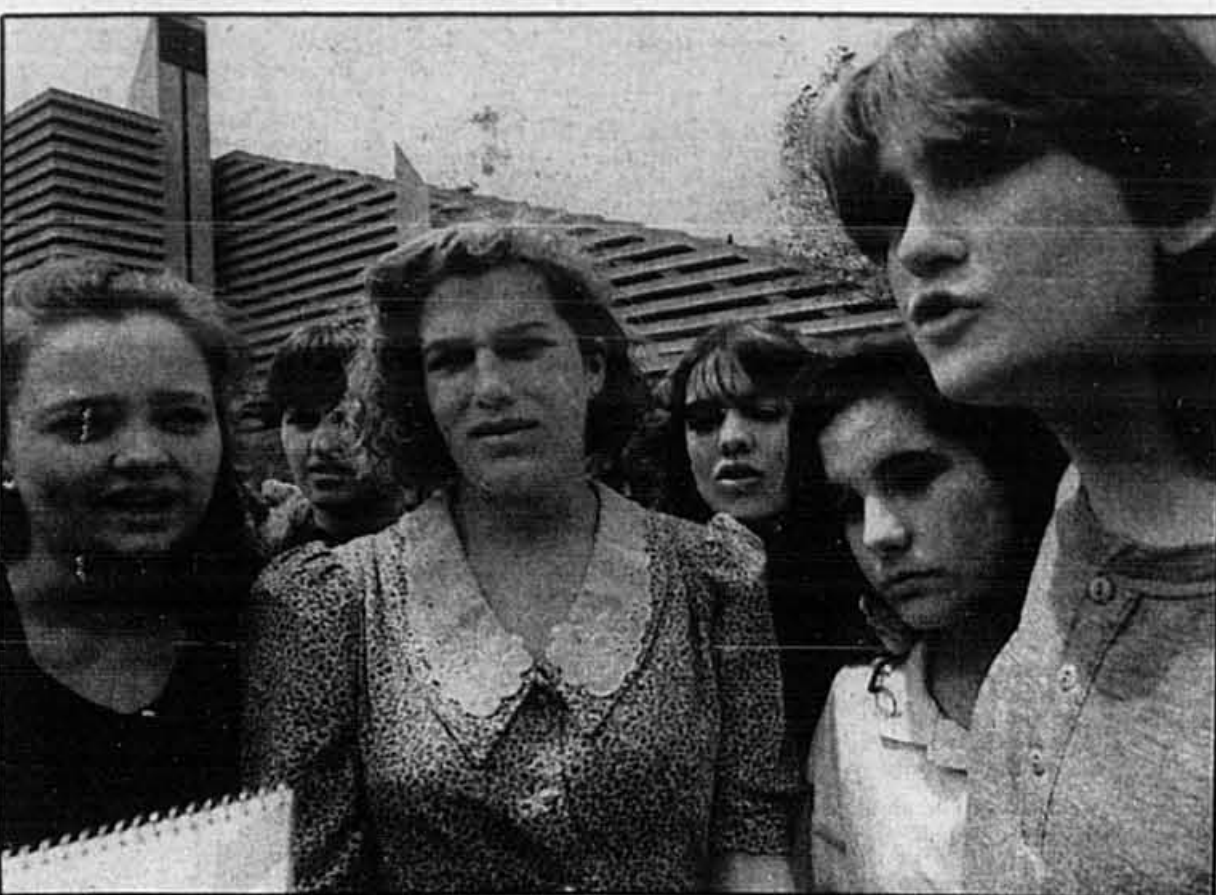
Le directeur de l'hôpital, M. Pierre Ledoux, a indiqué hier qu'une enquête interne avait été instituée dans le but de faire la lumière sur cette triste affaire. Les résultats devraient être connus dans les prochains jours, a-t-il dit.

«Pour l'instant, je n'ai rien d'autre à dire. Je vous ferais remarquer que je n'ai pas attendu l'annonce d'une enquête publique par la ministre Thérèse Lavoie-Roux pour faire ma propre investigation», a déclaré le directeur Ledoux, qui occupe ce poste depuis une douzaine d'années.

Une belle fille

Le père de Mélanie a demandé aux amies de sa fille unique de ne faire aucun commentaire sur les événements avant la célébration des funérailles et l'arrivée de son ex-femme, la mère de Mélanie, qui habite à Paris depuis quelque temps.

«Tout ce qu'on peut dire, c'est que Mélanie était une belle fille. Elle riait tout le temps, elle était



Les compagnes de classe de Mélanie Côté sont inconsolables.

PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse

toujours joyeuse et de bonne humeur. Quand elle arrivait à l'école le matin, elle disait bonjour à tout le monde dans le corridor. C'est elle qui remontait le moral aux autres», a confié sa meilleure amie.

Selon ses compagnes, Mélanie

était aussi une très bonne élève en classe, à la fois studieuse et appliquée. Elle voulait poursuivre ses études en droit à l'université et devenir avocate plus tard, nous a-t-on confié. Le domaine de la psychologie l'intéressait aussi.

«Elle ne savait pas entre les

deux, le droit ou la psychologie, ce qui l'intéressait le plus. Mais on est certain qu'elle aurait réussi dans la vie. Mélanie était douée et ambitieuse. Elle était coach au centre sportif Pierre-Charbonneau et avait beaucoup de projets en tête pour l'avenir...»

Une résidente de NDC molestée pour avoir parlé français

■ «C'est rendu qu'on se fait battre parce qu'on veut défendre le français!», s'est écriée hier Mme Lucille Beaurivage, encore indignée de la mésaventure qui lui est arrivée dimanche après-midi près de son domicile de Notre-Dame-de-Grâce, où elle dit avoir été agressée par un couple d'anglophones qui lui reprochaient d'avoir cherché à se faire servir en français dans un dépanneur.

Mme Beaurivage, qui travaille dans un centre d'accueil pour personnes âgées, avait demandé de la menthe fraîche à la propriétaire d'un magasin situé rue Monkland, à quelques pas de sa résidence de la rue Harvard.

C'est alors qu'elle affirme avoir été prise à partie par une femme dans la trentaine, une anglopho-



PHOTO RENE PICARD, La Presse

Mme Lucille Beaurivage

ne, qui lui a reproché (en français) de ne pas faire d'effort pour se faire comprendre.

La femme aurait suivi Mme Beaurivage hors du magasin et l'aurait assaillie. Un homme est intervenu et les a séparées, raconte-t-elle; par la suite, l'homme a agressé Mme Beaurivage à son tour, lui donnant un coup de pied dans le dos.

Mme Beaurivage aurait alors avisé une auto-patrouille du poste 15 qui passait et porté plainte contre le couple.

Elle assure que les policiers auraient tenté de la dissuader de porter plainte mais qu'ils ont cédé devant son insistance.

Pendant que la police prenait les dépositions de témoins, après l'altercation, selon Mme Beaurivage, une dame de langue française lui aurait demandé avec un air plein de reproche si elle travaillait pour le PQ...

L'enquête policière se poursuit.

Procès de Gilbert: quelle version retenir?

JEAN-PAUL CHARBONNEAU
SAINT-JÉRÔME

■ Selon la défense, les jurés doivent donner foi à la version de Stéphane Gilbert car il existe trop de contradictions dans les témoignages des quatre mineurs. Pour sa part, la poursuite a rappelé que la preuve a démontré que l'accusé des meurtres de M. et Mme Maurice Alary a menti à trois reprises.

C'est ce que Me Michel Ferland, pour la défense, et Me Gilles Lahaie, pour la Couronne, ont dit dans leurs plaidoiries hier, au procès de Gilbert, 19 ans, devant le juge Jacques Ducros et un jury composé de six femmes et de six hommes au Palais de justice de Saint-Jérôme. Gilbert est accusé de meurtres au premier degré. Dans son témoignage, il a affirmé n'avoir pas tué les deux victimes.

Me Ferland a souligné aux jurés qu'ils ne devaient pas écarter la possibilité que d'autres jeunes gens se soient rendus au domicile du couple Alary à Sainte-Anne-des-Plaines après le passage de Gilbert, le 28 décembre dernier, et qu'ils eussent pu tuer l'homme et la femme.

De son côté, Me Lahaie a mis en doute la crédibilité de l'accusé, ajoutant que les témoignages des quatre mineurs se ressemblaient. Selon la poursuite, ces jeunes n'ont aucun intérêt à mentir. Le procureur de la Couronne a expliqué aux jurés que Gilbert avait menti trois fois: deux fois après le crime et l'autre quand il affirme aux policiers, après sa déclaration signée, qu'il vient de leur dire toute la vérité.

Le jury a congé aujourd'hui. Le juge Ducros donnera ses directives demain matin.

L'urgence de l'hôpital du Sacré-Coeur déborde et la situation risque d'empirer

MICHÈLE OUMET

■ La situation à l'urgence de l'hôpital du Sacré-Coeur, dans le nord de Montréal, était qualifiée de «catastrophique et intolérable» hier matin par M. Michel Gauthier, responsable des relations publiques. Sur les 85 patients, la plupart allongés sur des lits et des civières dans les couloirs de l'urgence, 29 attendaient d'être hospitalisés.

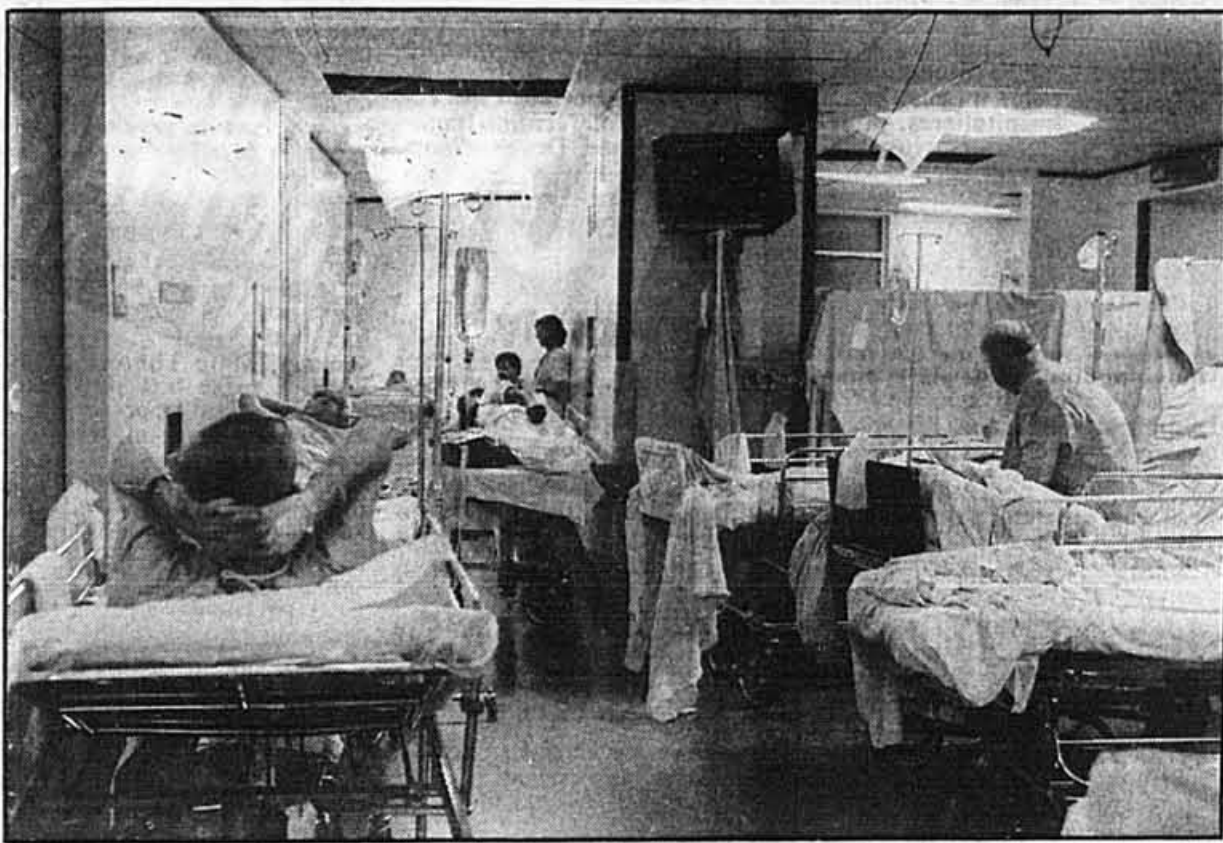
La capacité normale de l'urgence est de 42 patients. L'intensification des moyens de pression entrepris par les infirmières depuis le 21 avril serait la cause de ces dérangements.

«La situation est vraiment nouvelle pour nous, commente M. Pierre Marsan, directeur général de l'hôpital. On subit les conséquences des fermetures de lits des hôpitaux environnants. Nous sommes actuellement en contact avec les gens du ministère et du Conseil régional de la santé et des services sociaux afin d'essayer de trouver des solutions pour régler notre problème.»

Les 85 patients qui ont passé la nuit à l'urgence n'ont pu être placés dans des chambres car l'hôpital a dû fermer 94 lits. Sacré-Coeur a une capacité totale de 740 lits. Environ 100 à 125 de ces lits sont occupés par des malades chroniques, 134 sont réservés aux patients du pavillon Albert-Prévost et 94 sont fermés. Il ne reste donc que 400 lits.

La situation risque de se détériorer le 18 juin. À partir de cette date, les infirmières à temps partiel refuseront de travailler à temps complet et se limiteront à rentrer au travail un ou deux jours par semaine tel que prévu par leur statut d'employée à temps partiel. Depuis le 21 avril, ces infirmières travaillaient régulièrement quatre à cinq jours par semaine. L'impact de ce retrait de disponibilité, décidé par le syndicat, risque de perturber encore plus le fonctionnement de l'hôpital. En effet, 40 p. cent des 1200 infirmières de l'établissement ont un statut d'employée à temps partiel.

Aux 85 patients couchés un peu partout dans les couloirs de l'urgence, il faut ajouter les 45 personnes inscrites depuis 8 h le matin qui, patiemment, attendaient



À l'urgence de l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal, les malades s'entassent.

PHOTO ROBER NADON, La Presse

de voir le médecin dans la salle d'attente de l'urgence. Une pancarte les avertissait de prendre leur mal en patience: «Temps d'attente avant d'être revu par le médecin dans les cas de laboratoires (prises de sang): trois heures; Rayon X: une heure et demi. Spécialiste: pas responsable de l'attente: ? heures».

Et les ambulances continuaient de déverser leurs flots de malades.

Les couloirs de l'urgence

Coucher 85 patients pour la nuit dans un endroit qui n'a pas été conçu pour ça a provoqué un embouteillage monstre à l'urgence. Huit patients étaient dans un hall derrière les ascenseurs, protégés par des paravents de fortune. Deux lits obstruaient les portes de sortie. «Je n'ose pas imaginer ce qui pourrait arriver s'il y avait un feu», confie Thérèse Bigras, infirmière en chef de l'urgence.

Roxanne Rondeau a 16 ans. Elle a passé la nuit couchée sur un lit dans un des couloirs de l'ur-

gence. Elle est arrivée à l'hôpital la veille à 16 h. «Hier j'ai passé une échographie», raconte-t-elle. On m'a dit que mon ovaire était enflé. Rien d'autre. Puis ils m'ont installée dans le corridor et de puis, j'attends.»

L'hôpital Sacré-Coeur possède trois salles de choc à l'urgence. Ces salles sont réservées aux cas graves: infarctus, victimes d'accidents graves, soins intensifs. Conçues pour recevoir 10 patients, elles en logeaient 21 hier matin, entassées étroitement les uns à côté des autres sur des civières ou dans des lits.

«Est-ce que vous pensez qu'une infirmière peut passer entre ces civières», demande Thérèse Bigras? On descend les civières pour que les patients ne tombent pas et on est obligé de travailler baissé. Quand les civières arrivent, on les garde fautes de lits.»

«Urgences Santé continue d'envoyer des ambulances, poursuit Mme Bigras. À 85 patients couchés, la situation est dangereuse et on ne peut pas fermer l'urgence contrairement à l'hôpi-

tal Maisonneuve-Rosemont et la Cité de la Santé qui, eux, peuvent fermer leurs portes au-delà d'un certain seuil. Ça va s'aggraver. Physiquement, on est plus capable.»

«Le nombre de patients dans une urgence, c'est pas comme un accordéon. Ça ne se rapetisse et ne s'agrandit pas à volonté, explique le docteur Maurice Laporte, coordonnateur de l'urgence. Au début, quand les infirmières ont commencé leurs moyens de pression, la situation était vivable. Plus aujourd'hui. Vendredi, on a reçu deux cas de cancer du pancréas. On les a retournés chez eux pour la fin de semaine, mais ils sont revenus lundi matin. On peut toujours aussi éliminer des gens sur les listes d'attente et les remettre à plus tard. Mais un cas semi-urgent aujourd'hui deviendra urgent demain.»

M. Pierre Marsan, directeur général de l'hôpital, avoue qu'il est inquiet et ne sait pas trop comment faire face au 18 juin, alors que les infirmières intensifieront leurs moyens de pression.

Montréal accélère la réfection de ses rues et trottoirs

AGNÈS GRUDA

■ Puisant dans les surplus qu'elle a enregistrés en 1988, l'administration montréalaise donne un coup d'accélérateur à son programme de réfection de rues et de trottoirs.

En 1989, la ville injectera \$12 millions supplémentaires à son budget de réparation des trottoirs et chaussées, qui avait été initiale-

ment fixé à un peu moins de \$22 millions.

Cet ajout permettra d'effectuer la réfection de 22 p. cent des trottoirs et 11 p. cent des chaussées classées «en mauvais état» par la ville, a indiqué hier Mme Jacqueline Bordeleau, responsable des travaux publics au comité exécutif.

En distance, ça donne 95 km de trottoirs et 45 km de chaussées remis à neuf d'ici la fin de l'automne.

Un système de points a permis de choisir les rues qui seront traitées en priorité. Les points étaient accordés selon l'état de délabrement du trottoir ou de la chaussée, mais aussi selon certains critères sociaux, comme la présence d'un foyer pour personnes âgées, etc.

Les travaux qui seront effectués cette année toucheront avant tout les rues bordées de trottoirs en asphalte, qui datent pour la plupart du début du siècle et qui

s'étendent sur quelque 320 km à travers la ville, surtout dans les quartiers du Plateau Mont-Royal, du Centre-Sud et du Sud-Ouest de Montréal.

Mme Bordeleau a indiqué que les \$12 millions supplémentaires ont été puisés dans le surplus budgétaire de \$52 millions enregistré par Montréal en 1988.

Les rues et trottoirs recevront donc au cours des prochains mois

un traitement de beauté de \$33 millions, en plus de «soins» plus poussés — travaux d'aqueducs, d'égouts, etc. — qui totaliseront quelque \$70 millions.

Tous ces travaux font partie de la modernisation des infrastructures, que la ville a décidé d'entreprendre sans attendre les gouvernements supérieurs, et qui devrait coûter près de deux milliards de dollars au cours des dix prochaines années.

RÉTROSPECTIVE

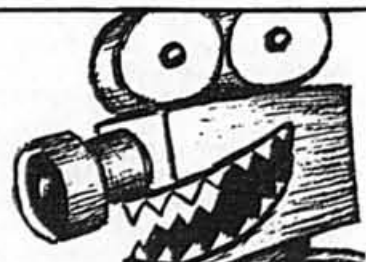
88

FILMS D'ÉTUDIANTS EN ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

THÉÂTRE ST-DENIS

1594, RUE ST-DENIS • MÉTRO BERRI
RENSEIGNEMENTS: 849-4211

11



UNE PRÉSENTATION DE

La Presse

EN COLLABORATION AVEC

ckojm

Terre des Hommes attend un million de visiteurs

CONRAD BERNIER

■ C'est en présence d'une quarantaine d'invités que le président de la Société de l'Île Notre-Dame, M. P.-André Aubin, a dévoilé, hier, la programmation estivale 1989 des îles de Terre des Hommes où l'on attend, au cours des quatre prochains mois, plus d'un million de visiteurs. Cette programmation est regroupée sous trois thèmes principaux: des événements, des cours et des activités de plein-air.

Au menu des événements majeurs, on trouve d'abord le Grand Prix Molson et la semaine de festivités qui s'y greffent. Viennent ensuite la Fête du Canada, le Festival des aînés, les championnats canadiens d'aviron et de canoë-kayak.

Les événements culturels ne manqueront pas. Les deux plus importants sont le spectaculaire exposition sur le cinéma présentée au Palais de la Civilisation jusqu'au 15 octobre et la réouverture du théâtre de la Poudrière qui présentera jusqu'au 27 août la comédie L'abominable homme des sables de Jean Barbeau, mettant en vedette André Richard et Daniel Gadouas.

Les activités de plein air seront nombreuses: les randonnées à bicyclette, les courses à pied, les pique-niques d'amoureux, de familles et de groupes,

la baignade dans les trois piscines de l'Île Sainte-Hélène, la voile et la planche à voile sur le lac des Régates, le kayak sur le bassin olympique ou le pédalo dans les lagunes. Les jeunes de 9 à 15 ans y retrouveront leur «club méd». La colonie de vacances de l'Île Notre-Dame ouvrira ses portes du 3 juillet au 26 août et offrira des séjours complets comprenant les repas, l'hébergement et un programme complet d'activités.

Parallèlement à ces activités de plein air, une série de cours tels que l'escalade, la planche à voile, la voile, le canot-camping, l'aviron et le tir-à-l'arc complètent la programmation estivale des îles.

Mme Léa Cousineau, du comité exécutif de la Ville de Montréal, a pour sa part souligné que «l'augmentation croissante du nombre de visiteurs sur les Îles Notre-Dame et Sainte-Hélène constitue une réponse on ne peut plus claire et enthousiaste à la vocation que nous leur avons donnée».

«À ce chapitre, a-t-elle ajouté, la construction du parc-plage confirme l'engagement de l'administration pour accroître le développement des infrastructures en place et l'achalandage sur le site. Le parc-plage, situé en bordure du Lac des Régates, sera inauguré au printemps de 1990 et pourra accueillir de cinq à six mille baigneurs par jour.

Un vieux dépotoir de déchets toxiques continue de polluer l'eau à Ste-Julie

ANDRÉ NOËL

■ Un vieux dépotoir de déchets toxiques continue de contaminer les ruisseaux et la nappe d'eau souterraine à Sainte-Julie, a soutenu hier la Société pour vaincre la pollution (SVP).

Le président de la SVP, Daniel Green, a demandé au ministre de l'Environnement de nettoyer les lieux. M. Green a guidé les journalistes sur les lieux en indiquant les suintements d'hydrocarbures et d'autres déchets industriels.

A certains endroits, le terrain ressemble à un champ en friche. Mais l'odeur est fétide. Des tuyaux fichés dans la terre rejettent du méthane et des gaz toxiques. L'eau de ruissellement qui

se jette dans des lagunes est rouge et brûle la végétation. Du goudron remonte à la surface du sol.

De 1974 à 1979, la compagnie exploitante, les Enfouissements sanitaires de l'Est, a reçu des déchets domestiques, mais aussi 90000 gallons de latex et des hydrocarbures.

Environ 10 p. cent du million de mètres cubes de déchets entassés sur les lieux sont d'origine industrielle. Plusieurs compagnies pétrolières de la région de Montréal ont fait des déversements: Pétro-Canada, Esso, Texaco, Shell, Tanneries Bergeron, Pratt & Whitney, Tricil. Parmi les produits, on compte des cyanures, des traces de BPC, des phénols, des HAP, «un mélange de déchets toxiques», a dit M. Green.

L'exploitant ne se conformant pas aux exigences du ministère de

l'Environnement, le dépotoir a été fermé en 1979 à la suite d'une injonction. En 1981, les Enfouissements sanitaires de l'Est ont déclaré faillite. Depuis, plus personne ne paie les taxes municipales. Le site est considéré comme «orphelin», sans propriétaire.

Le ministère de l'Environnement a fait des travaux en 1981. Il a notamment fait creuser des fossés et des bassins pour capter les eaux de ruissellement. Mais selon la SVP, cela n'a pas suffi.

«Quinze puits ont été condamnés à cause de la contamination, a souligné M. Green. Les eaux de lixiviation (eaux de ruissellement polluées) continuent à s'écouler hors du site. On se demande si le fond de contamination de la nappe d'eau souterraine n'est pas en train de s'étendre.»

L'eau polluée s'échappe entre

autres dans un ruisseau qui longe des maisons et qui finit par se jeter dans la rivière Richelieu, a dit M. Green. La SVP réclame que le ministère de l'Environnement identifie les zones toxiques et entreprenne de nouveaux travaux pour contenir les eaux polluées.

Selon M. Green, il faudrait construire une petite usine d'épuration sur place et aussi prévenir la population des dangers. Actuellement, il n'y a même pas d'écriteau pour interdire aux gens de pénétrer sur les lieux.

La SVP espère que la population locale va se mobiliser et faire pression sur la municipalité, la Municipalité régionale de comté (MRC), le Département de santé communautaire, pour qu'à leur tour les autorités régionales convainquent le ministère d'agir.

Plein air pour tous à Laval

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Pour l'été, Laval offrira à ses citoyens de tous les âges l'occasion de faire des activités de plein air. Ainsi, 34 camps de jour et 23 parcs communautaires recevront les garçons et les filles à partir du 28 juin. Le programme y sera varié et comprendra des sorties et des fêtes.

Un camp musical réunira les jeunes de cinq à 18 ans au Centre de la nature tandis que le Village des arts offrira une panoplie d'activités culturelles pour toute la famille. C'est dans cette ancienne carrière que les activités estivales seront officiellement lancées le 24 juin lors d'une grande fête familiale. La journée prendra fin avec un feu de joie et un concert de l'Orchestre symphonique de Laval.

Pour les amateurs de lecture, le réseau des bibliothèques municipales aura un programme spécial



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

La mascotte Gaspard

visant à intéresser tous les groupes. La Maison des arts présentera durant l'été le Théâtre à Gaspard s'adressant spécialement aux enfants.

Fin prochaine des STOP

AGNÈS GRUDA

■ Les panneaux de signalisation ARRÊT-STOP, traditionnel lieu d'affrontements linguistiques, ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

À compter du 31 décembre 1992, toutes les villes du Québec devront s'être converties aux panneaux unilingues, et les STOP n'auront plus droit de cité aux intersections.

À Montréal, le remplacement des quelque 11000 panneaux bilingues coûtera plus de \$600000, a indiqué le chef de la division circulation de la ville, M. Claude Cossette.

Le règne du panneau ARRÊT avait été décrété par le gouvernement du Parti québécois, vers la fin de 1978. L'extinction des STOP avait alors été fixée à 1988.

Pour des raisons financières, le gouvernement libéral a donné cinq années de répit aux municipi-

palités, responsables de la majorité des quelque 200000 panneaux d'arrêt obligatoire au Québec.

Selon un porte-parole du ministère des Transports, les 16000 panneaux se trouvant sous la juridiction du gouvernement québécois ont déjà tous été changés.

La fabrication d'un nouveau panneau coûte \$32, et l'installation entraîne des frais de \$28,75, explique M. Cossette. «La facture pour Montréal sera de \$680000», évalue-t-il.

Compte tenu du fait qu'il ne reste plus que trois ans pour s'ajuster, et que la durée de vie d'un panneau de signalisation est de 10 à 15 ans, la majeure partie de cette somme est directement attribuable au passage à l'unilinguisme, soutient M. Cossette.

Ce dernier reconnaît toutefois que la ville doit régulièrement faire remplacer certains panneaux... notamment ceux qui ont été «victimes» de barbouillage politique.

La compagnie Expro est en difficulté financière

CAROLINE MONTPETIT

■ La compagnie d'armements Expro, qui emploie 700 ouvriers à Saint-Timothée, près de Valleyfield, est en difficulté financière.

Et ni l'un ni l'autre des gouvernements provincial et fédéral ne semble disposé à débouler des fonds pour la tirer d'affaires.

L'entreprise a un urgent besoin de \$40 millions en liquidités pour mettre sur pied un programme d'assainissement des eaux et un programme de sécurité au travail prescrits par le gouvernement provincial.

«Expro a fait des demandes aux deux paliers de gouvernement. Ottawa dit de s'adresser à l'entreprise privée et Québec dit qu'elle ne financera pas si Ottawa ne participe pas», résume Marc Laviolette, le président du syndicat national des employés des produits chimiques, chez Expro.

Pierre MacDonald, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce a en effet admis lundi à l'Assemblée Nationale que le dossier l'inquiétait, et qu'il nécessitait une intervention majeure d'Ottawa. Le ministre répondait à une question du député de

Beauharnois, Serge Marci, sur l'avenir de la compagnie.

«Nous craignons d'autant plus pour nos emplois que la compagnie n'a toujours pas remboursé un prêt de 25 millions, avancé par Ottawa en décembre 1987», renchérit Marc Laviolette.

Les syndicats craignent même la fermeture de l'usine, dans le cas où Ottawa demanderait un remboursement immédiat de ce prêt.

«Il y a aussi un danger à moyen terme, ajoute Laviolette. 80 p. cent de la production d'Expro est relative à l'armement. Or, le Canada, comme les États-Unis, coupe radicalement dans les budgets alloués à la défense.»

L'image publique d'Expro est d'ailleurs loin d'être des plus rutilantes. L'usine déverse tous les jours 40 tonnes d'acide sulfurique par jour dans la rivière Saint-François.

De janvier à mars 1989, trois incidents majeurs ont causé des blessures à plusieurs employés de l'usine.

Ces incidents ont mené à la visite d'un inspecteur de la Commission pour la Santé et la Sécurité au travail, qui a ordonné la fermeture de trois bâtiments, pour des raisons de sécurité.

Votre spécialiste en recouvrement de plancher vous en fait voir de toutes les couleurs durant la vente

L'été des bas prix

100 JOURS
AUCUN COMPTANT
AUCUN PAIEMENT & AUCUN INTÉRÊT

12⁹⁵
V.C.

Mesures à domicile sans frais

10⁹⁵
V.C.

Le produit défilé de la photo

Mesures à domicile sans frais

A- ORÉADE
• Fibres de nylon bouclées
• Choix de 7 couleurs
• Garantie de 5 ans

LES TAPIS HARDING

B- FAMILIAL
• Fibres de polypropylène bouclées
• Choix de 8 couleurs
• Garantie de 5 ans

LES TAPIS HARDING

C- LUSTREX
• Fini transparent lustré
• Sans crêpe
• Garantie de 5 ans

mannington

VEGA
• Grande résistance
• Sans crêpe
• Garantie de 5 ans

Mesures à domicile sans frais

7⁹⁵
V.C.

mannington

Jusqu'au 23 juin, procurez-vous la carte **Privilège Expansol** qui vous permettra d'acheter sans aucun versement ni intérêt et ce, jusqu'en octobre 1989 (à condition que le montant total de l'achat soit réglé en entier le 10 octobre 1989, sauf pour les Maritimes). Sur approbation du service de crédit et pour un achat minimum de 350\$.

* Mesures à domicile sans frais: dans un rayon de 25km de votre spécialiste en recouvrement de plancher.
** Ces produits ne sont peut-être pas disponibles dans tous les magasins. Le produit peut différer de l'illustration.
Quantités limitées: Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Votre spécialiste en recouvrement de plancher

SECTEUR MONTRÉAL — EST — OUEST — L'ASSOMPTION

JOLIETTE
ENTREPRISE DE TAPIS JOLIETTE
380, rue Antonio-Barretto
756-1804

LACHINE
TAPIS THIBEAULT CARPETS INC.
1255, rue Notre-Dame
637-5513

MONTRÉAL
TAPIS & PRELATS ANDRÉ BENOÎT INC.
1301, avenue du Mont-Royal Est
526-3793

GERARD CHARRON TAPIS DECOR INC.
4715, rue Sainte-Catherine Est
256-2202

TAPIS L. PILASTRAUX INC.
4435, rue Bélanger Est
728-4000

TAPIS GAGNON INC.
2885, rue des Ormeaux
351-1173

PINCOURT
TAPIS PINCOURT INC.
84, rue Jean-Jacques
453-7947/3271

REPERTIGNY
TAPIS REPERTIGNY INC.
351, rue Notre-Dame
585-4664

VERDUN
TAPIS L. & C. INC.
4741, avenue Verdun
766-3521

VILLE-EMARD
J.M. VALLIÈRES INC.
6245, boul. Monk
768-1124

SECTEUR MONTRÉAL — RIVE-NORD

LAVAL (AUTEUIL)
COUVRE-PLANCHERS RIVE-NORD INC.
5515, boul. des Laurentides
628-3753/3756

SAINT-JÉRÔME
RENE BÉDARD INC.
66, rue Lespérance
432-3020

SAINT-SAUVÉUR
TAPIS ST-SAUVÉUR (1987) INC.
100, rue Guindon
227-2633/224-7717

SAINT-AGATHE-DES-MONTS
TAPIS ROGER GAUTHIER
240, rue Principale
(819)326-3220

SAINT-THÉRÈSE
COUVRE-PLANCHER STE-THÉRÈSE INC.
152, rue Turgeon
430-7660

TERREBONNE

BOUTIQUE DU COUVRE-SOL

1687, chemin Gascon 492-5262

SECTEUR MONTRÉAL — RIVE-SUD

BELOIL

COUVRE-PLANCHER BELOIL INC.

225, rue Cartier 157-5219

CHAMBLY

ENTREPRISE DE TAPIS CHAMBLY INC.

1915, boul. Périgny 658-2455

COVANSVILLE

TAPIS COVANSVILLE INC.

Route rurale #1 263-4622

LA PRAIRIE

DECORMAT INC.

534, chemin Saint-Jean 659-1843

SAINT-REMI-DE-NAPIERVILLE

J.A. LÉTOURNEAU & FILS INC.

196, rue Sainte-Thérèse 464-2281

SOREL

GALERIE DU TAPIS INC.

34, rue Prince 742-2343

VARENNES

LES TAPIS MADON & FRÈRE INC.

568, Montée Sainte-Julie 652-2431



La couleur que vous cherchez.



Une soirée d'amour à l'italienne

GEORGES LAMON

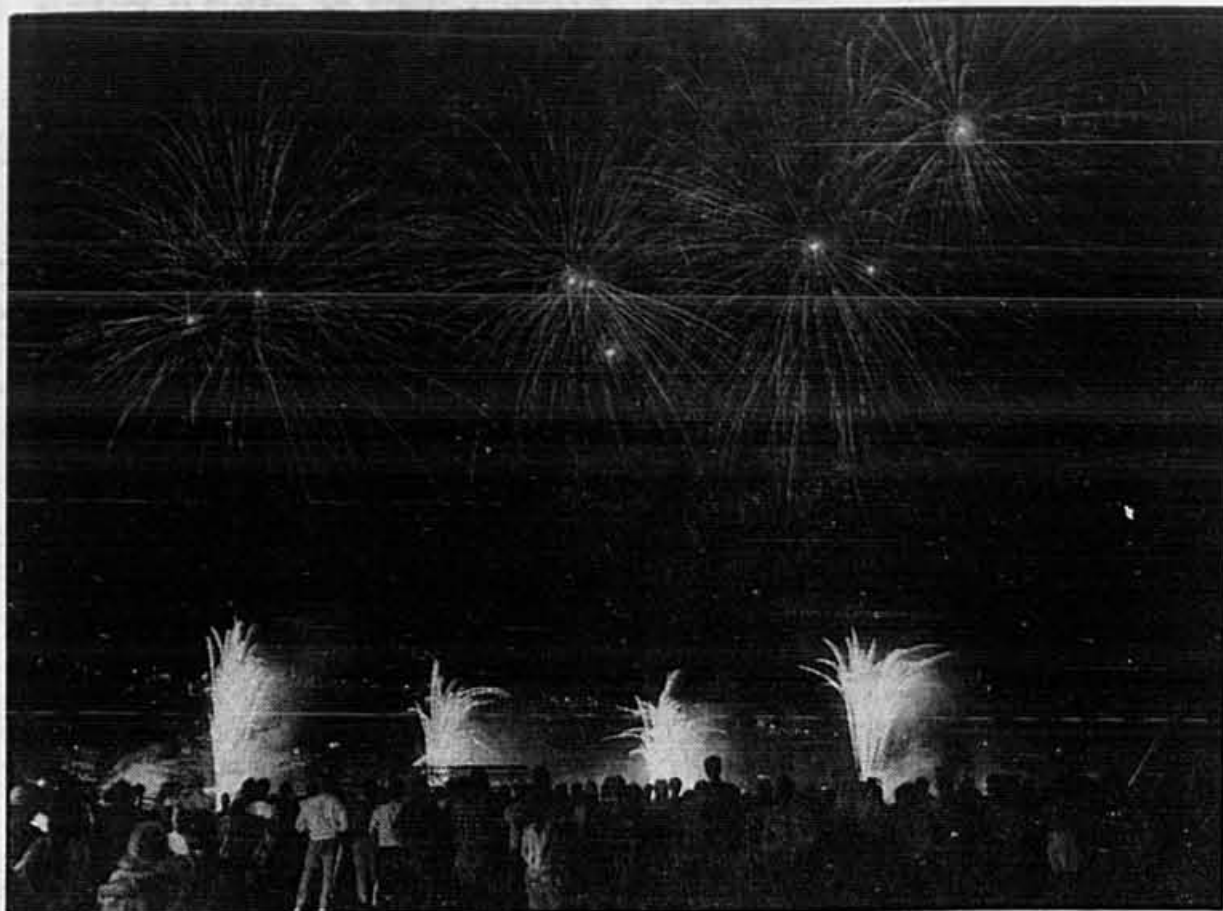
■ Une belle soirée pour l'amour à l'italienne, sous un croissant de lune, hier, à La Ronde. A lui seul, le thème « Feu, amour et fantaisie » évoquait déjà toute une promesse: une porte ouverte à l'enchantement et au romantisme.

Avec leur démonstration, les artificiers de Fratelli Soldi se sont vraiment surpassés en variété et en fantaisie.

Ils ont su exploiter avec brio la berge du lac des Dauphins avec des formes et des effets originaux: roues, fontaines et moulins. Côté musical, on assistait à une diversité continue: du classique au populaire. Du nostalgique Summer-time in Venetia au Vivaldi Rock. Un bal en l'honneur des dieux et des déesses: Vesta et Vulcain, Cupidon et Apollon. Il ne manquait qu'Eole qui s'était décommandé à la dernière minute.

Le temps clair dissipait l'odeur de fumée et de soufre qui imprègne habituellement vêtements et cheveux des spectateurs de La Ronde. Et hier soir, ce même beau temps avait permis de capter la brillance des couleurs typiques aux Italiens.

Une deuxième participation pour la firme Fratelli Soldi qui était vraiment à la hauteur de son style bien différent, élégant et raffiné. Chaque morceau était



Une belle soirée sous le thème « Feu, amour et fantaisie ».

PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

présenté sobrement sans rien enlever au rythme du spectacle.

Et les couleurs! Quel charme pour les yeux! Quelle harmonie! Des nuances rouges et vertes très brillantes. Un émerveillement pour les 15000 spectateurs qui s'étaient rassemblés hier soir sur La Ronde en cette première véritable belle soirée depuis le début de ce cinquième concours de feux d'artifice: l'« International Benson & Hedges ».

Avec Gloria de Tozzi, pour le final, les artificiers de Fratelli Soldi ont démontré toute la vivacité et l'exubérance italiennes. Viva Italia!

Sur le pont Jacques-Cartier, dès 20 heures, les plus patients avaient pris possession des meilleurs endroits. Ils sont déjà plusieurs milliers à attendre, comme on attend le départ d'une course automobile. Ils n'ont malheureusement pas pu apprécier tout le

raffinement de l'utilisation des pièces au sol. On estime qu'environ 100 000 personnes ont assisté hier soir au feu de l'Italie.

Vendredi, on devrait participer à une autre démonstration éclatante de « La magie du feu », avec les artificiers de la firme allemande Lünig Feuewerk, de Stuttgart, déjà détenteurs de trois titres: Jupiter d'argent et meilleure bande musicale en 87 et Jupiter d'argent en 88.

PRÊTS

commerciaux seulement
sans nantissement.

Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488



Caplan-Duval NOUS RÉNOVONS!



Les rénovations ont débuté au Mail Cavendish chez Caplan-Duval. Nous allons changer l'emplacement de nombreux rayons dans le magasin. Certains rayons seront agrandis, d'autres verront leur surface réduite.



Nous liquiderons également la même marchandise dans notre magasin de la Côte-des-Neiges, avec les mêmes prix spéciaux de rénovation.

Royal Doulton

Collection d'animaux
Beswick Toby

Économisez
50%

Pièces d'argenterie

de marque réputée

Économisez
jusqu'à **50%**

Couverts

en acier inoxydable

Économisez
jusqu'à **60%**

Bagages

Économisez jusqu'à

50%

Figurines Royal Doulton

Jusqu'à
50%
de réduction

Mobilier pour enfants

Échantillons de salle
d'exposition
Super économies

Accessoires de salle de bains

Économisez
de **20 à 50%**

Rosenthal

Jusqu'à
50%
de réduction sur fins de série
Cristaux et vaisselle

Services de table

Sensationnels prix de liquidation sur surplus de marchandises, que nous ne désirons pas conserver en stock.



Aynsley
Économisez jusqu'à **70%**

Denby
Économisez jusqu'à **70%**

Hutschenreuther
Économisez jusqu'à **70%**

Johnson Bros.
Économisez jusqu'à **70%**

Rosenthal
Économisez jusqu'à **50%**

Cristal

Nous cessons de conserver dans notre stock de nombreux motifs, créations de manufacturiers réputés.

Peill
Économisez jusqu'à **50%**

Stuart
Économisez jusqu'à **50%**

Orrefors
Économisez jusqu'à **50%**

Kosta Boda
Économisez jusqu'à **50%**

Moser
Économisez jusqu'à **50%**



ainsi que
plusieurs
autres.

CRISTAL WATERFORD

Les modèles suivants ne seront plus offerts après liquidation. C'est le moment rêvé d'acheter du cristal de marque à prix Caplan-Duval.

Kenmare
Comersugh
Glenmore
Glenariff
Donegal
Powerscourt

Tramore
Noreen
Coreen
Avoca
Kinsale

Michelle
Ashling
Castletown
Kilash
Boyne

Liquidation de coutellerie

Nous démenageons tout notre rayon de coutellerie.

Coutellerie d'acier
inoxydable 18/8 À partir de **999**

Plaqué argent À partir de **1999**

Offres sensationnelles et liquidation de créations de manufacturiers réputés. De nombreuses pièces sont présentées en écrin.

● Suprême
● Splendide
● WMF
● Heritage
● Oneida
● Rétroneu
● Guy Degrenne
● Jean Lauzon
● Henckels



● Dansk
● St-Médard
● Lauffer
● Wallace
● Wilkins
● Arthur Price
● Noritake
● Sambonet et
bien d'autres

Un environnement vivable?

L'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la sécurité de nos collectivités sont tous menacés. Nous devons tous être guidés par le besoin d'un environnement propre, sûr et vivable — même notre gouvernement. C'est fondamental. Mais le budget n'y fait rien.

Soins de santé?

Notre régime de soins de santé empire de jour en jour: pénuries de soins infirmiers, manque de lits d'hôpital, longues listes d'attente... Nous ne voulons pas d'un pays où la santé dépend du compte en banque. Un budget qui réduit le financement des soins de santé nous met tous en péril.

Un bon emploi?

À l'approche du 21^e siècle, il nous faut des emplois bien payés. C'est la seule façon dont notre pays pourra demeurer concurrentiel. Le monde n'étant pas parfait, il nous faut aussi un régime décent d'assurance-chômage pour ceux et celles qui se trouvent sans travail. Le budget, pour sa part, élimine des emplois et réduit l'assurance-chômage.

Une retraite tranquille?

Les années de la retraite devraient être agréables et significatives — libres de soucis financiers. Nous devons bâtir une société qui prend soin de tous ses membres. Demain, nos leaders politiques seront partis, mais la génération de demain devra vivre avec ce que nous lui aurons laissé. Le budget du gouvernement nous mène vers une société sans égards.

Un message du

Congrès du Travail du Canada

Shirley G.E. Carr, présidente

Soyons sérieux!

Les Canadiens et Canadiennes ont besoin d'une vision pour aujourd'hui et demain. Le gouvernement n'en a pas. Je veux changer les choses. Dites-moi comment!

Nom _____

Adresse _____

Code _____

Téléphone _____

Envoyez au:



Congrès du Travail du Canada
2841, prom. Riverside
Ottawa (Ontario)
K1V 8X7



Caplan-Duval

483-4040

Sans frais

1-800-361-6482

Mail Cavendish
5800, boul. Cavendish
Côte Saint-Luc

Plaza Côte-des-Neiges
6700, ch. de la Côte-des-Neiges
Montréal

Jean Bégin sera cité à procès sous sept accusations

Il est notamment accusé d'agression sexuelle

PIERRE BELLEMARE

■ L'ex-entraîneur de hockey des Voltigeurs de Drummondville, Jean Bégin, 44 ans, subira son procès le 6 septembre sous sept accusations, dont une agression sexuelle à l'endroit d'un garçon d'âge mineur.

Au terme de son enquête préliminaire hier au Palais de justice de Drummondville, Bégin a été libéré d'une huitième accusation, laissant entendre que l'accusé aurait incité un mineur à avoir des rapports sexuels avec lui.

Trois témoins, dont deux mineurs, ont présenté les faits à huis clos devant le juge Yvon Sirois — un magistrat de Québec — en présence du procureur de la Couronne, Me André Rompré et de l'avocat de la défense, Me Raphaël Schacter.

À la demande des deux avocats, le juge Sirois a successivement émis trois ordonnances: la première pour empêcher la divulgation du nom des témoins, la deuxième visant à interdire la publication des témoignages et, finalement, la troisième destinée à entourer

l'enquête préliminaire d'un huis clos.

Puis le juge a exigé des quelques curieux présents et des journalistes qu'ils sortent de la salle d'audience.

Plus tôt, les deux avocats avaient discuté pendant une heure, en privé, de l'admission de la preuve, pour conclure que seulement trois des sept témoins, identifiés par la Couronne, auraient à se présenter devant le tribunal.

Sept accusations

Dans le premier dossier, comportant deux accusations, la Couronne a donc retiré l'accusation d'incitation à avoir des rapports sexuels, mais elle a maintenu l'accusation d'agression sexuelle, commise le ou vers le 31 janvier 1989. En cas de condamnation, l'accusé serait passible d'une peine de dix ans d'emprisonnement.

Dans le deuxième dossier, incluant six accusations, Bégin est accusé de s'être livré à des atouchements d'ordre sexuel sur un mineur, alors qu'il était en situation d'autorité. Cette accusation, faisant partie des nouvelles dispositions du Code criminel remanié le 1er janvier

1988, suggère une peine maximale de cinq ans de prison.

Il est également accusé d'avoir obtenu ou tenté d'obtenir des services sexuels moyennant rétribution, ce qui se traduit par une peine maximale de cinq ans de prison s'il y a condamnation.

La Couronne, dans ce deuxième dossier, estime que l'accusé aurait enfreint le Code criminel en trois occasions: vers le 4 novembre 1988, le 9 décembre 1988 et en janvier 1989, d'où le total de six accusations impliquant des mineurs de neuf et 14 ans.

L'homme de 44 ans, mis sous arrêt le 8 février dernier et remis en liberté le lendemain grâce à un cautionnement de \$1000, a immédiatement été suspendu sans solde par l'équipe des Voltigeurs de Drummondville, puis finalement congédié.

Bégin, marié et père de deux filles et d'un garçon, a vendu sa résidence de Drummondville, où il habitait depuis deux ans et, comme il l'a déclaré à *La Presse* le 21 mars, il retournera à Québec, là où se trouvent les racines familiales du couple.

Un professeur témoigne contre les deux policiers accusés de brutalité

GERMAIN TARDIF

■ Un professeur a témoigné hier au procès de deux policiers de la CUM, les agents René Tapp et Stéphane Denis, accusés d'avoir brutalisé un étudiant en droit, David Cowling, 22 ans, dans la nuit du 31 mai 1987, au sortir du bar Thunder Dome, rue Stanley.

M. John Bosnitch, qui enseigne maintenant l'anglais à Tokyo, au Japon, mais qui était alors étudiant à l'Université McGill, a raconté qu'il rentrait chez lui, non loin du poste 25 lorsqu'à l'angle des rues Stanley et Sainte-Catherine, il vit une auto-patrouille virer rapidement le coin et s'arrêter devant l'établissement en question où lui-même était allé, plus tôt, dans la soirée.

Il vit les deux policiers s'approcher de deux hommes sur le trottoir. Il y eut conversation puis l'un des agents amena l'un d'eux vers la voiture, suivi de l'autre agent. Le jeune homme ne cessait de demander qu'est-ce qu'il avait fait, de quoi il était accusé et s'il était en état d'arrestation.

Ils accélèrent le pas à mesure qu'ils approchaient de la voiture de police. L'homme, que le témoin ne connaissait pas à ce moment-là mais qu'il identifia plus tard comme étant Cowling, fut collé contre la voiture. L'un des policiers lui poussa la tête contre le toit puis contre la valise de la voiture, comme s'il voulait lui fai-

re mal, tandis que l'autre lui ramena un bras derrière le dos pour lui passer les menottes.

Pendant ce temps, Cowling ne cessait de demander, en criant, pourquoi on l'arrêtait.

Finalement, la porte du véhicule fut ouverte et l'un des policiers poussa Cowling à l'intérieur tandis que l'autre le força à baisser la tête ce qui n'empêcha pas Cowling de se cogner violemment contre le toit de l'auto. Ce choc a semblé lui faire perdre conscience, selon le témoin qui s'était approché comme d'ailleurs une foule de passants. Il nota le numéro de la voiture: 8-25.

Lorsque l'auto eut démarré, M. Bosnitch, qui se disait révolté par la façon d'agir des agents, s'informa auprès d'un jeune homme de ce qui s'était passé.

«C'est mon ami, s'est écrié ce dernier, et il n'a rien fait.»

Il expliqua ensuite qu'il venait de Grande-Bretagne, qu'il ne connaissait pas les lois canadiennes et qu'il ne savait pas ce qu'il devait faire pour aider son ami.

Bosnitch se rendit ensuite au poste 25 avec l'idée de porter plainte sur l'incident mais on lui indiqua qu'il devait attendre à lundi (c'était en fin de semaine) pour présenter sa plainte à la division des affaires internes de la police.

Il a identifié les deux policiers comme étant René Tapp et Stéphane Denis, tous deux assis dans le box des accusés.

Lundi, Cowling avait raconté sa mésaventure précisant qu'il s'était évanoui dans la voiture après s'être frappé la tête contre le cadre de la portière. Reprenant conscience, il avait continué à demander ce qu'on lui reprochait. En guise de réponse, il reçut un coup de poing dans un oeil.

Il fut également malmené au poste de police, si bien qu'il dut, par la suite, subir des traitements à l'hôpital pour commotion cérébrale.

Le procès de Tapp et Denis, qui s'instruit devant jury sous la présidence du juge Jean Filiatrault, de la Cour supérieure, se poursuit aujourd'hui.

Yacoub attend encore sa mise en liberté

d'après Canadian Press
OTTAWA

■ Charles Yacoub a dû passer une autre journée en prison hier, en attendant que soit réunie la caution de \$30 000 qui lui permettrait de recouvrer sa liberté jusqu'à ce que soit fixée la date de son procès.

Yacoub, qui est d'origine libanaise, est accusé d'avoir détourné un autocar Greyhound de Montréal sur Ottawa et d'avoir retenu pendant huit heures ses neuf occupants en otages sur la colline parlementaire, pour manifester, semble-t-il, son indignation devant la présence de troupes syriennes du Liban. Il devait toutefois relâcher finalement ses prisonniers sains et saufs et se rendre aux autorités, qui lui avaient refusé tout entretien avec les journalistes.

La caution, fixée par le juge Elmer Smith, de la Cour suprême de l'Ontario, doit être avalisée par neuf leaders religieux appartenant à la communauté libanaise de Montréal. Toutefois, l'avocat de Yacoub, Me Gilles Charlebois, a précisé hier que l'un des garants était actuellement absent et qu'il n'avait donc pu acquiescer sa part des \$30 000.

La Couronne a décidé de porter en appel la décision du juge, qui, selon elle, laisse entendre que la Cour ne juge pas ce délit sérieux; de plus, fait-on valoir, ce sursis pourrait inciter Yacoub à se soustraire à la justice canadienne en retournant inopinément dans son Liban natal.

La police ferme les casinos de St. Regis

GILLES ST-JEAN

■ La police de l'État de New York a fermé hier les casinos exploités sur la réserve mohawk de St. Regis, située face à Cornwall en Ontario et où plusieurs Québécois se rendaient quotidiennement.

Plusieurs autocars transportant des parieurs partis de Montréal ont dû rebrousser chemin au cours de l'après-midi.

Le sergent Michael Downs, du détachement de Raybrook de la New York State Police, a expliqué au cours d'un entretien téléphonique hier soir que les agents étaient intervenus à la suite d'une altercation survenue au cours de la nuit sur la réserve, et qu'ils en avaient fermé les casinos.

En soirée, la descente policière se poursuivait. Selon M. Downs, les casinos enfreignaient la loi en vigueur dans l'État.

Il a raconté qu'après l'arrestation du propriétaire du plus gros casino de la réserve, Tony's Vegas International, des Mohawks de la réserve seraient entrés dans l'établissement et l'auraient saccagé, détruisant notamment des machines à sous. La police a saisi le reste.

Dans un reportage publié en avril, *La Presse* faisait état de la présence de trois casinos; M. Downs parlait hier de quatre ou cinq.

La police avait saisi les machines à sous de la réserve au cours d'une autre descente il y a quelques années; la cause est devant les tribunaux. Un Mohawk avait déclaré à *La Presse*, en avril, que pour les Indiens, ce qui se passait sur la réserve ne regardait pas les autorités blanches.

Poirier n'en a pas fini...

■ Richard Poirier, 23 ans, contre qui un jury a prononcé un verdict d'homicide involontaire, vendredi au Palais de justice de Longueuil, connaîtra sa sentence le 22 juin, et connaîtra le 8 septembre la date à laquelle se tiendra son enquête préliminaire concernant une accusation d'agression sexuelle sur la petite victime de 23 mois, Maxime Veilleux-Dionne, mort par noyade, dans la baignoire de la maison du couple Poirier-Veilleux, à La Prairie.



CHEZ M...
ON AFFICHE
«COMPLETS»!

2 COMPLETS
POUR
\$195

Complets 2 pièces: veston à devant droit ou croisé et pantalons avec ou sans plis. Mélange polyester-coton toute saison. Choix de tailles variées, en moyen, long ou court. Ord. \$195. Chac. 97.50 ou 2/\$195



Le super cahier
«Fête des Pères»
des magasins M...
c'est sensass!

■ Région de MONTRÉAL: 4325 est, rue Jean-Talon ■ Place Versailles
■ Place Alexis Nihon ■ Carrefour Laval ■ Centre Commercial Pont-Viau
■ Galeries des Sources ■ Les Galeries Lachine ■ Place LaSalle
■ 180, boul. Anjou à Châteauguay ■ Place Longueuil
■ Les Promenades St-Bruno ■ Mail Champlain à Brossard

89/45B - Prix en vigueur du 7 au 17 juin 1989, jusqu'à épuisement des stocks.
Prix de bons de rabais différés. Achats en magasin.

Le sénateur Rizzuto nie les 52 accusations portées contre Corival

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le sénateur Pietro Rizzuto a catégoriquement nié hier les informations selon lesquelles la compagnie Corival, dont il est l'un des administrateurs, aurait illégalement déversé des tonnes de matériaux de construction dans un dépotoir situé à Laval.

Le quotidien *Le Devoir* rapportait samedi dernier que le ministre québécois de l'Environnement avait porté 52 accusations contre Ville de Laval pour avoir opéré illégalement le dépotoir et près de 150 autres accusations contre 52 entreprises de camionnage, dont 52 contre Corival, pour y avoir illégalement jeté des matériaux de construction.

«Les propos tenus à mon égard sont faux», a déclaré au Sénat le sénateur Rizzuto, qui somme *Le Devoir* de «rétablir les faits dans les plus brefs délais».

M. Rizzuto, principal organisateur de Jean Chrétien au Québec, soutient que Corival avait de Ville de Laval toutes les autorisations nécessaires pour avoir accès au «site de remplissage» et y déverser les matériaux de construction. «En aucun moment, notre compagnie croyait agir illégalement.»

Il affirme du reste que Corival a cessé d'avoir recours au dépotoir immédiatement après avoir été avisé par Environnement-Québec que la ville n'avait pas l'autorisation de procéder au remplissage du site, où Laval voulait construire un golf, une marina et des résidences.

Le sénateur, qui se décrit comme un «actionnaire minoritaire de Corival parmi d'autres», nie en outre toute implication dans la polémique sur le zonage agricole à Laval, puisque «les terrains que Corival possède ont tous été acquis avant 1975».

PASSEZ L'ÉTÉ AU FRAIS!!!



SUBARU MONTRÉAL

4900, rue PARÉ, Montréal, Métro (514) 737-4441

CLIMATISEUR GRATUIT
OU
1500\$ DE RABAIS
sur tous les modèles
DL et GL en inventaire

Les 20 premiers acheteurs
recevront un lecteur de cassettes.
Cette offre est valide jusqu'au 30 juin 1989.

SUBARU-EST

4747, JEAN-TALON est 729-9494

CENTRE DE LIQUIDATION

Simpson

40% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES PANTALONS POUR FEMME

50% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES JUPES POUR FEMME

40% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES BLOUSES POUR FEMME

50% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES CHANDAILS POUR HOMME ET FEMME

25% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES VÊTEMENTS POUR ENFANT

20% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES CHAUSSURES POUR TOUTE LA FAMILLE

LES AUBAINES PLEUVENT
AU CENTRE-VILLE DE LIQUIDATION
SIMPSON, CENTRE-VILLE DE
MONTRÉAL! TOUTE LA
MARCHANDISE EST OFFERTE
JUSQU'À

50%

DE RABAIS

ÇA, VOUS LE SAVIEZ! MAIS
SURPRISE! SURPRISE! NOUS VOUS
OFFRONS DE NOUVEAUX RABAIS
SUR LES PRIX DÉJÀ RÉDUITS. ET ÇA,
VOUS NE LE SAVIEZ PAS!



30% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES PANTALONS POUR HOMME

30% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
LES CHEMISES POUR HOMME

50% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
TOUS LES JOUETS

50% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
TOUS LES RIDEAUX

25% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
TOUS LES DRAPS

25% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE
TOUTES LES SERVIETTES

NOTA: Les vêtements Collections ne font pas partie de cette offre.

**"J'en avais marre
des Champs-Élysées...
Maintenant je vais aux Cours,
c'est moins prétentieux!"**

Vous êtes toujours à la recherche de ce petit quelque chose qui confirmera votre réputation de femme élégante. Ce qui est merveilleux c'est que depuis que vous connaissez Les Cours Mont-Royal vous n'avez plus à faire un "saut à Paris" pour satisfaire votre soif d'exclusivité; cet adorable petit tailleur Alfred Sung, cette superbe montre de Kyoze, ces magnifiques chaussures dénichées chez Vogue... Et tout ça sans souffrir du décalage horaire! Extraordinaire... Et définitivement beaucoup moins prétentieux!

125 boutiques et restaurants, 1455 rue Peel.
Métro Peel. Stationnement souterrain rue Metcalfe.

Les Cours Mont-Royal Venez y perdre la tête!

Colège de Bois-de-Boulogne

- Posséderez-vous un diplôme d'études collégiales (D.E.C.)* en août prochain?
- Aimerez-vous pouvoir obtenir un 2e D.E.C. en

TECHNIQUES DE BUREAU

en 2 ans au lieu de 3 ans?

- Si oui, communiquez immédiatement au 332-3000, poste 313 ou encore mieux, venez rencontrer un officier d'admission du collège. On se fera un plaisir de vous renseigner sur ce programme accéléré que nous offrons dans des cours-groupes distincts depuis plusieurs années.

* ou l'équivalent

10555, avenue Bois-de-Boulogne
Montréal, Québec
H4N 1L4
332-3000

Le financier japonais faisait confiance à Montpetit

LISA BINSSE

Le financier japonais Takayuki Tsuru avait une « confiance aveugle » en Guy Montpetit, à qui il a prêté \$39 millions, et il pouvait même à l'occasion se choquer si on lui suggérait de prendre plus de précautions pour protéger ses investissements dans les projets informatiques de l'homme d'affaires de Senneville.

C'est du moins ce qui ressort du long témoignage, au procès civil de Guy Montpetit en Cour supérieure, de M. Kaichi Gregory Senda, 35 ans, qui agissait parfois comme intermédiaire, parfois comme interprète entre MM Tsuru et Montpetit lors de leurs rencontres ou discussions téléphoniques sur ces transactions.

M. Tsuru, 62 ans, a intenté en octobre dernier une poursuite de \$39 millions contre Guy Montpetit, âgé de 50 ans. Il lui avait prêté cette somme notamment pour financer le projet GigaMos, visant à mettre sur pied un laboratoire de haute technologie informatique à Vaudreuil. M. Tsuru alléguait dans sa poursuite que M. Montpetit a utilisé les fonds à d'autres fins et il tente maintenant de récupérer son argent, prêté en trois étapes. La somme, affirme-t-il, n'a pas encore été remboursée par M. Montpetit et ses compagnies.

MM Tsuru et Montpetit sont tous deux présents dans la salle d'audience. M. Montpetit a déjà indiqué qu'il n'avait pas manqué à ses remboursements des prêts.

M. Senda, qui témoigne depuis vendredi devant le juge André Forget, travaille pour le bureau international de Touche, Ross et al. Il a déclaré hier qu'il avait, tout comme un représentant de la banque Fuji, exprimé ses inquiétudes face à ces transactions, mais M. Tsuru voulait aider M. Montpetit, « son ami ».

Il a dit « sa stupeur » lorsque M. Tsuru l'a informé le 30 avril 1987 qu'il avait donné son consentement à un premier prêt de \$9 millions (par le biais d'une lettre autorisant une marge de crédit). Selon M. Senda, M. Montpetit avait mentionné à l'époque avoir des actifs de \$71 millions et des dettes de \$30 millions, mais « à sa connaissance » ce prêt n'était lié à aucun élément d'actif.

M. Senda a expliqué la « façon japonaise » de faire les choses. « M. Montpetit était son ami. M. Tsuru lui faisait confiance et désirait l'aider. »

M. Montpetit tentait à cette époque d'obtenir une subvention fédérale-provinciale de \$45 millions pour réaliser son projet de fonderie de silicium à Vaudreuil.

Le comité de gestion d'une entente Canada-Québec sur le développement industriel, qui étudiait cette demande (rejetée en avril 1988) exigeait un capital-action de \$13,5 millions de la compagnie qui gèrerait ce projet. M. Montpetit a demandé cette somme à M. Tsuru, mais ce dernier avait certaines réserves, selon M. Senda. Ce prêt n'a pas été accordé.

C'est dans le cadre de cette demande de subvention que le sénateur conservateur Michel Cogger, un ami du premier ministre Mulroney, a été impliqué dans cette affaire. Un haut fonctionnaire du ministère fédéral de l'Expansion industrielle régionale a déclaré la semaine dernière que M. Cogger avait fait des pressions sur lui en septembre 1987 pour qu'il fasse des recommandations au comité

pour que M. Montpetit (alors client de Me Cogger) reçoive la subvention pour réaliser son projet.

M. Senda, qui craignait que M. Tsuru accorde ce prêt de \$13,5 millions de la même façon qu'il avait consenti à la lettre de crédit de \$9 millions, lui avait « fortement » recommandé de consulter un avocat au Québec avant de faire ce prêt.

« Cette suggestion a provoqué sa colère. Il m'a dit que je ne comprenais rien à la façon japonaise de faire les choses et que je devrais me taire ». M. Senda est un Canadien de souche japonaise, né et élevé en Alberta.

M. Senda a aussi indiqué avoir eu des réserves et des inquiétudes lorsqu'il a été question du prêt de \$30 millions (à être consenti en deux tranches de \$15 millions).

VANCOUVER
Vol direct sans escale
VANCOUVER
Tous les jeudis, du 29 juin
au 7 septembre

Nous acceptons
également les
réservations
d'origine de
Los Angeles et
Vancouver.

359\$

les Ailes de l'Ouest

LOS ANGELES
Le seul vol direct sans escale
LOS ANGELES
Tous les mercredis,
du 28 juin au 6 septembre

Nombre de places limité
Consultez votre
agent de voyages.



L'ÉTÉ CITADELLE

N°1 SOUS LE SOLEIL

FINANCEMENT DISPONIBLE EN MAGASIN.

à partir de
9 999\$

équipée et
installée par
les experts
Citadelle

100%
RÉSINE
DE SYNTHÈSE
STRUCTURE
GARANTIE
50 ANS

à partir de
1 589\$
équipée

Estimation et plan d'aménagement à domicile, sans frais.

Piscine creusée

Comprendant: • trottoir • installation et équipement d'entretien et de sécurité • marche de 4 pi • glissoire et échelle en sus • le modèle offert peut différer de celui représenté sur la photo.

Piscine hors-terre

Comprendant: • échelle en aluminium • filtre (1 force) • écumoir • ensemble d'entretien • thermomètre • sable • manche télescopique • boyau • revêtement extérieur avec rebord de 6 po en acier galvanisé, recouvert de vinyle.

GRATUIT

2 pi à chaque
achat de
10 pi*

CLÔTURE
RÉSINE
DE SYNTHÈSE
GARANTIE 50 ANS

* Nous avons aussi toute
une variété de rampes
de balcon faciles à
installer.

• Obtenez gratuitement
2 pieds pour chaque
achat de 10 pieds sur
tous les modèles de
clôture Citadelle.

• De plus, en super spécial,
le modèle Citaflex 50
(4 pi de haut) pour
seulement 19,99\$ le pied
linéaire.

Jusqu'à épuisement des stocks.

En solde
699\$

Seulement
2499\$

64,99\$
pour
20 kg

94,99\$
pour
35 kg



Baril de Citadolor granulé

• également disponible 30 kg pour seulement 84,99\$

• Limite: 1 par client.

En solde
399\$

Ensemble de patio

Comprendant: • table ovale Hawaï blanche • 4 chaises Bordeaux à haut dossier • parasol de 7 1/2 pi en Textiline® super opaque • base de ciment • GRATUIT: assortiment de napperons à l'achat de cet ensemble de patio.



CITADELLE

N°1
SUR TOUTE
LA LIGNE

Laval
1770, boul. des Laurentides
384-4581 (angle St-Martin)

Longueuil
620, Place Trans-Canada
442-2345 527-8617

Brassard
6655, boul. Taschereau
676-6655

Dollard-des-Ormeaux
4698, boul. St-Jean
620-9610

Blainville
775, boul. Labelle
435-1983

Sherbrooke
4701, boul. Bourque
564-8611

Repentigny
545, rue Notre-Dame
585-0100

Trois-Rivières
2525, rue Royale
376-7711

Châteauguay
279, boul. Anjou
691-5030

Valleyfield
1375, boul. Monseigneur-Langlois
377-5999

Joliette
303, boul. Antonio-Barrette
759-8110

Granby
848, rue Principale
378-4944

St-Hyacinthe
2065, rue Charrier
520, rue Martineau
773-5667

Victoriaville
54, rue Girard
357-9231

Sorel
322, rue du Collège
742-7962

Gatineau
1076, boul. Maloney Ouest
568-1491

Drummondville
1050, boul. Les Galeries
474-2777

Notre-Dame-des-Pins
4160, route Kennedy
774-9514

Shawinigan
1423, 41e rue
539-6431

St-Jean
575, boul. Pierre-Caisse
349-6761

Du lundi au vendredi de 9h à 21h. Samedi de 9h à 17h. Dimanche de 11h à 17h. Le département de meubles de patio est fermé le dimanche ainsi que les lundi, mardi et mercredi à partir de 18h.

Commençant aujourd'hui

à
Place Bonaventure

VENTE
de "Noël en Juin"®
90%
DE RABAIS
sur les articles
annoncés

Ainsi que des
milliers d'autres
aubaines à 30%,
40%, 50%, 60%
et 75% de
réduction

7, 8, 9, 10
JUN

Procurez-vous la liste
complète des articles à
90% de réduction
durant le solde à
Place Bonaventure

Place Bonaventure

L'école doit à la fois compenser l'influence de la télé sur les enfants et s'y adapter

ANDRÉ PRATTE

■ L'école doit à la fois compenser et s'adapter à l'influence qu'exerce la télévision sur les enfants, soutient le Conseil supe-

rieur de l'éducation dans un avis publié hier.

Intitulé «Les enfants du primaire», cet avis remis au ministre de l'Éducation tente un portrait de la culture des petits Québécois d'aujourd'hui, une culture qu'ils acquièrent en regardant la télévision, certes, mais aussi en suivant des cours de toutes sortes, en pianotant sur les claviers d'ordinateurs, en faisant du sport et en regardant vivre leurs parents.

Cette nouvelle culture, concluent les membres du conseil après avoir visité quelques écoles, rencontre plusieurs spécialistes et beaucoup de livres, comporte à la fois des aspects positifs et des aspects négatifs. Les enfants d'aujourd'hui s'expriment plus facilement, connaissent plus de choses et sont plus tolérants que ceux d'hier. Par contre, leurs connaissances sont superficielles et ils ont peine à mettre en ordre tout ce à quoi ils sont exposés.

«Les enfants sont aux prises avec la difficulté d'apprécier la valeur des modèles, de donner un poids relatif à des idées, de situer l'importance d'un événement ou de faire des liens entre quantités d'informations. Ils parviennent difficilement à faire la part des choses, à distinguer la qualité de la quantité, à discerner les conduites qui leur paraissent acceptables ou à juger des événements.»

Le conseil met l'école en garde contre la tentation de rejeter la nouvelle culture des jeunes. Il lui suggère plutôt de s'en servir comme base, de partir de ce qu'apprennent et de ce que vivent les enfants hors de l'école pour les intéresser aux apprentissages proprement scolaires. Cette approche basée sur ce que les spécialistes ont appelé «les situations d'apprentissage significatives» a déjà marqué plusieurs programmes du ministère de l'Éducation,

notamment les programmes de français.

Mais en même temps qu'elle s'adapte à la nouvelle culture des enfants, l'école devrait en compenser les points faibles. Par exemple, elle devrait amener l'élève à approfondir les tonnes d'informations qu'il acquiert, sans effort aucun, en regardant la télévision. Les enseignants devraient aussi aider les enfants à être conscients et critiques des messages et des valeurs que leur transmettent les médias.

Le Conseil supérieur de l'éducation souhaite que dès le primaire, les jeunes aient accès aux grandes œuvres d'art et de littérature. «Outre qu'elles soient l'occasion de s'affranchir de la tyrannie du présent, elles peuvent aussi faire accéder les enfants à des niveaux de sensibilité et d'imagination raffinés qu'ils ignoreraient autrement.»

Enfin, les membres du conseil aimeraient que l'école propose des valeurs aux enfants parce que ceux-ci, hors d'elle, sont soumis à une telle diversité de normes qu'ils ne savent plus où donner de la tête. «La banalisation des codes de référence, l'impression d'avoir tout vu, le sentiment que tout est possible, peuvent conduire à une sorte de paralysie éthique et à une absence de normes», notent-ils.

Parmi les valeurs dont le conseil voudrait voir l'école faire la promotion, on remarque l'honnêteté à l'égard des faits, le respect de la pensée d'autrui, le désir de se dépasser, la continuité de l'effort de réflexion. «En affirmant de telles valeurs, l'école exerce sa fonction d'équilibration au regard de l'idéal du présent immédiat et de l'authenticité des sentiments, véhiculés par la télévision».

Mesures exceptionnelles pour éviter le vol d'examens au secondaire

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Le ministère de l'Éducation a adopté des mesures exceptionnelles afin d'éviter le vol d'examens des 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années du secondaire, comme cela s'est produit l'année dernière.

Tout d'abord, l'envoi des épreuves des examens dans les commissions scolaires et les écoles privées a été retardé d'une quinzaine de jours afin de réduire au minimum la période où les écoles les auront en main.

L'envoi a commencé dans la semaine du 23 mai cette année et se

terminera cette semaine. De plus, cet envoi se fait maintenant par une compagnie de messagerie privée.

D'autre part, les responsables des épreuves dans les commissions scolaires et les écoles doivent les déposer dès réception et jusqu'à la date de l'examen dans un endroit sûr, de préférence dans une valise ou un placard fermé à clé.

Le ministère de l'Éducation invite enfin les organismes scolaires à respecter scrupuleusement le calendrier prévu pour les épreuves uniques de 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années du secondaire.

«L'ancienne Cité du Père est morte; vive la nouvelle», s'écrit Lacroix

Presse Canadienne

BEAUPORT

■ La Cité du Père entreprend un nouveau départ et son fondateur, Pierre Lacroix, s'écrit : «L'ancienne Cité du Père est morte; vive la nouvelle Cité du Père!»

Pierre Lacroix, dont la cause est toujours devant la Cour d'appel, a déclaré qu'après réflexion, il a senti l'appel à continuer son travail d'évangélisation. «L'œuvre sera plus petite, a-t-il dit; ça rappellera ce qu'elle était à ses débuts, il y a une dizaine d'années. Nous serons quatre permanents alors que nous avons déjà été 44.» L'épouse de Pierre Lacroix fera partie de cette équipe.

Depuis ce matin, à 7h05, Pierre Lacroix anime une émission sur les ondes de la station radiophonique CFLS, de Lévis. Il le fera tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, l'émission sera présentée à 9h05. «Ces émissions, pour lesquelles nous avons dû payer, a-t-il expliqué, seront comme des capsules d'espérance. En fait, il s'agit de pensées à ca-

ractère spirituel basées sur la Bible.»

Les émissions d'une durée de cinq minutes seront enregistrées dans un studio mobile que possède la Cité du Père. Pierre Lacroix a précisé cependant qu'une fois en bonne santé, il ira faire les émissions en direct.

«C'est surtout l'après-procès qui a été dur pour ma santé, a dit celui dont le procès a fait parler tout le Québec. Le médecin m'a conseillé un mois de repos. Au sujet de mon avenir, j'ai prié et après un discernement j'ai décidé de reprendre les activités d'évangélisation.»

«Bien sûr, le budget de la nouvelle Cité du Père est beaucoup plus petit qu'avant, mais si je puis rendre service à une personne, cela en vaut la peine.»

Les émissions de radio constituent la pointe la plus visible de cette reprise que Pierre Lacroix souhaite pour la Cité du Père. D'autres activités viendront s'ajouter à cette présence radiophonique.

Ottawa écoutera les propositions de Via

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Le gouvernement fédéral va envisager toutes les avenues proposées par Via Rail pour remettre sur de meilleures voies financières le service de trains de passagers, a indiqué, hier, le ministre des Transports, Benoit Bouchard.

Ce qui inclut aussi le démantèlement de Via Rail, a-t-il précisé.

La société de la Couronne doit soumettre un projet, ce mois-ci, pour indiquer comment elle entend se débrouiller avec les coupes de près de \$500 millions imposées par le récent budget Wilson, en avril.

Le quotidien torontois *Globe and Mail* annonçait, hier, que

Via envisageait le démantèlement de près de la moitié de ses opérations, ce qui entraînerait au moins 2500 mises à pied.

«Je sais qu'il aurait mieux valu que je ne dise pas cela», a indiqué M. Bouchard à sa sortie des Communautés, après avoir été bombardé de questions par l'opposition en Chambre. «Je vais envisager toutes les options.»

Aux Communautés, hier, il a refusé de préciser les tenants du projet de restructuration de Via, qui comprendrait des coupes dans les services régionaux de trains de passagers. Mais il a confirmé que Via devra trouver sa rentabilité, sauf en ce qui concerne les régions éloignées inaccessibles par routes, un service «qui doit être maintenu», a-t-il déclaré.

OBERSON

Le NO. 1

de la
planche à voile
au Canada

PLANCHE À VOILE COMPLÈTE
MODÈLE
CALYPSO



AVEC VOILE GAASTRA SPORTLINE, OU VOILE BIC,
WHISHBONE TÉLESCOPIQUE, SANGLES DE PIED, MÂT EXEL.

799⁹⁹

LA
GRANDE
VENTE
DE

planches
à voile

(10 jours seulement)

sailboard

TD 330
QUATRUPL
CONCAVE
160 LITRES

599⁹⁹

sailboard

TD SLALOM
QUATRUPL
CONCAVE
105 LITRES

599⁹⁹

PLANCHE À VOILE ÉQUIPÉE,
DE MARQUE



MODÈLE ROCK & ROLL 1989
avec choix de voile Aerotech ou
Tiga (Neilpryde) de 4.2 à 5.4 m²

899

LOT DE VOILES

NEILPRYDE
GAASTRA, NORTH
WINDSHORE, F2



À PARTIR DE

499⁹⁹

NEILPRYDE



TOUTES LES GRANDEURS

EX.: WORLD
CUP WAVE 4.4 339⁰⁰
5.4 369⁰⁰

EX.: RAF
SPRINT 4.0 299⁰⁰
4.6 369⁰⁰

LOT DE WISHBONES

À PARTIR DE 499⁹⁹

MODÈLES
TÉLESCOPIQUESÀ PARTIR DE 999⁹⁹

Gaastra

AVEC CROCHET
D'ACIER

ORD. 129,00

499⁹⁵CEINTURES
BOY-O-BOY

À PARTIR DE 199⁹⁹

SOULIERS
DE PLANCHEAQUA-
RAPIDE149⁹⁹PROTECTEUR DE
PIED DE MÂT

GAASTRA
À PARTIR DE 999

AILERONS EN FIBRE
DE CARBONE

À PARTIR DE 399⁹⁹

SAC À VOILE OU SAC À MÂT
MISTRAL OU GAASTRA

À PARTIR DE

999

BOTTES ALPINA ET
OKE-SPORT

399⁹⁹

NOUVEAU → SKIS NAUTIQUES
PLUSIEURS FOIS
CHAMPIONS DU MONDE

HO

— PRIX IMBATTABLES
— CHOIX D'ACCESSOIRES

NOUVEAU: VÉLO DE MONTAGNE ET
DE TOURISME

TOUTE LA MARCHANDISE N'EST PAS NéCESSAIREMENT DISPONIBLE DANS TOUS LES MAGASINS.

11 MAGASINS POUR
MIEUX VOUS SERVIR
★ NOUVEAU ★

MONTRÉAL
1202, rue Sainte-Catherine ouest
(angle Drummond)
874-1824

LAVAL
217, boul. des Laurentides
669-5123

POINTE-CLAIRE
(à côté du Chi-Chi)
981, boul. Saint-Jean
694-9257

SAINT-JEAN
897, boul. du Séminaire
349-3725

GRANBY
3, rue Evangeline
375-1785

SAINT-LEONARD
6410, rue Jean Talon
(angle Langelier)
254-3609

COWANSVILLE
125, rue Principale
263-0303

REPENTIGNY
345, rue Notre-Dame
581-1016

QUÉBEC
710, rue Bouvier
623-8368

GATINEAU
925, boul. Maloney ouest
561-1376

GREENFIELD PARK
999, boul. Taschereau
(2nd Super Centre)
671-0189

Certains articles peuvent manquer
dans certains magasins

Recherchez ce signe de qualité.

Ici on sert
du beurre



De nombreux restaurants
affichent déjà leur qualité.

Voici une liste partielle des restaurants
qui servent du beurre avec les toasts et
sandwiches.

LA PEGASE

1831, Gifford
Montréal

CAFÉ LES BONS RETOURS

2129, Mont-Royal Est
Montréal

RESTAURANT DA ENRICO

200, Crémazie Est
Montréal

RESTAURANT CHABLIS

1639, St-Hubert
Montréal

BRASSERIE RESTAURANT CANOE

7719, boul. St-Laurent
Montréal

LE ZÉRO

327, Mont-Royal Est
Montréal

RESTAURANT CHASE COMMERCIAL

5455, De Gaspé
Montréal

RESTAURANT LE PARIS BEURRE

1134, Van Horne
Montréal

LE CAFÉ DU CINÉMA

1250, Bernard Ouest
Montréal

RESTAURANT LA PIZZAIOLLE

5100, Hutchison
Montréal

IL ÉTAIT UNE FOIS ENR.

600, D'Youville
Montréal

KALIMERA

5188, Gâtineau
Montréal

LA MANCHA RESTAURANT

5179, Côte-des-Neiges
Montréal

AUX DEUX GAULOISES

5195, Côte-des-Neiges
Montréal

LE PETIT VITO

5400, Côte-des-Neiges
Montréal

LE HAMEAU SUISSE

5536A, Côte-des-Neiges
Montréal

LA LUBIE CHARCUTERIE FINE CAFÉ

4742, Côte-des-Neiges
Montréal

BOUCHERIE DU CALVADOS

5186, Ch. de la Reine-Marie
Montréal

RESTAURANT PRÉ ET MER

5131, Décarie
Montréal

AU PAPILLON GOURMAND

2310, Guy
Montréal

RESTAURANT LA FONDERIE

10145, La Jeunesse
Montréal

RESTAURANT IL CAMPARI

6145, Côte-des-Neiges
Montréal

CHEZ VITO

5412, Côte-des-Neiges
Montréal

LE BARINA BAR & RESTAURANT

2015, de l'Église
Montréal

MANOIR ROUVILLE CAMPBELL

125, Ch. des Patriotes
Mont Saint-Hilaire

Soyez parmi les restaurants
de qualité.

Laissez savoir à vos clients que votre restaurant
sert ce qu'il y a de meilleur: du beurre sur vos
toasts et sandwiches. Affichez le symbole de votre
qualité vous aussi. Appelez le Bureau laitier du
Canada au (514) 284-1092 (frais virés acceptés)
et annoncez chez vous, à vos clients, que vous
servez du beurre. Ils viendront plus nombreux.

Mettez-y
du Beurre!



Bureau laitier
du Canada

Outre Bell Helicopter, plusieurs entreprises ont eu à démanteler des mini-réseaux de drogue

JEAN-PAUL
CHARBONNEAU
SAINT-JEROME

■ Le mini-réseau de drogue mis au jour à Bell Helicopter est le cinquième du genre à être démantelé au cours des derniers huit mois par la Sûreté du Québec en milieu de travail.

Les autres endroits où les trafiquants ont été traduits devant les tribunaux sont l'usine Kenworth, à Sainte-Thérèse, la station touristique Chantecler, à Sainte-Adèle, les entrepôts de Rona et des Pharmacies Jean-Coutu, sur la Rive-Sud, et une autre entreprise située au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Un haut gradé de la SQ a confié à La Presse que des enquêtes semblables sont présentement en cours dans d'autres compagnies.

Un autre policier expert en la matière, rencontré au Palais de justice de Saint-Jérôme, a mentionné qu'il existait dans la majeure partie des grosses entreprises de mini-réseaux de drogue. «Il est facile de faire entrer de la drogue au Québec et elle se vend à un bon prix. Tout en travaillant, les consommateurs aiment la sensation qu'elle procure», a ajouté ce policier de la SQ.

Chaque fois que les policiers des mœurs interviennent, c'est à la demande de la direction des firmes concernées. Dans les cinq cas, des arrestations ont été effectuées grâce à l'infiltration d'un agent double.

Chez Bell Helicopter, par exemple, c'est le directeur des res-

sources humaines, M. Louis Fortin, qui est entré en communication avec la division des mœurs de Saint-Jérôme de la SQ. M. Fortin a décidé de contacter la police après que l'un des employés de l'usine qui fabrique des hélicoptères en bordure de l'autoroute des Laurentides, à Mirabel, l'eût avisé que des confrères de travail consommait de la drogue.

Le responsable de l'escouade lui a suggéré dans un premier temps d'avoir recours à des enquêteurs d'une agence privée afin d'effectuer un travail de déblayage. Par la suite, les policiers ont été à nouveau informés et sont entrés dans la danse. Les revendeurs opéraient auprès des employés affectés à l'usine de peinture.

Il a fallu près de quatre mois aux membres de la division des mœurs de la division de Saint-Jérôme pour compléter leur enquête.

Trois des accusés ont été traduits au Palais de justice de Saint-Jérôme. Représenté par Me André Filion, Claude Champagne, un employé de Bell Helicopter, a reconnu sa culpabilité et a été condamné à huit mois de prison. Un autre, Michel Pelletier, reviendra devant le tribunal vendredi. La police a identifié le fournisseur de l'extérieur comme étant René Houle. Il confiait sa marchandise à Michel Lalonde, un employé, pour qu'il la revende à ses confrères. Houle et Lalonde ont été appréhendés dans un bar de Saint-Eustache.

Finalement, les policiers ont arrêté Claude Sarazin à son domi-

cile de Montréal. Selon la preuve présentée en cour, il était l'un des fournisseurs. Sarazin était jusqu'à il y a quelques semaines employé chez Bell Helicopter; il aurait quitté son travail parce qu'il sentait la soupe chaude.

La division des mœurs de Saint-Jérôme de la SQ a par ailleurs — avant de s'attaquer aux trafiquants de l'entreprise fabriquant des hélicoptères — arrêté et traduit devant les tribunaux sept employés de la Kenworth. Pour

ce qui est du Chantecler, une vingtaine d'accusations ont été portées. À cet hôtel de villégiature, en plus du réseau de drogue, des employés volaient dans les chambres de clients.

Pour ce qui est de Jean-Coutu et de Rona, l'enquête a été conduite par les membres de l'escouade des mœurs du quartier général de Montréal de la SQ. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sont des agents de la SQ de cette région qui ont procédé aux arrestations.

Poursuite de \$3 millions contre un neuro-chirurgien

GERMAIN TARDIF

■ Un couple de Ville Saint-Michel a intenté une action de \$3 072 076 contre un neuro-chirurgien de l'hôpital Sainte-Justine, le Dr Michel Décarie.

Le 19 février 1988, la mère, Mme Sylvie Bernier-Hudon, avait donné naissance à une fillette, à cette institution. L'enfant fut, par la suite, amenée toutes les deux semaines au CLSC pour le suivi médical.

Quatre mois plus tard, le 6 juin, une infirmière constata que la tête du bébé grossissait de façon anormale.

Les parents l'amènèrent de nouveau à Sainte-Justine où l'enfant subit un «CT Scan». Le test indiqua la présence d'un tumeur. Selon les demandeurs, le Dr

Décarie aurait décidé de ne pas effectuer d'intervention chirurgicale dans le cerveau de la patiente et de la garder, plutôt, sous observation.

Les parents se rendirent, avec la fillette à un hôpital pour enfants de Boston. On n'y trouva pas de tumeur mais un abcès sur le point d'éclater. Elle fut opérée d'urgence, à Boston.

De retour, l'enfant a été admise au «Montreal Children's Hospital» et elle est mentalement handicapée de façon totale et permanente.

Les parents allèguent que le défendeur a refusé d'agir selon les diagnostics obtenus, négligé ou omis de vérifier si l'examen panoramique de la tête était correct et omis ou négligé de faire d'autres examens adéquats.

VENTE

Super Vacances

MERCURY

La vente "Super Vacances Mercury" est déjà en cours chez le concessionnaire Mercury de votre région.

Partez en vacances en **FESTIVA L 89** à partir de seulement 194\$ par mois, ou en **ESCORT L 89** à partir de seulement 229\$ par mois, climatiseur inclus ou même en **TOPAZ 89** à prix incroyable incluant climatiseur et transmission automatique.

FESTIVA 89

194\$ /mois

ESCORT 89

229\$ /mois

TOPAZ 89

Climatiseur et
Transmission automatique

• Le concessionnaire peut louer à prix inférieur. • Taxes applicables et transport en sus. • Location-bail 48 mois. Sujet à l'approbation du crédit.

Faites le test Mercury

Faites vite, cette offre "Super Vacances" se termine le 15 juin

Bonnes Vacances!

Faites le test Mercury. Voyez dès maintenant le concessionnaire Mercury de votre Région.

CHATELAIN AUTOMOBILE (514) 331-4020	JOLIEUX LINCOLN MERCURY (514) 755-1123	MONTRÉAL OVAL LINCOLN MERCURY (514) 489-3831	RICHÉLIEU AUTOMOBILE OSTIGUY (514) 658-1717	ST-EUSTACHE MARINEAU AUTOMOBILE (514) 473-8861	TERREBONNE SOMMET LINCOLN MERCURY (514) 492-2250
CHARLEMAGNE PAPIER MERCURY (514) 654-3322	LAVAL DESLAURIERS AUTOMOBILE (514) 667-7330	MONTRÉAL WORD CIRCUL LINCOLN MERCURY (514) 325-4700	ST-ANTOINE DES LAURENTIDES MERCURY DES LAURENTIDES (514) 435-8456	ST-HYACINTHE AUTOMOBILE JÉRÔME (514) 773-6647	VALLEYFIELD POINIER AUTOMOBILE (514) 455-1005
CHATELAIN LEBLANC MERCURY (514) 691-4130	LAVAL STE-ROSE LINCOLN MERCURY (514) 628-3555	POINTE-AUX-TREMBLER CASTEL MERCURY (514) 945-1441	ST-ADAM AU ROYAUME MERCURY (514) 328-3887	ST-JEAN RICHÉLAIN LINCOLN MERCURY (514) 359-0047	VARENNES MARIE-VICTORIN LINCOLN MERCURY (514) 652-8828
GRANDY CONSTELLATION AUTOMOBILE (514) 379-7217	McMASTERTVILLE BELLOIL MERCURY (514) 467-3396	POINTE-CLAIRE FAIRVIEW LINCOLN MERCURY (514) 897-2211	ST-CATHERINE MIDLAND LINCOLN MERCURY (514) 632-1340	ST-HUBERT AUTOMOBILE R. LAPORTE (514) 836-3783	VAUDREUIL VAUDREUIL LINCOLN MERCURY (514) 455-3338
GREENFIELD PARK AUTOMOBILE P. BRAULT (514) 671-6115	MONTRÉAL COTTEUX LINCOLN MERCURY (514) 326-3363				

Les concessionnaires Mercury de votre région

Claude Gingras favorise la continuité à la CSD

FRANÇOIS BERGER

Les quelque 58000 membres de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) ont opté pour la continuité en choisissant M. Claude Gingras au poste de président de la quatrième plus importante centrale ouvrière au Québec.

Vice-président de la CSD depuis 1981, M. Gingras prend la relève du président sortant, M. Jean-Paul Hétu, qui se consacrera désormais à une association de soutien aux travailleurs d'Amérique latine.

« Mon mandat en sera un de continuité », a confié M. Gingras à *La Presse* en parlant de la nécessité pour les syndicats de développer de nouvelles approches vis-à-vis des employeurs, notamment sous la forme de la gestion « participative ».

Élu sans opposition par les délégués de la CSD réunis en congrès à Québec au cours du dernier week-end, M. Gingras, est, à l'âge de 48 ans, un « vieux routier » du syndicalisme: il fut, il y a vingt ans, secrétaire de la Fédération du bâtiment et du bois de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) jusqu'à la scission dans cette centrale qui, en 1972, a donné naissance à la CSD. Responsable du secteur du bâtiment et du bois à la CSD, puis conseiller syndical en Estrie, M. Gingras accède au comité exécutif de sa centrale il y a huit ans.

« La CSD est une alternative au syndicalisme traditionnel, défensif et peu innovateur pratiqué ailleurs », a dit le nouveau président.

Devant l'internationalisation de l'économie, dont l'accord de libre-échange canado-américain est le plus bel exemple en Amérique du Nord, les organisations syndicales doivent, selon M. Gingras, non seulement lutter pour de meilleures conditions de salaire et de travail, mais aussi avoir à cœur l'avenir des entreprises qui créent de l'emploi.

La CSD a déjà mis sur pied, l'an dernier, un programme de participation et d'adaptation conjointe du personnel cadre et syndiqué dans une dizaine d'entreprises publiques et privées. Cette gestion participative des relations de travail doit être développée davantage, croit M. Gingras.

La position du nouveau président sur la question du libre-échange canado-américain en est

aussi une de continuité. « Nous n'avons pas le choix, il faut vivre avec (l'accord), mais nous exigeons du gouvernement fédéral des garanties sur la formation et l'adaptation des travailleurs », a-t-il indiqué.

La CSD continue de réclamer d'Ottawa l'élaboration d'une stratégie de plein emploi et une politique de soutien aux préretraités, victimes éventuelles de l'accord entre Ottawa et Washington.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

M. Gingras a d'autre part noté que la CSD, fortement présente dans les secteurs économiques dits « mous » comme le textile et la chaussure, va poursuivre la diversification de son membership en tournant ses efforts de syndicalisation vers le secteur des services, plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

LA BAIE

PAIE COMPTANT!

OR, ARGENT, PIÈCES DE MONNAIE EN OR, DOLLARS EN ARGENT, REBUT DE PLATINE

Du mercredi 7 juin au samedi 10 juin 1989

CENTRE-VILLE SEULEMENT

AU NOUVEAU DÉPARTEMENT PERMANENT COLLECTIBLES

REBUTS D'OR ET D'ARGENT

LA BAIE PAIE ARGENT COMPTANT POUR TOUT ARTICLE EN OR, ARGENT OU PLATINE

INDÉPENDAMMENT DE LEUR ÂGE OU DE LEUR ÉTAT

ARTICLES DE REBUT EN OR

De 9 à 24 carats. Nous achetons bagues brisées, vieux bracelets et vieilles alliances... tous les articles en or... neufs ou vieux... brisés ou en bon état... selon leur poids en or.

ARTICLES DE REBUT EN ARGENT

Nous payons argent comptant pour tout article en argent, argent sterling, vieux argent européen: couverts, ens. coiffeuse, bijoux, contacts, plateaux, vieilles boîtes pour bagues. Tous les articles en argent... neufs ou vieux... brisés ou en bon état... selon leur poids en argent.

ARTICLES DE REBUT EN PLATINE

Nous payons argent comptant pour tout achat en platine. Nous achetons bijoux en platine ainsi qu'articles de rebut en platine provenant d'usines (creusets, contacts, etc.) Tous les articles en platine, neufs ou vieux... brisés ou en bon état, selon leur poids en platine.

PIÈCES EN ARGENT

CANADA

10 ^e	25 ^e
1966 et années précédentes	1966 et années précédentes
0.30	0.75
1967	1967
0.23	0.57
1968 (argent)	1968 (argent)
0.17	0.42

1967 et années précédentes 1.50
Ens. épreuves numismatiques argent 1962-1967 5.90

Nous achetons toutes les pièces en argent des États-Unis: 10^e, 25^e et 50^e, 1964 et années précédentes et nous payons 3.50 pour chaque valeur d'un dollar.

VEUILLEZ NOTER: Toutes les pièces en argent doivent être groupées selon dénomination et genre (1966 et années précédentes, 1967, 1968).

NOUS ACHETONS POUR ARGENT COMPTANT TOUTE PIÈCE EN ARGENT QUELLE QU'EN SOIT LA CONDITION.

DOLLARS ARGENT

CANADA

1935	15.00	1947 arrondi 7	30.00
1936	10.00	1947 en pointe 7	70.00
1937	10.00	1947 feuille d'érable	130.00
1938	24.00	1948	475.00
1939	4.00	1949	8.00
1945	75.00	1950 à 1967	4.00
1946	17.00		

ÉTATS-UNIS

1795 à 1803	225.00	Tous les autres dollars
1840 à 1870	50.00	argent des États-Unis (VF
Dollars de commerce.....	32.50	PLUS)
		1878 à 1935 5.75 et plus

DIAMANTS

NOUS ACHETONS POUR ARGENT COMPTANT TOUS LES DIAMANTS DE 5 POINTS ET PLUS

PIÈCES ÉMISES PAR L'HÔTEL DE LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

Nous achetons toutes pièces et ensembles dans étuis, émis par l'Hôtel de la monnaie royale canadienne. Nous indiquons ici le prix des pièces par année. Toutes les pièces et ensembles doivent être dans leurs étuis originaux.

ENS. PIÈCES ÉMISES PAR L'HÔTEL DE LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

1954 à 1956	80.00 et plus
1957 à 1959	20.00 et plus
1960 à 1967	11.00 et plus
1962 à 1967	5.90
1970 à 1982	1.95 et plus
1981 à 1988	4.00 et plus

ENS. DE 2 PIÈCES D'UN DOLLAR, ÉPREUVE NUMISMATIQUE DANS ÉTUI

1971	9.50
1972	30.00
1973-1978	8.50 et plus
1979-1980	11.00 et plus
1981	32.50
1982-1983	12.00 et plus
1984-1988	20.00 et plus

ENS. 2 PIÈCES D'UN CENT

1971 à 1980 4.00 et plus

DOLLAR ARGENT

ÉPREUVE NUMISMATIQUE

1971	5.00
1972	7.50
1973, 1978	4.00 et plus
1979	7.00
1980	17.00
1981	30.00
1982-1987	9.00 et plus

ENS. SPÉCIMEN

1981 à 1988 5.00 et plus

DOLLARS ARGENT, HORS CIRCULATION

1981-1988 6.00 et plus

PIÈCES EN OR

CANADA

\$ 5 1912, 1913	\$125	\$1.....	\$120
\$ 5 1914	\$350	\$2 1/2.....	\$120 et plus
\$10 1912, 1913	\$325	\$3.....	\$400
\$10 1914	\$400	\$5.....	\$110 et plus
\$20 1967 dans ens.	\$209	\$10 Liberté	\$180
\$20 1967 unique	\$202	\$10 Indien	\$350
\$100 1976 pièces non mises en circulation	\$102	\$20 Liberté	\$361
\$100 1976, proof	\$188	\$20 St. Gaudens	\$385
1977, 1981, 1983	\$203	Aigle 1 oz	\$420
1978-1980	\$198		
1984	\$225		
1985	\$280		
1986	\$240		
1987	\$175		
1988	\$195		
Feuilles d'érable 1 oz	\$422		

ÉTATS-UNIS

\$1.....	\$120
\$2 1/2.....	\$120 et plus
\$3.....	\$400
\$5.....	\$110 et plus
\$10 Liberté	\$180
\$10 Indien	\$350
\$20 Liberté	\$361
\$20 St. Gaudens	\$385
Aigle 1 oz	\$420

TERRE-NEUVE

\$2 1865 à 1888	\$125
\$2 1880	\$1000

OR ÉTRANGER

Souverain G.-Bretagne	\$88
Krugerrands 1 oz	\$404

FIGURINES ET TIMBRES DE COLLECTION

LA BAIE achète vos figurines Royal Doulton et M.I. Hummel, si en parfaite condition. Nous achetons aussi les timbres de collection canadiens et du Commonwealth britannique, s'ils sont de valeur.

CONDITIONS DE VENTE:

- Être âgé de 18 ans et plus avec pièce d'identité.
- À cause des fluctuations du marché et du fait que les personnes vendent leurs articles sans obligation, toutes les ventes sont fermes.
- Les pièces ordinaires en argent doivent être triées selon la valeur (10^e, 25^e, 50^e) et l'année (1966 et années précédentes, 1967 et 1968).
- Nous n'achetons que les pièces en bon état.
- Veillez ne pas nettoyer ou polir vos pièces.

NOTEZ: À cause des fluctuations du marché de l'or et de l'argent, nous nous réservons le droit d'adapter nos prix selon le cours quotidien du marché (\$440/oz pour l'or, \$6.40/oz pour l'argent, en dollars canadiens).

MAINTENANT

A

4^e ÉTAGE

HEURES D'OUVERTURE:

Mercredi, 10 h à 5 h.
Jeudi, vend., 10 h à 19 h 30
Samedi, 9 h à 4 h.

la Baie

19h15

LAVAL...

la ville de votre temps !

La qualité de vie est au rendez-vous, quelle que soit l'heure, à Laval. Toute la famille et toutes les générations profitent d'espaces récréatifs et de sites d'observation de choix. Les berges aménagées offrent un panorama splendide: 120 kilomètres de berges donnant sur la rivière des Prairies ou sur celle des Millelles. Une foule de sites ont été aménagés, d'autres conservent la beauté d'antan. Ces lieux de rassemblement souscrivent à toutes les formes d'activités et de jouissance du plein air: pistes cyclables, randonnée pédestre, pique-nique sur l'herbe... Des espaces de qualité pour une belle qualité de vie!



LE GROUPE PRIMEDIA

LA FÊTE DES PÈRES

DIMANCHE 18 JUIN

N'oubliez pas !

« Je connais cent façons de faire sourire mon papa, mais je sais aussi que lui offrir un cadeau de chez SAUVÉ est toujours un succès ». C'est vrai, car chez SAUVÉ, vous trouverez tout un choix de cadeaux pour Papa, par exemple:

SHORT en 65/35 poly-c

Le drame du quotidien chez les personnes de petite taille

Les p.p.t. seraient 6000 au Québec

JEAN-PAUL SOULIÉ

■ Avoir une taille en dessous de la normale n'est pas facile. Les moindres gestes, dans un monde créé pour les gens dotés d'une taille moyenne, deviennent un défi. Par exemple, c'est commode, un ascenseur. Mais allez donc peser sur un bouton situé deux pieds trop haut pour vous, même quand vous êtes en extension, sur la pointe des pieds! «Quand je vais à Radio-Canada, passé le dixième étage, il faut que je fasse du pouce, explique avec humour Micheline Gaudet. J'attends un homme...»

Avec ses 4 pieds 3 pouces — 1 m 37 — Micheline est pleinement qualifiée pour parler des «personnes de petite taille». Elle fait ça comme une grande. D'ailleurs elle fait tout comme une grande, Micheline. Et avec, en prime, une forte dose d'humour. Elle est née aux Îles de la Madeleine. L'œil vif, l'air décidé, elle se présente avec une fierté qu'elle ne prend même pas la peine de dissimuler, tant elle est légitime. «Je travaille à Bell Canada, je suis chef de famille monoparentale, et je me débrouille parfaitement».

Assise au bout de la table, les bras croisés, Micheline n'a pas l'air plus petite que la moyenne. C'est quand elle descend de sa chaise pour vous saluer que sa taille prend, si on peut dire, toute son importance. Elle ne s'en étonne pas, notant qu'il y a des positions dans lesquelles les p.p.t. (les personnes de petite taille) n'ont pas de problèmes. Elle reviendra sur le sujet quand il sera question de sexualité. «Bien sûr, les p.p.t. ont une vie sexuelle! Vous savez, dans un lit, il y a beaucoup de bouts qui ne sont pas très utiles...».

Les p.p.t. se sont donné une association, et Micheline Gaudet en est la présidente. Ils sont nombreux, les p.p.t. Récemment, au Québec, on évaluait leur nombre à 6 000. Chiffre difficile à vérifier. D'abord parce qu'il faut déterminer qui est une «personne de petite taille» et qui ne l'est pas. Il y a une limite en hauteur: 4 pieds 8 pouces et moins. Et si ça dépasse un peu? Et si c'est tout proportionné, ou si c'est sur les jambes seulement, ou sur le haut du corps, que le développement ne s'est pas réalisé normalement? Le ministère des affaires sociales n'arrive pas à «trier» les p.p.t. Un haut fonctionnaire du MAS laissera tomber, ébahi: «Les nains, ça existe encore?» Dans beaucoup de familles, la venue d'un enfant plus petit que la normale est considérée comme une disgrâce, et une chose à cacher. Et certaines familles ne s'en sont pas privées, faisant de «petites personnes» de véritables martyrs. Des tas de parents ne veulent pas les laisser sortir. Cette honte est d'ailleurs bien difficile à distinguer du phénomène de surprotection, tout aussi néfaste.

Il y a aussi les efforts d'adaptation. Louiselle Saint-Pierre est coordonnatrice pour l'Association québécoise des personnes de petite taille Inc. Elle est née à Rivière-du-Loup, et elle mesure 4 pieds 2 pouces (1 m 22). Elle est

mariée. Sans enfant. Et elle a un permis de conduire depuis 1975. Sa collègue, la présidente de l'A.Q.P.P.T., est très fière de raconter que Louiselle ne s'habille plus dans les «tailles d'enfants». Fatiguée de cette régression imposée par le monde de la confection, elle va voir des stylistes qui l'habillent comme une adulte qu'elle est. Le mari de Louiselle fait 5 pieds 4 pouces. Elle a envie de se sentir bien habillée, elle veut charmer, et elle y réussit.

Difficile de régler ces problèmes pourtant bien courants quand on est une p.p.t. Mais il y a pire. Il existe une exemption de la taxe de vente pour les personnes handicapées. Mais même sans taxe, une personne de petite taille devra dépenser \$875 pour faire adapter les pédales d'une voiture à la longueur de ses jambes et faire modifier l'angle du siège. Une dépense élevée que le gouvernement ne reconnaît pas entièrement. L'Association a fait une enquête. En France, il existe un siège adaptable qui rapproche la petite personne de son volant. Mais pour le moment, au Québec, il faut encore faire admettre un certain remboursement des frais d'adaptation des pédales par le gouvernement provincial.

L'Association des petites personnes a réalisé un vidéo, et aujourd'hui, elle lance une monographie: «Les personnes de petite taille. Diagnostic et Besoins». C'est Danielle Noël, une grande personne — 5 pieds 5 pouces — elle aussi des Îles de la Madeleine, qui a travaillé à cette réalisation. La psychologie des personnes de petite taille y est expliquée avec clarté, et leurs besoins. On y parle aussi de l'aspect génétique de la question, les parents et leur influence, l'intégration scolaire, et la sexualité. Ah! La sexualité! Il faut entendre parler par Micheline Gaudet pour se faire une idée de la simplicité de ces choses mystérieuses.

La monographie parle aussi de la grossesse, des femmes qui portent une p.p.t. comme des femmes elles-mêmes p.p.t. Chez ces dernières, il est souvent nécessaire d'avoir recours à des césariennes. Mais ça arrive tellement souvent chez les femmes de petite «normale» qu'il ne s'agit pas d'une caractéristique réelle.

Et les enfants, comment sont-ils? Micheline Gaudet, la présidente de l'association peut parler de ça aussi. Sa fille a 10 ans. Elle a 20 centimètres de plus qu'elle, et elle sera une «grande personne». Et quand elle va dans un parc, au milieu des enfants de son âge, c'est elle qui se bagarre pour faire admettre sa mère comme elle est, et affirmer la place de sa maman à elle dans le monde. Toute une école!

Danielle Noël, l'auteur de la monographie, est passionnée par son sujet. Sa monographie est distribuée à partir d'aujourd'hui dans le cadre de la semaine des personnes handicapées. On y apprend qu'il existe plus de 500 causes de nanisme ou de carence de développement, toutes différentes. L'Association publie aussi un pamphlet très attachant: «Donne moi ma chance... À l'école... Au travail... Toujours plus loin».

FABRICVILLE

SOLDE DE FOU

OFFRE VALABLE DU 7 AU 10 JUIN 1989

30% DE RÉDUCTION
TISSUS POUR TOILETTE DE MARIÉES

PRIX COURANT	
150 cm SATIN CHARMEUSE.....	1498\$
150 cm SATIN PRÉCIEUX.....	2198
115 cm SATIN BIJOU POUR MARIÉE....	1498
115 cm ORGANZA SHANTUNG.....	1498
115 cm TAFFETAS MOIRÉ.....	1398
115 cm TAFFETAS UNI.....	1198
115 cm CHARMEUSE-SATIN GOLDEN..	1398
115 cm SATIN JACQUARD PAR.....	1198
115 cm TAFFETAS.....	1198

MAINTENANT 30% DE RÉDUCTION
sur le prix courant

FABRICVILLE
LE PLUS GRAND DISTRIBUTEUR DE TISSUS ET TENTURES AU CANADA
120 MAGASINS À TRAVERS LE CANADA
MEILLEURE QUALITÉ — MEILLEURS PRIX
En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.



ACHETEZ 1 mètre au prix courant
OBTENEZ 1 mètre GRATUIT (valeur égale)

Toile de coton, gabardine de coton, gabardine Bahamas, challis Vega imprimé, Parkwood imprimé, imprimé froissé high twist, fini froisse Lanai, soie Fuji, coordonnées James, imprimé broderie, imprimé

patronie, popeline, robes sport, twill, cravate et encore plus!

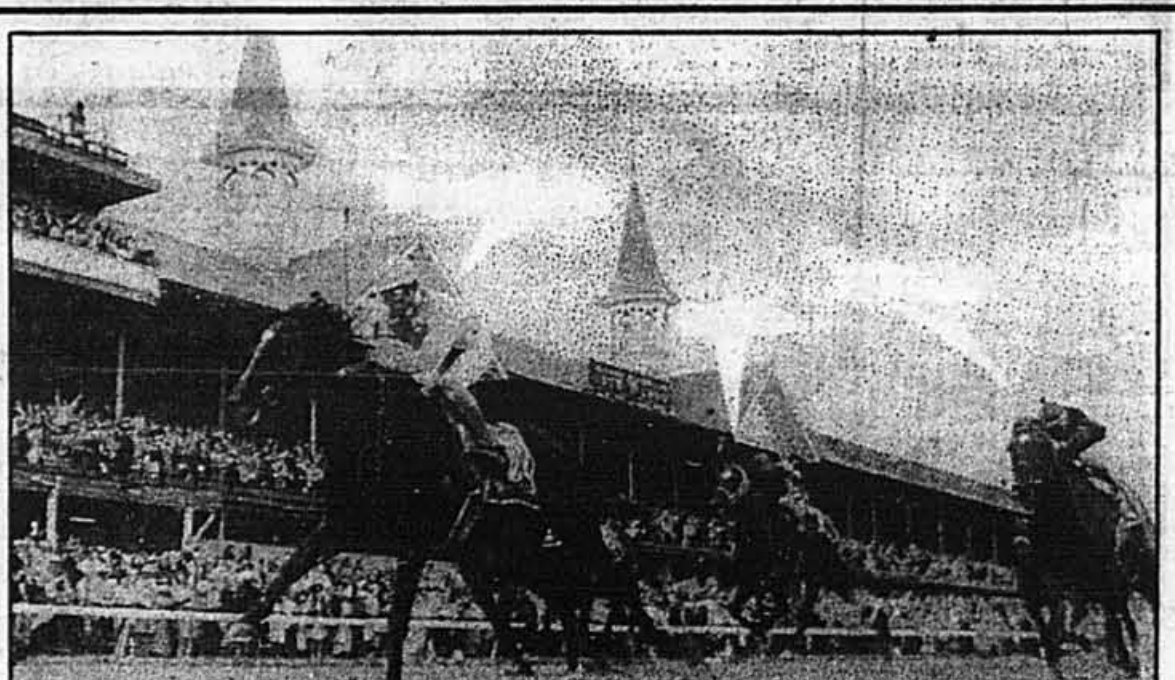
PATRONS «SUPER SAVER» par Simplicity
Toute notre sélection
ord. 2,49 \$ **99** SANS LIMITE
Sur présentation ou demande de votre carte d'or.

40% DE RÉDUCTION
PRIX COURANT

150 cm TWILL DÉLAVÉ.....	898\$
115 cm FAILLE SYMBOL.....	1498
115 cm SHIRTING DUMAURIER.....	698
150 cm COTON OUATÉ JOGGING.....	
115 cm VELOURS CÔTELÉ FEAT.....	
115 cm TWILL CASCAD.....	
115 cm JAC.....	
115 cm.....	898
115 cm.....	1498
115 cm.....	1198
115 cm.....	1398
115 cm FAILLE DUBARRY.....	1198
115 cm CHALLIS ATLANTA IMPRIMÉ.....	998

SPÉCIAUX SAMEDI SEULEMENT
● Fantaisie en polyester **500\$** le m
Ord. jusqu'à 16,98 \$
● Tricots de nouveauté variés **1 99\$** le m
Ord. 7,98 \$
● «Le Mur» **1 49\$** le m
Ord. 2 \$

● RUE SHERBROOKE: 7750, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec H1L 1A5 354-0090
● STE CATHERINE: 354, Ste Catherine Ouest, Montréal, Québec H3B 1A1 866-1821
● LAURENTIEN: 1240, boul. Laurentien, St-Laurent, Québec H4R 1J8 334-0810
● SOMERLED: 6444, avenue Somerled N.D.C., Québec H4V 1S4 483-2685
● DOLLARD-DES-ORMEAUX: 2050, St-Régis, Dollard-des-Ormeaux, Québec H9P 1H6 683-4650
● RUE BEAUMONT: 1178, rue Beaumont, Montréal, Québec H3P 3E0 737-4755
● LASALLE: 1655, Dollard, LaSalle, Québec H3N 1T2 365-8045
● TASCHEREAU: 605, boul. Taschereau, Greenfield Park, Québec J4V 2H8 672-6884
● CHOMEDÉY: 1205, boul. Labelle, Chomedey, Laval H7V 2V5 688-1033
● DE LA CONCORDE: 1950, boul. de la Concorde, Duvernay, Québec H7G 4P5 662-1880



HIPPODROME INTERNATIONAL MIRABEL

RODIMAX INC., promoteur de l'Hippodrome International Mirabel, demande à toute personne ou organisme intéressé au retour des courses de pur sang (thoroughbred) dans la région de Montréal, de compléter et retourner le présent sondage.

	OUI	NON
● La région de Montréal devrait avoir une piste de course consacrée aux chevaux pur sang (thoroughbred).	—	—
● Les courses de pur sang dans le monde attirent plus de spectateurs que le soccer, hockey, football et le baseball combinés ensemble.	—	—
● L'industrie du cheval thoroughbred (pur sang) produit au Canada des investissements d'environ deux (2) milliards par année.	—	—
● L'industrie des pur sang emploie environ dix mille (10 000) personnes en Ontario et pourrait en employer autant au Québec.	—	—
● L'Hippodrome International projeté entre la route #117, l'autoroute Mirabel #50 et l'autoroute des Laurentides #15 à la hauteur de la sortie de l'Aéroport International de Mirabel est l'endroit idéal.	—	—
● L'Hippodrome doit être réalisé par des promoteurs privés.	—	—
● Les gouvernements devraient délivrer tous les permis nécessaires, ainsi qu'aider, encourager et subventionner les éleveurs de pur sang.	—	—
● Le retour des courses thoroughbred (pur sang) dans la région de Montréal aiderait aux courses de standardbred (aux harnais).	—	—
● J'aimerais collaborer au retour des courses pur sang à Montréal.	—	—
● Je suis intéressé à participer financièrement à la réalisation de l'Hippodrome International Mirabel.	—	—

Votre réponse sera un atout pour le projet. Auriez-vous l'obligeance de compléter et retourner ce sondage et si vous êtes intéressé à participer activement au projet, faites-nous parvenir votre nom, adresse, numéro de téléphone et votre opinion.

UN GRAND MERCI! RODIMAX INC.
1600, boul. Henri-Bourassa Ouest, bureau 600, Montréal (Québec) H3M 3E2

CE SOFA N'A PLUS SA PLACE PARMI NOUS.

IKEA

À 10835\$*

UNE TEMPO «L»

Incluant: **TRANSMISSION AUTOMATIQUE**

4 PORTES 1989

+ AIR CLIMATISÉ

UNE RADIO AM/FM STÉRÉO... ET BEAUCOUP PLUS ENCORE...
IMPOSSIBLE DE BATTRE NOTRE MEILLEUR VENDEUR

175 TEMPO EN STOCK

Prix de détail suggéré 14093\$

Pour seulement **10835\$***

TEMPO «L» 4 PORTES 89

*TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXE EN SUS (véhicules légèrement utilisés)

MONT BRUNO FORD

653-3613

177, boul. LAURIER (Route 116)
ST-BASILE-LE-GRAND
(1 mille à l'est de St-Bruno)

GARANTIE 6 ANS OU 100 000 KILOMÈTRES DU GROUPE MOTOPROPULSEUR

LOCATION

MENTION D'HONNEUR FORD

La qualité passe avant tout. Aux ventes et à l'entretien.

"LES PROFS SONT LÀ POUR MOI."



"J'ai toujours eu des problèmes en maths. Ici, les profs sont super-disponibles. Je n'ai jamais eu d'aussi bonnes notes."

Reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec, l'Académie Kells est une école mixte de langue française qui, en raison de son excellent rapport maître/élèves, favorise au plus haut point l'apprentissage.

D'année en année, l'école bâtit pour votre enfant un programme d'enseignement adapté à ses besoins particuliers.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au registraire. (514) 932-4100

Académie Kells

Une division du Centre
d'enseignement de Westmount
385, avenue Elm
Westmount (Québec) H3Z 1Z4
Téléphone: (514) 932-4100



PORTES OUVERTES

**JEUDI LE 25 MAI DE 9 h À 11 h
DÉBUTANT PAR UNE PRÉSENTATION À 9 h 15**

supporo

**Offre repos, relaxation et confort,
un cadeau idéal pour papa!**



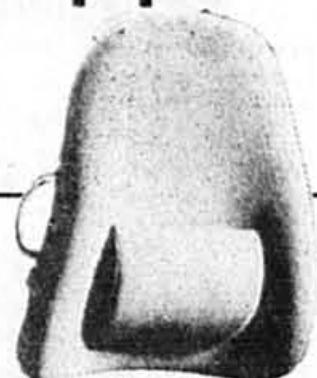
Oreiller thérapeutique pour voyage en forme de S

Une bonne nuit de sommeil est indispensable pour la santé. Cet oreiller thérapeutique est conçu pour les gens désireux de soulager la pression et la tension musculaire. Réveillez-vous frais et dispos!



- Donne une combinaison de plusieurs positions confortables, grâce à sa conception originale.
- Maintient et supporte la tête et la région cervicale.
- Conserve et établit une bonne courbe du cou et des épaules.
- Idéal pour le camping et le voyage

*Référence 649-1 (16 po x 18 po)



OBUS Forme®

Dossier de maintien orthopédique pour soulager le mal de dos, douleurs lombaires, fatigue, mauvais maintien...



- Taille universelle.
- Approuvé comme appareil médical.
- Léger, peut être transporté et utilisé n'importe où.
- Redresse et maintient la colonne vertébrale.
- Soulage le mal de dos.
- Housse amovible facile à nettoyer, non-allergène.
- Bâti en polycarbonate et non pas en mousse.

SUPER SPÉCIAL

17.95\$*

64.95\$*



JEAN COUTU

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 18 JUIN 1989

FAITES UN ~~X~~ SUR VOS VACANCES



Cochez les cases de votre choix et passez des vacances de rêve au Club Azur, à Magog, cet été!

Le Club Azur, c'est 182 condoteils luxueux situés en bordure du lac Memphrémagog (Magog) et une foule d'activités pour toute la famille. Si vous rêvez de vraies vacances, pour vous et toute votre famille, réservez votre place tout de suite!

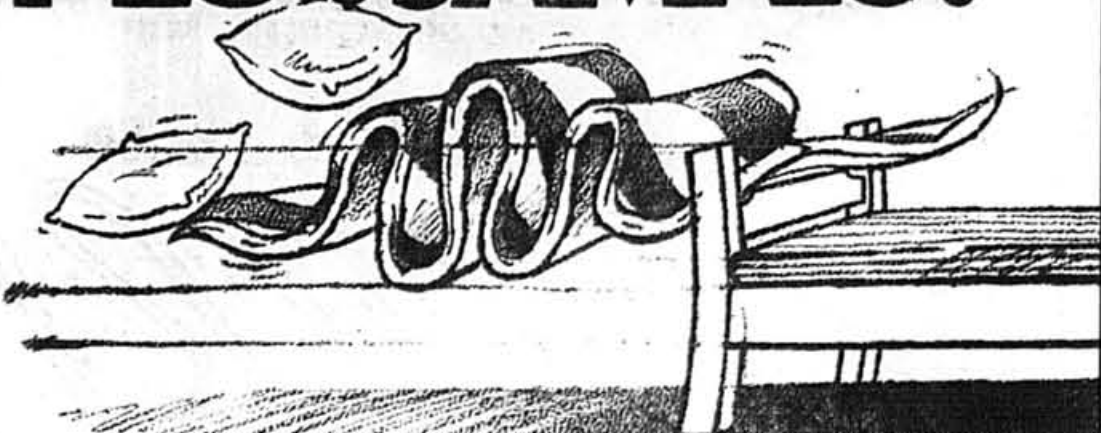
Club AZUR
VILLAGE HÔTELIER

POUR RÉSERVER :

1-800-567-3535

Poste 200

FAIRE CE LIT, NOUS? PLUS JAMAIS!



IKEA

XEROX

Votre associé silencieux en affaires

Voici les nouveaux Systèmes de dactylographie Xerox de la Série 62.

Les systèmes de la nouvelle Série 62, dotés d'une nouvelle imprimante à impact remarquable, sont jusqu'à 50 fois plus silencieux que les machines à écrire électroniques conventionnelles. Ils font si peu de bruit, en fait, qu'on les appelle vos associés silencieux en affaires.

Mais le silence n'est pas la seule

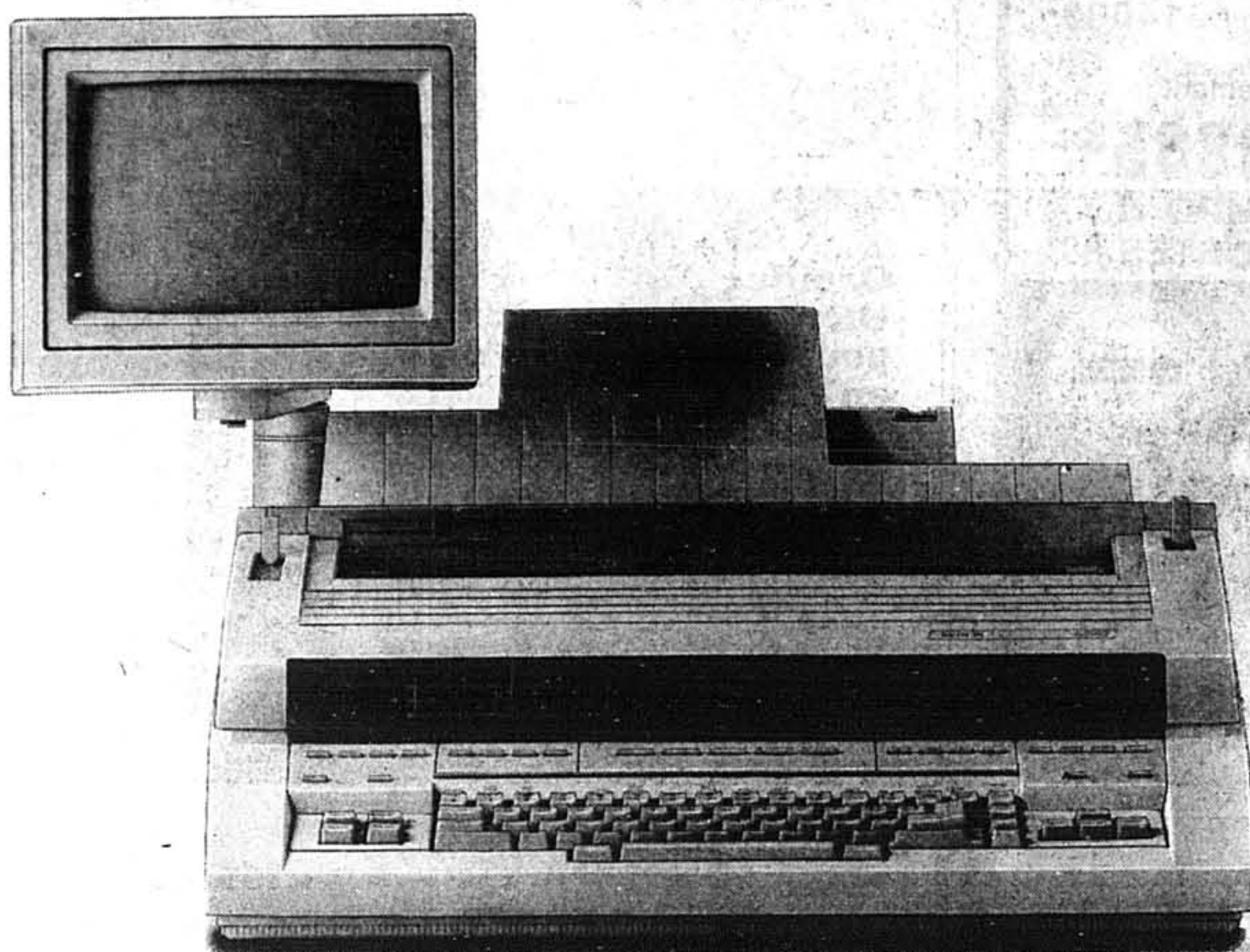
innovation dans ces systèmes. Le clavier est conçu pour travailler comme les dactylographes pensent intuitivement, ce qui leur simplifie la tâche... et les corrections. La qualité des caractères d'impression est inégalée dans l'industrie. De plus, avec le lancement de notre nouveau logiciel, nous vous offrons maintenant une compatibilité véritable avec vos ordinateurs personnels. Les systèmes de la Série 62 se transforment facilement en

systèmes de traitement de texte, en imprimantes ou en machines à écrire, selon les besoins.

Alors, communiquez vite avec votre représentant Xerox et demandez-lui de vous parler de la nouvelle Série 62. Votre associé silencieux en affaires.

Xerox Montréal 288-2600

On répond à vos besoins.



Xerox est une marque déposée de XEROX CORPORATION utilisée par XEROX CANADA INC. en tant qu'agent exclusif.

Montréal

Île de Montréal

\$2,5 millions pour aménager le parc du Bout-de-l'Isle



FLORIAN BERNARD

La Communauté urbaine de Montréal vient de regrouper les parcs régionaux Bois-de-la-Réparation et Rivière-des-Prairies en un seul qui s'appellera le parc du Bout-de-l'Isle. Au cours des trois prochaines années, on consacrera environ \$2,5 millions à l'aménagement de ce vaste espace vert de l'est de l'île de Montréal. La CUM a l'intention d'y construire un chalet d'accueil, de même qu'une passerelle reliant le Bois-de-la-Réparation au bois Héritage. Le projet comporte également l'aménagement de sentiers et la construction d'une entrée principale.

IRONIE TOPONYMIQUE...

À la lumière d'un certain antagonisme qui existe entre Pierrefonds et Sainte-Geneviève, deux municipalités limitrophes de l'ouest de l'île de Montréal, il peut certes apparaître bizarre que l'une des rues principales de Sainte-Geneviève porte le nom de... Pierrefonds! Cette incongruité est d'autant plus évidente lorsqu'on découvre que la rue principale de Pierrefonds porte aussi le nom de Pierrefonds et qu'il y a sans cesse confusion dans la livraison du courrier et des pizzas. Il convient aussi de rappeler que Pierrefonds est une ville récente, née d'une partie détachée de Sainte-Geneviève, et que les vieux Génévois n'ont jamais pardonné au législateur cette amputation de leur village au profit des Pétrifontains. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est que plusieurs résidents de la rue Pierrefonds, de Sainte-Geneviève, ne veulent pas — mais pas du tout — que leurs dirigeants municipaux modifient ce nom en celui de rue Flore-Manthet! Ces citoyens invoquent surtout des motifs d'ordre pratique pour refuser le changement de nom: nouvelles adresses, nouvelle papeterie, nouvelles inscriptions dans l'annuaire téléphonique, etc. Et si Pierrefonds rendait la politesse en rebaptisant son boulevard Pierrefonds du nom de Sainte-Geneviève? Nous aurions

alors des Génévois pétrifontains et des Pétrifontains génévois, ou mieux encore, un amalgame toponymique de Génévois tout court!

VISITES BILINGUES DU BOIS-DE-LIESSE

L'administration municipale de Pierrefonds, en collaboration avec la Communauté urbaine de Montréal, invite le public à une visite guidée et bilingue du Bois-de-Liesse, le 10 juin prochain. Des guides offriront quatre tours commentées du bois. Les départs auront lieu au 9432 boulevard Gouin ouest, à 200 mètres de l'autoroute 13, à 9h, 11h, 13h et 15h. On conseille aux visiteurs d'apporter des bottes, un chapeau et un... insecticide! Des tables de pique-nique et un chalet d'accueil seront à la disposition des visiteurs. Il faut réserver en téléphonant au 280-6729 entre 8h30 et 16h30. D'autres tours avec guides auront lieu durant tout l'été.

NOUVELLE USINE À KIRLAND

Une société de Grande-Bretagne, Kaneng Industries, construira une usine spécialisée dans les équipements destinés au secteur des pâtes et papier, dans le parc industriel de Kirkland. L'usine de \$275 000 créera plusieurs nouveaux emplois et entraînera le transfert de technologies britanniques au Québec. Kaneng Industries possède une expertise internationale dans la conception de machinerie destinée aux usines de pulpe et de pâte à papier.

ROXBORO: LE CAS DE LA BIBLIOTHECAIRE CONGÉDIÉE

C'est aujourd'hui que la Commission municipale de Québec tient une première séance afin d'étudier la plainte de la bibliothécaire de Roxboro, Mme Nathalie Groulx, congédiée par le conseil municipal. Mme Groulx soutient que le conseil lui a préféré une candidate à peine bilingue et ne possédant pas les qualifications requises pour occuper le poste de directrice. Hier, le président de l'Association des francophones de l'ouest de l'île-de-Montréal, M. Georges Cameau a déclaré que le conseil d'administration de l'organisme a adopté une résolution de soutien à l'endroit de Mme Groulx. L'un des conseillers municipaux de Roxboro, M. Harold White, a signalé qu'il allait témoigner en faveur de Mme Groulx.

ARRÊTEZ DE FUMER

• Traitement au laser • Sans douleur ni effet secondaire
• Normalement, un traitement suffit • Programme de contrôle de l'appétit également disponible

Centre de Laserthérapie
Laser World

MONTRÉAL QUÉBEC GRANBY
682-2861 622-9138 777-3633

LES LOIS, LES CODES, LES PUBLICATIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

EN VENTE
LIBRAIRIE ♦ PAPETERIE 395, boulevard Cartier Laval
LE BOUQUIN
688-6036

Commandes téléphoniques acceptées
Livraison postale

Concessionnaire

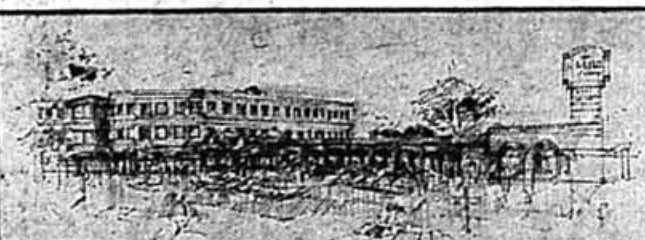
**SA VIE
NE TENAIT
QU'À UN FIL.
MAINTENANT
C'EST FINI.**



IKEA

LES HALLES
ST-JEAN
EXPANSION

MAINTENANT OUVERTES!
COMPLEXE COMMERCIAL INTÉGRÉ
Commercial, rez-de-chaussée: 78000 pieds carrés
Espaces à bureaux, à l'étage: 52000 pieds carrés.



Professionnels ou commerçants, venez retrouver l'esprit des marchés d'antan. Joignez-vous à l'équipe des Halles Saint-Jean.

- Caisse Populaire, restaurant, commerces, au rez-de-chaussée
- À l'étage, bureaux attrayants, distinctifs, de classe A et bureau régional C.S.S.T.
- Axe est-ouest, reliant boul. du Séminaire à la rue Champlain
- Conception architecturale recherchée
- Fenestration généreuse
- 350 aires de stationnement
- Taux compétitifs
- Aménagement clés en main si désiré
- Productivité commerciale 300\$ pi car.

Les HALLES SAINT-JEAN un centre qui fait affaire, un centre où faire affaires.

Architecte

PIERRE CARIGNAN, 387-3700 (Montréal)
348-0935 (Saint-Jean-sur-Richelieu)

112254-8 189

Imaginez...
plus jamais
de lentilles
à nettoyer!



Voici la
lentille de contact
jetable

ACUVUE
(etafilcon A)

Disponible Contact Lens

Johnson & Johnson
DISPOSAL SYSTEMSM

Si votre spécialiste de la vue estime que la lentille ACUVUE vous convient, la présente annonce vous donne droit à une (1) paire de lentilles de contact jetables ACUVUE. Cette offre exclut les frais d'examen et autres honoraires professionnels. Cette offre expire le 15 juillet 1989.

HLM: le gouvernement accusé de légaliser la discrimination

Une forte opposition s'organise contre le projet de loi 36 qui permet toutes sortes d'exclusions ou distinctions

SOPHIE COUSINEAU

■ Le gouvernement libéral légaliserait-il la discrimination dans l'attribution des logements sociaux? C'est du moins ce qu'affirmait hier le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui condamne le nouveau projet de loi modifiant les conditions de bail des HLM.

Les principales victimes en seraient les femmes à la tête de familles monoparentales, les femmes âgées vivant seules, les immigrants reçus et les bénéficiaires de l'aide sociale.

Le projet de loi 36, actuellement devant l'Assemblée nationale, permet aux offices municipaux d'habitation d'effectuer des «distinctions, exclusions ou préférences fondées sur l'âge, le handicap ou tout élément de la situation des personnes» pour l'attribution des HLM.

C'est ce qui éveille les soupçons des groupes communautaires comme le FRAPRU, la Ligue des droits et libertés et la Fédération des familles monoparentales du Québec.

Onze de ces groupes ont fait parvenir au ministre des Affaires municipales, Pierre Paradis, des télégrammes exigeant la tenue immédiate d'une commission parlementaire.

Le comité consultatif mis sur pied par le gouvernement et présidé par le député de Sainte-Marie, Michel Laporte, a déjà mené des consultations à cet effet en février 1988. Mais ces audiences avaient été dénoncées par les organismes car on n'y participait que sur invitation.

Le Parti québécois partage les inquiétudes de ces groupes. Hier après-midi, il déposait à l'Assemblée nationale deux motions pour demander la tenue d'une commission parlementaire ainsi que la publication de la réglementation sur les HLM avant que le projet de loi ne soit adopté. Sinon, affirme Gilbert Charland, chercheur en matière d'habitation pour le cabinet du chef de l'opposition, «c'est comme demander de voter un chèque en blanc».

Cette vigilance s'explique par la fuite, en mai 1987, d'un document interne de la Société d'habitation du Québec (SHQ): «Le projet de règlement sur la sélection des locataires de HLM». La SHQ y proposait entre autre de refuser l'accès aux HLM pour les personnes seules de moins de 40 ans, d'éliminer les immigrants reçus des listes d'attente, de continger l'entrée des femmes âgées vivant seules et des familles monoparentales dirigées par des femmes.

Le document prétexte que leur forte concentration dans les HLM provoque des phénomènes tels que «les mésententes entre locataires, le vandalisme, le vol, la délinquance» sans oublier «la prostitution et la drogue».

L'attachée de presse du ministre Paradis, Mme Sylvie Marier, ne connaissait pas l'existence de ce document. Et elle ne le juge pas pertinent car, rappelle-t-elle, ce n'était pas Pierre Paradis qui était titulaire du ministère à l'époque.

Selon Mme Marier, la réglementation découlant du projet de loi 136 devrait être rendue publique avant la fin de la session, le 23 juin. Elle affirme que les offices municipaux d'habitation ne cacheront pas leurs critères de sélection des locataires.

Le cannabis est mal classé, affirment deux experts

GERMAIN TARDIF

■ Un toxicologue et professeur de l'Université de Montréal affirme que le cannabis n'est pas et ne peut être considéré techniquement et scientifiquement comme un stupéfiant et ne devrait pas être classé dans la loi sur les stupéfiants.

M. Jéf-Louis Bonardo témoignait, hier, au procès de Robert Hamon, accusé de possession et de culture d'une quinzaine de plants de marijuana.

Tout en précisant, devant le juge Jean Longtin, de la Cour du Québec, que le THC, produit de base de la mari est plus toxique que la nicotine, produit de base de la cigarette, il a déclaré que le cannabis (ou mari) n'est pas une drogue forte comme la morphine ou l'héroïne et ne crée pas de dépendance.

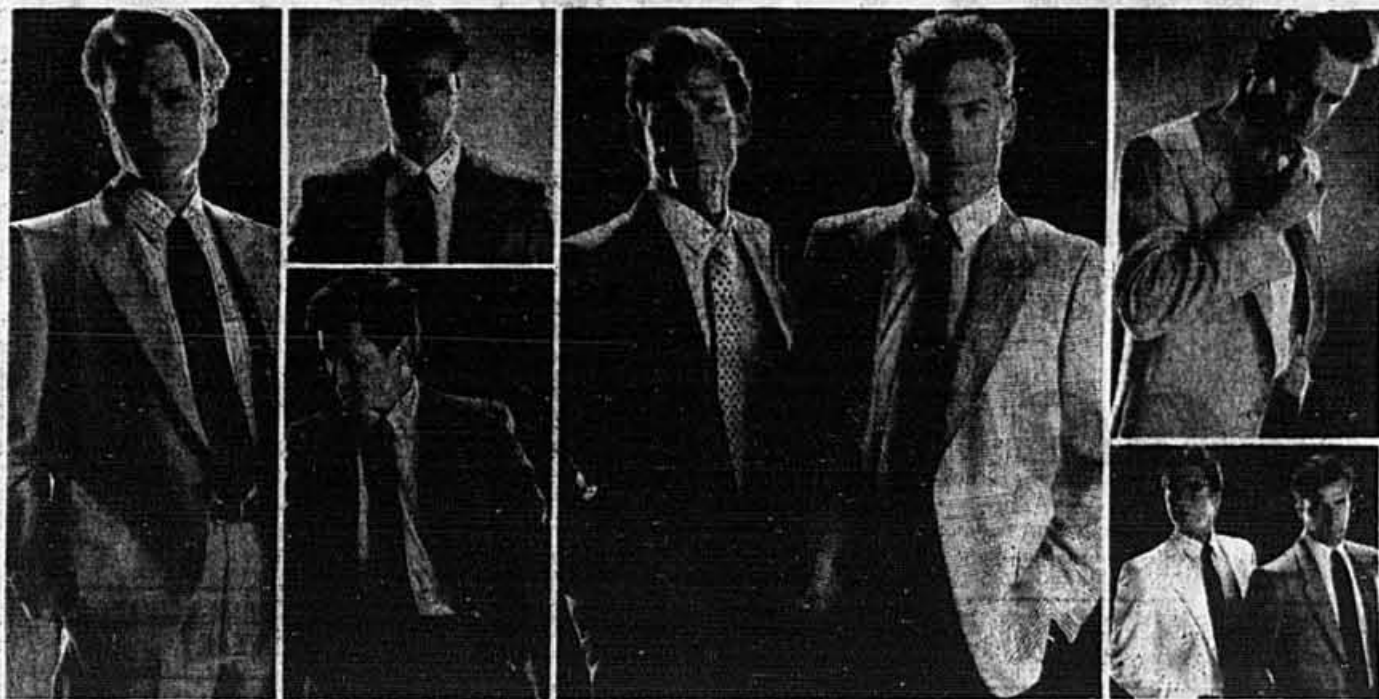
Un autre témoin, Mme Marie-Andrée Bertrand, psychanalyste et docteur en criminologie de réputation internationale, a, de son côté, émis l'opinion qu'il faudrait une loi plus appropriée sur le contrôle du cannabis et non une prohibition exhaustive comme c'est maintenant le cas, ce qui favorise le crime organisé.

Elle a rappelé que le cannabis avait été classé, dans la loi, parmi les narcotiques en 1923. Il s'agit, selon elle, d'une erreur qui subsiste toujours.

Mme Bertrand a souligné que dans son rapport d'enquête, le juge Le Dain avait recommandé la décriminalisation du cannabis tout en réexaminant son contrôle.

RÉCLAME SEARS DE COMPLETS ET VESTES SPORT HÂTEZ-VOUS!

RABAIS 40\$-105\$



SEARS
COMPLETS. Ch.....99⁹⁹ Ord. 149.995
VESTES SPORT. Ch.....49⁹⁹ Ord. 99.995
OAKTON
COMPLETS. Ch.....139⁹⁹ Ord. 189.995
VESTES SPORT. Ch.....99⁹⁹ Ord. 139.995
ACHAT SUR PLACE

TRADITION
COMPLETS. Ch.....169⁹⁹ Ord. 2755
VESTES SPORT. Ch.....99⁹⁹ Ord. 159.995
BOULEVARD CLUB
COMPLETS. Ch.....219⁹⁹ Ord. 2955-3155
VESTES SPORT. Ch.....119⁹⁹ Ord. 1855
Boulevard Club: non offerts dans tous les magasins

Prix en vigueur jusqu'au 17 juin 1989, dans la limite des stocks disponibles

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA • LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN
Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville St-Laurent, la Place Vertu, 335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour Laval, 682-1200; LaSalle, Carrefour Angrignon, 364-7310; St-Jérôme, Carrefour du Nord, 432-2110; St-Jean, Carrefour Richelieu, 349-2651; Ste-Marthe-sur-le-Lac, Les Promenades Deux-Montagnes, 491-5000. Copyright Canada, 1989, Sears Canada Inc.

IL N'EXISTE PAS D'AUTRES SOLDES
COMME LE SOLDE DE
HELEN PRESTON
VENEZ ET CONSTATEZ!

30%
à
50%
DE RABAIS
SUR TOUT
NOTRE
INVENTAIRE

HELEN PRESTON
1243, BOULEVARD LAIRD
VILLE MONT-ROYAL

VOUS AUSSI VOS JOURS SONT COMPTÉS!

Vous avez jusqu'à samedi pour profiter de rabais allant jusqu'à 50% sur les articles que nous ne tiendrons plus en stock.

Certains articles peuvent être offerts en quantité limitée. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.



9191, boul. Cavendish. (Sortie Cavendish de l'autoroute Transcanadienne, direction sud) Ville Saint-Laurent. Tél.: 738-2167.
HEURES SPÉCIALES: lun. à mer. 9h30 à 18h; jeu. et ven. 9h30 à 21h, sam. 9h à 17h, dim. 10h à 18h. **ERME**

NOTRE PLUS NOUVEAU
RADIAL TOUTES SAISONS
DE PREMIER CHOIX
**4 POUR LE
PRIX DE 3**
INVICTA GL
FLANC BLANC

Dimension	4 pneus	Economies
P155-80R13	254.85 \$	84.95 \$
P165-80R13	290.85	98.95-
P175-80R13	314.85	104.95
P185-80R13	326.85	108.95
P185-75R14	338.85	112.95
P185-70R14	383.85	127.95
P195-75R14	350.85	116.95
P195-70R14	386.85	128.95
P205-75R14	388.85	122.95
P205-70R14	404.85	134.95
P195-75R15	377.85	125.95
P205-75R15	392.85	130.95
P205-65R15	416.85	138.95
P215-75R15	407.85	135.95
P225-75R15	419.85	139.95
P235-75R15	449.85	149.95
P235-75R15XL2	497.85	155.95

LETTRES NOIRES DENTÉES

Dimension	Prix de solde
P175-70R13	287.85 \$
P185-70R13	362.85
P195-70R13	335.85
P195-75R14	365.85
P195-75R15	359.85
P205-75R15	374.85
P225-75R15	407.85
P235-75R15XL2	470.85

**RADIAL TOUTES SAISONS
HAUTE PERFORMANCE
DE PREMIER CHOIX**
à partir de **119.95\$**

**EAGLE GT+4
LETTRES NOIRES DENTÉES**

Dimension	Prix de solde
P185-70R14	124.95
P215-60R14	129.95
P195-70R15	132.95
P215-65R15	135.95
P205-60R16	128.95
P215-60R16	129.95
P225-60R16	136.95
P205-55R16	134.95

LETTRES BLANCHES DESSINÉES

Dimension	Prix de solde
P195-70R14	126.95
P215-60R14	130.95
P195-70R15	135.95
P215-65R15	137.95
P225-70R15	147.95

**LETTRES BLANCHES DESSINÉES
(RAPPORT DE VITESSE H)**

Dimension	Prix de solde
P195-70R14	134.95
P205-70R14	136.95
P195-60R14	134.95
P215-60R14	136.95
P225-60R14	139.95
P235-60R14	146.95
P225-70R15	154.95
P215-60R15	139.95
P215-65R15	145.95
P245-60R15	174.95
P255-60R15	179.95

**LETTRES NOIRES DENTÉES
(RAPPORT DE VITESSE H/V)**

Dimension	Prix de solde
P215-70R15	148.95
P225-70R15	153.95
P215-65R15SV	159.95
P195-60R15H7	132.95
P205-55R16	149.95
P205-55VR16	164.95
P225-60VR16	199.95

LE SOLDÉTÉ GOODYEAR

Notre plus nouveau radial toutes saisons de premier choix

INVICTA GL

4 pour le prix de 3!

Procurez-vous trois pneus radiaux Invicta GL durant le Soldété Goodyear et obtenez le quatrième... sans frais supplémentaires! Vous pouvez aussi réaliser des économies super intéressantes sur plusieurs autres excellents pneus Goodyear. Venez vite voir! Le solde prend fin le 23 juin.

GOODYEAR

AUCUN ACOMPTE • AUCUN INTÉRÊT • 6 VERSEMENTS MENSUELS MODIQUES* Pour les pneus et les services automobiles de plus de 100.00\$
Versement calculé d'après un programme de financement d'après l'usage de la carte VISA MasterCard ou American Express. Veuillez vous rendre à un Centre de service automobile Goodyear pour de plus amples renseignements.

CENTRES DE SERVICE AUTO GARANTI GOODYEAR

MONTREAL 9170, Sherbrooke est De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	352-2662 AHUNTSIC 10220, boul. St-Laurent De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	381-2591 LONGUEUIL 85, boul. Ste-Foy De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	679-5250 VILLE ST-LAURENT 1340, montée de Liesse De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine
MONTREAL 5750, Côte de Liesse De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	731-6471 ST-LEONARD 9255, boul. Lacordaire De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	325-3280 DOLLARD-DES-ORMEAUX 4910, chemin des Sources De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	684-9532 VILLE D'ANJOU 8301, boul. Métropolitain De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine
MONTREAL 2615, rue Ontario est De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	527-8364 LAVAL-CHOMEDEY 1250, boul. Labelle De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	688-3575 PIERREFONDS 16013, boul. Pierrefonds De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 12 h 00	620-1073 DÉTAILLANTS INDEPENDANTS
MONTREAL 5135, av. Papineau De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	527-9854 LAVAL-PONT-VIAU 366, boul. des Laurentides De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	667-0210 VILLE ST-LAURENT 1755, rue Grenet De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	748-0103 LES PNEUS BERNARD MT. ST. HILAIRE 733, boul. Laurier De 8 h 00 à 18 h 00 en semaine
MONTREAL 3845, rue Jean-Talon est De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	729-4394 VILLE LASALLE 1870, av. Dollard De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	363-0633 LA PRAIRIE 430, Ste-Elisabeth De 8 h 00 à 18 h 00 L.M.M.V. Jeudi: 8 h 00 à 20 h 00 Samedi: 8 h 00 à 15 h 00	659-1994 PNEUS DOLLARD INC DOLLARD DES ORMEAUX 3614 Mte. St. Jean De 7 h 30 à 17 h 30 en semaine Samedi: 7 h 30 à 13 h 00
MONTREAL NOUVEL LOCATION: 3950, Fleury est De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	328-2834 VERDUN 4000, av. Verdun De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	761-4568 POINTE AUX TREMBLES 1400, boul. St-Jean Baptiste De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	645-2787 ST. EUSTACHE 220 25e Ave. De 8 h 00 à 17 h 30 L.M.M.V. Jeudi: 8 h 00 à 20 h 00 Samedi: 8 h 00 à 12 h 00
MONTREAL CENTRE-VILLE 11, boul. De Maisonneuve est De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	481-7771 CHATEAUGUAY 104, boul. d'Anjou De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: 7 h 30 à 17 h 00	691-3160 ST. EUSTACHE 220 25e Ave. De 8 h 00 à 17 h 30 L.M.M.V. Jeudi: 8 h 00 à 20 h 00 Samedi: 8 h 00 à 12 h 00	472-7506/7871

ST. CATHERINES
5280, route 132 OUVREMENT BIEN TÔT

«Danny» aimait trop les fillettes

DANIELLE BONNEAU

■ L'individu soupçonné d'avoir commis des agressions sexuelles sur une dizaine de fillettes âgées de 5 à 12 ans, à Verdun et à Ville-Emard, entre le 7 et le 11 mai, a comparu au Palais de justice de Montréal vendredi dernier.

Daniel Blais, 22 ans, a été accusé d'agression sexuelle, d'avoir touché à des fins d'ordre sexuelle des enfants âgés de moins de 14 ans, d'introduction par effraction et de vol. Arrêté le 15 mai pendant qu'il effectuait un vol par effraction et détenu depuis, il a renoncé à une enquête sous caution.

En tout, 13 chefs d'accusation ont été déposés contre lui, concernant cinq incidents qui se sont produits entre le 27 avril et le 8 mai. Lors de deux de ces incidents, des agressions sexuelles ont présumément été commises, impliquant trois fillettes, dont deux sœurs.

Entre le 7 et le 11 mai, lors de sept visites nocturnes, Daniel Blais, surnommé «Danny», aurait agressé près d'une dizaine de fillettes demeurant près de l'intersection des avenues de l'Eglise et Verdun, et deux fillettes de Ville-Emard.

Dans tous les cas, il se serait introduit dans des résidences privées aux petites heures du matin, entre 3h et 7h, en passant par une porte non verrouillée ou une fenêtre ouverte. Il se serait ensuite dirigé vers la chambre de ses victimes, se serait assis sur leur lit et se serait ensuite livré à des attentions sexuelles.

VIVEZ UN WEEK-END DE MILLIONNAIRE À NEW YORK!

ÉCOUTEZ CKOI-FM ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES DEUX WEEK-ENDS FÉRIQUES POUR DEUX PERSONNES À NEW YORK

grâce à

en collaboration avec

Remplissez le coupon de participation: date limite, le mercredi 28 juin 1989
Tirage: le vendredi 30 juin, à CKOI-FM, entre 15h et 18h
Valeur totale des prix: 25 000\$

RÉPONDEZ À L'UNE DE CES QUESTIONS:

Où avez-vous aperçu la limousine Original New York Seltzer?

Endroit: _____

Date: _____

Quels sont les ingrédients que vous ne trouvez pas dans l'Original New York Seltzer:

☐ caféine ☐ sel ajouté ☐ essences artificielles ☐ colorants artificiels

Nom: _____ Âge: _____ (18 ans et plus)

Adresse: _____

Code Postal: _____

Tél. rés.: _____ bur.: _____

RETOURNER À CKOI-FM, Concours Week-end Féérique à New York, C.P. 97, Succ. D, Montréal, Qc, H3K 3B9
Règlements disponibles à CKOI-FM

EXCLUSIF

COMMENT VA LA CHINE?

Que s'est-il passé en Chine avant l'intervention brutale de l'armée chinoise? Une équipe de Nord-Sud était sur les lieux. Voyez "Le printemps de Pékin", une émission spéciale de Nord-Sud qui rend compte de la soif de liberté de la jeunesse chinoise.

Nord-Sud
Ce soir à 22h

LE MIEUX C'EST DE REGARDER

Radio Québec
Câble 8

Le bridge

Un affaire de fierté et de solidarité



ANDRÉ TRUDEAU

Plusieurs clubs de la région de Montréal ont tenu (ou tiendront) une soirée au profit de l'équipe canadienne qui prendra part au Bermuda Bowl en septembre prochain, à Perth, en Australie. On sait que cette équipe est formée du docteur Raymond Fortin, des frères André et Jacques Laliberté, de Jean Bernier et de Maurice Larochelle, tous de la région de Québec; de Kamel Fergani, du capitaine Mark Stein et d'Eric Kokish, conseiller technique, de Montréal.

Selon le capitaine Mark Stein, le voyage de l'équipe de huit membres coûtera environ \$40 000. La Fédération canadienne accordera \$20 000 à l'équipe, soit la moitié du budget (il semble toutefois que la Fédération ne pourra remettre que \$15 000 à l'équipe, faute de fonds.)

Il faut bien comprendre que c'est la première fois qu'une équipe canadienne est entièrement formée de Québécois, francophones en plus. Il faut aussi comprendre que ce voyage n'est pas un voyage de tourisme, mais une représentation canadienne. Dans un tel genre de compétition, la Fédération

canadienne devrait être en mesure d'assumer tous les frais du voyage.

Tel n'est pas le cas, la situation étant ce qu'elle est. Le bridge ne génère pas de profits comme le hockey et ne bénéficie pas d'octrois gouvernementaux comme c'est le cas pour les athlètes olympiques. Il faudra donc que les membres de l'équipe défraie une bonne part de l'expédition. Dans ce domaine, on l'a déjà souligné, les commanditaires se montrent réticents en Amérique du Nord alors qu'ils s'intéressent activement au bridge en Europe.

C'est pourquoi plusieurs clubs n'ont pas hésité, à la suite du cercle de Notre-Dame de la Merci, à organiser des événements pour amasser des fonds. Une affaire de solidarité et de fierté.

Le mois de l'équipe canadienne aura rapporté \$2 100 à Notre-Dame de la Merci. Une soirée spéciale organisée par les bridgeurs de Québec a ajouté \$1 700 à la cagnotte du Bermuda Bowl. Rosemère-Lorraine, La Visitation, Sainte-Thérèse, Saint Pie X, Sainte-Colette et quelques autres clubs sans doute ont emboîté le pas.

Madeline Tessier, du club Grand, a invité Kamel Fergani, Mark Stein et Eric Kokish à sa journée du lundi 26 juin, à midi 30, au profit de l'équipe. Ce club est situé au 13 rue Finchley, angle Queen's Mary, aux limites de Hamstead. Pour sa part, Mon Club aura sa journée

Kamel Fergani au début de juillet.

À Saint-Pie X, la soirée Fergani qui devait avoir lieu jeudi soir dernier a été reportée à demain soir.

Et puisqu'il est question du Bermuda Bowl, je représenterai La Presse à Perth, en compagnie de mon ami et conseiller technique Gaetan Thibault, de sorte que les lecteurs seront tenus régulièrement au courant des nouvelles.

Fermeture

«J'entends souvent l'expression fermer la manche, m'écrit un lecteur. Que signifie cette expression?»

Une enchère de fermeture interdit formellement au partenaire de repartir, explique Georges Versini dans son Dictionnaire du bridge. En exemple, il donne le cas d'une ouverture à 1 SA suivie d'une réponse de 3 SA par le vis-à-vis. En Standard, l'ouverture de 1 SA promet de 16 à 18 points et la réponse de 3 SA indique de 9 à 12 points. Le chelem étant exclus, la demande de 3 SA, dans ce cas, est une enchère de fermeture.

Par ailleurs, si l'ouvreur demande 1 Co et que le répondant gage 4 Co, cette enchère n'en est pas une de fermeture, à moins d'entente avec le partenaire. L'ouverture à 1 Co promet de 13 à 21 points et la réponse de 4 Co devrait trahir la

présence de 13 à 15 points. Si l'ouvreur possède une ouverture minimum, il passe, mais si sa main vaut de 18 à 21 points, il peut poursuivre les enchères dans une tentative de chelem.

Par ailleurs, si l'enchère de 4 Co promet un appui de quatre cartes, un singleton dans une autre couleur et une valeur de 9 points, l'ouvreur serait mal venu de poursuivre les enchères. Mais, pour répondre au lecteur intéressé, oui, l'expression enchère de fermeture existe réellement.

Festival de juin

Le festival de juin aura lieu au Centennial Centre du collège John Abbot, de vendredi à dimanche, ou du 9 au 11 juin. Le programme prévoit, en matinée, à 13 h 30, des tournois de paires de dames et de paires de messieurs et une section pour joueurs détenant de 0 à 10 et de 0 à 49 points de maître.

En soirée, à 20 h, le tournoi international Epson et un tournoi de débutants.

Le samedi 10 juin, il y aura à 13 h 30 un tournoi de paires libres par catégorie «A ou 0 à l'infini», «B ou 0 à 300» et «C ou 0 à 20». À 19 h 30, un tournoi pour paires stratifiées prendra l'affiche de même qu'un tournoi pour joueurs de 0-20 points.

Le dimanche, à 11 h, tournoi de paires pour joueurs seniors, ou âgés de 55 ans et plus et le traditionnel tournoi par équipes de quatre, la catégorie «B» s'adressant aux joueurs ne détenant pas plus de 100 points de maître.

Renseignements: Audrey Hart au 747-4892 pour trouver un partenaire; Mac Paterson au 631-9348 pour les novices et Lynda de Martigny, présidente du tournoi, au 457-3294 pour tout autre renseignement.

En bref

Mon Club tiendra deux séances de qualification du Grand National, pour paires libres, demain soir, à 20 h et le samedi 17 juin à 20 h également.

En vue du Grand National également, il y aura séances de qualification au cercle Saint-Hilaire le jeudi 15 juin, à 20 h et le lundi 19 juin à 19 h 30.

Une petite erreur (encore!) s'est glissée dans ma chronique de mercredi dernier. Il s'agissait des refus de transfert. Dans le deuxième exemple, il aurait fallu replacer Nord comme donneur. Mais les intéressés auront, j'en suis convaincu, apporté la correction sans moi.

Le club Bon Pasteur a mis fin à ses activités pour la saison estivale. Les duplicatas reprendront au début de septembre.

Donneur: Est
Vulnérabilité: Est-Ouest

Nord
♦ 6 5
♥ 8 4 3
♦ A R D 6
♦ 7 6 4 3

Ouest
♦ 10 3
♥ A D 10 9 2
♦ V 10 5
♦ D 9 5

Est
♦ A V 4
♥ R V 7 6
♦ 9 2
♦ A V 10 8

Sud
♦ R D 9 8 7 2
♥ 5
♦ 8 7 4 3
♦ R 2

Les enchères:

Est Sud Ouest Nord
1 Tr 1 Pi passe passe
contre passe 3 Co 4 Pi
contre passe passe passe

Entame: 5 de Tr

Est gagne l'entame de l'As et revient Tr que prend le Roi. Le déclarant passe à la table par le K et revient petit Pi vers son Roi. Retour K vers le Roi et petit vers sa main. Est prend de l'As et joue Co. Comme son partenaire a joué 9 et 2 de K, Ouest gagne le retour Co et revient K coupé en Est. Moins un.

À une autre table, Sud a joué de la même façon sauf qu'il est revenu de son 5 de Co avant de jouer un deuxième K. Peu importe qui prend la main d'Est ou Ouest, Est ne pourra utiliser son troisième Pi pour une coupe.

AUCUN VERSEMENT COMPTANT CRÉDIT INSTANTANÉ

SOLDE D'ENTREPÔT

JUSQU'À **30%** DE RABAIS

CHLORE "HI-CHLON" 20 Kg **55⁹⁹\$**

ALGUECIDE 3% 4L (Quantités limitées) **2⁹⁹\$**

RONDELLES CHLORE STABILISÉ 8 Kg **49⁹⁹\$**

10 JOURS!

JUSQU'À **30%** DE REDUCTION

SUR CHAISES, TABLES, COUSSINS ET PLUS!

ENTIÈREMENT ÉQUIPÉE
INSTALLATION INCLUSE **9,999\$** AUCUN SOUS-CONTRACTANT!

À PARTIR DE **1,590\$**

PISCINE CREUSÉE
Modelo "RIO"

de 15' x 30'. Avec filtre, écumoire, trousse d'analyse d'eau, aspirateur, boyau 1 1/2 po., manche télescopique, support à manche, épuisette, drain de fond, 2 retours d'eau, plomberie.

En acier recouverte de résine, structure garantie 30 ans 100% (transférable).

PISCINE HORS-TERRE

Avec filtre, écumoire, nécessaire d'entretien, manche télescopique, sable, crochet, thermomètre, plomberie. Recouverte de vinyle avec montants et rebords 6 po.

Garantie 15 ans (mur et structure)

EN PRIME:
280 pi.ca.
de trottoir.

Payez 25 jours
après installation!

Heures d'ouverture: Lun. au ven. 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h (pour piscines seulement)

17 succursales pour mieux vous servir

Fabreville, Laval, 515, boul. Labelle 622-9801
Ville Lemoyne, 2500, boul. Taschereau 465-7701
Châteauguay, 115, boul. St-Jean Baptiste 698-2210
Saint-Léonard, 5940, Métropolitain est 255-7014
Pierrefonds, 13101, boul. Gouin ouest 620-6740
Pointe-aux-Trembles, 11800, Sherbrooke est 640-4500
Boucherville, 1235, Ampère 449-2411

Nouveaux Magasins

BOUCHERVILLE
1235 Ampère...449-2411
ST-LÉONARD
5940 Métropolitain est

Franchises

Trois-Rivières, 4445, boul. Royal 373-6008
Sherbrooke, 1597, rue Galt est 823-1100
St-Jovite, 1525, route 117 425-2711
• Québec • Ottawa • Alma
• Jonquière • Chicoutimi

L'EXPÉRIENCE PAR EXCELLENCE

révi

À Laval, la CPTAQ a changé des zonages malgré l'avis de son expert

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

La Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) a agi à l'encontre des recommandations de son service technique, le 30 mai 88, en aliénant du territoire agricole de Laval une superficie de 61,6 arpents carrés. Cette portion de terre englobe un lot pour lequel Mme Francine Leroux-Lacroix, la femme du président de l'UPA locale, a signé une proposition d'achat.

Lors de l'audition de la requête en modification de zonage, dix jours plus tôt, à Longueuil, le mari de Mme Lacroix, Gilles Lacroix, était présent en qualité de président de l'UPA. Et le fait que l'UPA ne se soit pas opposée au changement de zonage de ces lots a eu une influence sur la décision favorable rendue par la Commission.

C'est ce qui ressort des documents déposés par le whip de

l'opposition, hier, à l'Assemblée nationale, où les échanges portant sur le projet de modification de zonage de 4 444 hectares de terre, à Laval, ont été aussi houleux que les jours précédents entre libéraux et péquistes.

Les lots visés (81, 86, 87 et 88) font partie d'une petite zone agricole où l'on pratique des cultures horticoles, sous serre et en plein champ. Ces étendues sont en majeure partie laissées en friche, à l'exception du lot 81 — celui convoité par Mme Lacroix — qui est exploité en horticulture.

Soulignant que «la friche est abusive en quelques emplacements» de la superficie indiquée, le rapport de la Direction des services techniques de la CPTAQ, signé par l'analyste Robert Gibeau, établit que la friche est cependant récente sur les lots 86 et 87, et sur la moitié est du lot 88, terres qui étaient en culture encore en 1983.

Excellent potentiel

«Les sols sur l'ensemble des

lots visés sont d'excellente qualité pour la culture. Ces lots sont facilement récupérables en agriculture, à cause de la qualité des sols, d'autant plus que la friche est récente sur la majeure partie de ces lots», indique M. Gibeau.

Précisant que la requête en modification de zonage impliquerait le morcellement d'une partie de terre cultivable, l'expert de la CPTAQ souligne que «l'implantation d'un développement résidentiel équivaldrait à la perte, sur les superficies concernées, des possibilités d'exploitation agricole. La conversion de ces lots à un usage non agricole aurait donc un impact fort sur l'agriculture».

«Les pressions qu'exercerait ce développement résidentiel, et l'effet d'entraînement qu'aurait une autorisation à cette demande (de changement de zonage) risqueraient un impact encore plus considérable sur le milieu agricole environnant. Ces effets mettraient en péril la survie même de cette petite zone agricole, située au sud du boulevard Sainte-Rose,

qui est la partie active sur le plan agricole», conclut-on.

Hors contexte

Les commissaires Bernard Oumet, vice-président, et Me Louis-René Scott, ont reconnu, pour leur part, que les lots, dans l'ensemble, recèlent un très bon potentiel pour la culture et qu'ils pourraient, à priori, être récupérés à cette fin. Mais ils ont considéré que le contexte ne le permettait pas.

Compte tenu de la localisation des terres concernées, de la proximité du développement résidentiel sur des terrains adjacents et situés hors de la zone agricole, des infrastructures déjà en place et des affectations prévues au règlement de zonage, la Commission a estimé qu'il n'était «pas déraisonnable, dans le contexte, d'envisager l'urbanisation des parcelles visées, malgré le bon potentiel de ces sols et la présence de terres cultivées à l'est de ces lots».

La Commission a indiqué ne

pouvoir souscrire à une argumentation selon laquelle l'offre d'achat de Mme Lacroix soit une mesure pour empêcher tout effet d'entraînement à long terme des projets de développement vers l'est. «La Commission n'a pas à tenir compte de semblables considérations», disent les commissaires.

Les signataires ont donc donné droit à la requête en modification de zonage en tenant compte de ces arguments et en «considérant le fait que le Syndicat des producteurs agricoles de Laval ne s'oppose pas à cette demande, laquelle est aussi appuyée par la Ville».

La requête en changement de zonage avait été présentée par la compagnie 129913 — Harold and Donaldson Trading Agencies et John Giosi Inc. Outre le président de l'UPA-Laval, étaient présents à l'audition: Me Fernand Deveau, Penka Troyanov et Claude Lafrenière pour la ville de Laval; Me Pierre Jorret, pour Monit International (Alex Kotler); Me Luc Villiard, pour Harold and Do-

naldson; Me Martial Lavoie, notaire pour Pierre Sauriol; et Jean Giosi.

Tandis que le premier ministre Bourassa qualifiait d'«insinuations» les interventions de l'opposition et que son ministre de l'Agriculture, Michel Page, accusait le député Jacques Brassard de répandre des matières nauséabondes sur l'Assemblée nationale, ce dernier a néanmoins déposé ses documents prouvant d'une part la décision précitée, et d'autre part la proposition d'achat signée par Mme Lacroix. Le document, en date du 20 mai 87, et dont l'application devait être conditionnelle au changement de zonage des lieux, porte également la signature de John Giosi, pour John Giosi Inc, le vendeur.

En déposant ces documents, le député Brassard a de nouveau réclamé du gouvernement une enquête complète sur cette affaire, qui anime à la fois le Parlement et la chronique depuis maintenant trois semaines. Ce à quoi le premier ministre, restant sur ses positions, a déclaré qu'aucune spéculation ne pourrait être réalisée sans que le décret soit sanctionné par le conseil des ministres, et que cela ne saurait être sans que toute la lumière soit faite... par la voie d'une vérification des titres de propriétés.

M. Bourassa a également dit, comme il le répète depuis quelque temps, que «les ballons de l'opposition se dégonflent les uns après les autres», ajoutant que le député Brassard «perdrait sa crédibilité» dans cette bataille.

Le ton a ensuite monté. Le premier ministre a demandé à l'opposition de permettre au Procureur général, Gil Remillard, d'apporter un complément d'information, ce à quoi le leader péquiste François Gendron a répondu: «La réponse est évidemment non parce que tous les jours on va revenir là-dessus et le Procureur général aura le temps d'abriter toute la question, comme c'est son intention».

Le Procureur général devant être au-dessus de tout soupçon, l'équipe ministérielle n'a pas accepté cet accro au code de procédure, par lequel une intention malveillante était prêtée à M. Remillard.

L'Assemblée nationale a même interrompu ses débats durant une dizaine de minutes, le temps de vérifier sur la transcription des propos des parlementaires le langage employé par le député Gendron. Celui-ci a finalement retiré ses paroles, ce qui lui a évité l'expulsion. Le ministre Page — qui s'était manifestement laissé aller à l'inflation verbale — a dû faire de même, quelques minutes plus tard, pour avoir aussi prêté une intention à un membre de la formation péquiste.

Une «pure invention»

Presse Canadienne
OTTAWA

Le premier ministre Brian Mulroney a qualifié de «pure invention» un reportage publié dans un magazine, qui affirme que son chef de cabinet a tout fait pour empêcher que ne soit connue une deuxième fuite budgétaire auprès d'une importante institution financière.

«L'affirmation contenue dans l'édition du magazine Maclean de cette semaine est fautive et relève de la plus pure invention», a déclaré M. Mulroney en Chambre, hier.

Le député libéral Don Boudria a ironisé: «Il est intéressant de noter que tout le monde se trompe, sauf le premier ministre». M. Boudria a utilisé le reportage du magazine — qui met dans l'eau chaude le chef de cabinet du premier ministre, M. Stanley Hart — comme munition pour nourrir ses attaques répétées contre les fuites survenues dans le dépôt du dernier budget.

Le ministre des Finances, Michael Wilson, a dû dévoiler son budget le 26 avril dernier, soit un jour plus tôt que prévu, en raison d'une fuite d'information publiée par le réseau Global News.

Le 27 avril, le président de la compagnie d'assurances Mutuelle Vie du Canada, Jack Masterman, a téléphoné au ministère des Finances pour l'informer que quelques uns de ses employés étaient en possession du résumé du budget depuis le 25 avril.

Bien qu'informés de la fuite avant que le budget ne soit officiellement dévoilé en Chambre, on ne pouvait pas en parler puisque la GRC avait commencé une enquête la veille, a dit M. Mulroney.

Après que M. Masterman eut avoué, quelques semaines après, que des employés de la Mutuelle avaient été en possession dès le 25 avril du résumé du budget, un résident d'Ottawa a admis, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il avait lui-même obtenu une copie du budget dès le 24 avril, dans un bar de la ville.

L'homme a remis la copie à son père, un agent de la Mutuelle Vie, qui l'a ensuite apportée au bureau, où elle a été photocopiée et distribuée. L'agent a aussi discuté de la question avec un autre de ses fils, employé au ministère de la Défense nationale.

Une histoire
d'excellence

DEPUIS 29 ANS

ALLURE ACTUELLE!

Distinguez-vous, apportez une touche de nouveauté à votre intérieur avec cette collection pour salle à manger. Ici une table blanche en fibre de bois agrémentée d'une ligne de couleur jade, s'accompagne de chaises droites à hauts dossiers en merisier rembourrés d'un tissu jade. Buffet également disponible. 5 PIÈCES

LIVRAISON GRATUITE

849\$

PLAN DE
FINANCEMENT

LE SUMMUM DU DESIGN

Vous serez emballé par les détails de ce mobilier. Sa finition stratifiée luisante, sa grande tête de lit, l'éclairage indirect de ses tables de nuit et de sa plate-forme. La commodité de ses bureaux fait de cet ensemble un bijou.

Toshiba



Four à micro-ondes compact
(0.6 pi cu.) ● modèle: ERX 4635
● 9 niveaux de puissance
● Jet Defrost

Toshiba

7 PIÈCES

2 499\$

199\$

50 MOIS GARANTIE
SERVICE À DOMICILE

QUANTITÉS LIMITÉES



BRAULT & MARTINEAU

Où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

MONTRÉAL

7930, Sherbrooke est
(Métro Beaugrand)

353-7330

LAVAL

382, boul. des
Laurentides

667-3210

VILLE LASALLE

1130,
Dollard

364-6110

ST-LÉONARD

6875, Jean-Talon est
(Près des Galeries d'Anjou)

254-9455

LONGUEUIL

3245, Chemin Chambly
(Coin Roberval)

679-1260

DOLLARD-DES-ORMEAUX

3345, boul. des Sources
Sortie 55 Transcanadienne

685-3572
Plaza Centennial

Le docteur Clifford Blais sollicite l'investiture du PQ dans Laporte

PIERRE BELLEMARE

■ Le docteur Clifford Blais, qui a déclenché une polémique récemment, en permettant à une sage-femme de participer à un accouchement à l'hôpital Pierre-Boucher, a l'intention de faire le saut en politique.

Il briguera les suffrages à l'assemblée d'investiture du Parti québécois dans Laporte, une circonscription représentée par le ministre André Bourbeau.

«Ma priorité absolue concernera l'amélioration du réseau des affaires sociales au Québec, un réseau qui repose sur des bases solides mais qui, malheureusement, est pris en otage notamment par l'Association des hôpitaux du Québec et la Corporation professionnelle des médecins omnipraticiens», déclarait hier à *La Presse* le médecin de 32 ans.

«Si la ministre des Affaires sociales, Thérèse Lavoie-Roux, est incapable de régler la question des sages-femmes, nous tenterons de trouver une solution à ce problème», poursuit avec vigueur le docteur Blais, depuis deux ans résidant de Saint-Lambert, le chef-lieu du comté qui regroupe également

Greenfield Park et une portion de Longueuil.

Suspendu pour une période de six mois, le 11 avril, par le conseil d'administration de l'hôpital Pierre-Boucher, pour avoir autorisé la sage-femme Isabelle Brabant à participer à un accouchement, le médecin récalcitrant était réintégré dans ses fonctions peu après, à la suite d'un jugement de la Cour.

Le tribunal a cassé la décision du conseil d'administration de Pierre-Boucher et a accordé un sursis au docteur Blais jusqu'à l'audition, devant la Corporation professionnelle des médecins omnipraticiens, de la plainte portée par la direction de ce centre hospitalier de Longueuil.

Le docteur Blais, observant que l'hôpital Charles-Lemoyne est dans le comté de Laporte, entend se faire le porte-parole des bénéficiaires du réseau des affaires sociales, si les militants de Laporte le lui permettent lors de l'assemblée d'investiture prévue au début d'août.

Aux élections de décembre 1985, le titulaire de la Main d'œuvre et de la Sécurité du revenu a vaincu son rival péquiste, Maurice Collette, par une majorité de 9 746 voix.

Les projets de loi controversés pourraient bien être retenus jusqu'aux élections

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Certaines promesses du gouvernement Bourassa dans le secteur social risquent d'être remises, sinon aux calendes grecques, à tout le moins aux lendemains des prochaines élections générales.

Précises il y a encore quelques jours, les intentions du gouvernement en ce qui a trait au partage du patrimoine familial en cas de divorce, à la réforme des normes du travail, à la bonification des congés de maternité et à la légalisation des sages-femmes paraissent moins fermes cette semaine. Pour certains stratégies gouvernementales, beaucoup de ces intentions, qui risquent d'être controversées, «seront retenues par la passoire jusqu'à l'élection».

Hier, le ministre délégué à la Condition féminine, Mme Monique Gagnon-Tremblay n'a pu assurer à *La Presse* que son projet de loi modifiant les régimes matrimoniaux de milliers de couples au Québec serait adopté avant l'ajournement des travaux à l'Assemblée nationale, à la fin juin.

Son projet de loi 146, qui préconise un partage obligatoire d'un «patrimoine commun» lors d'un divorce, soulève de sérieuses réticences dans la population, des inquiétudes qui trouvent échos chez des députés des deux côtés de l'Assemblée nationale, affirme-t-

on dans les bureaux de plusieurs ministres.

On trouve odieux le principe de couvrir rétroactivement les couples déjà mariés, une disposition à laquelle tient le ministre Gagnon-Tremblay. En outre, on estime qu'un tel projet de loi incitera les jeunes à boudier le mariage à cause des règles rigides qui leur seront imposées en cas d'échec.

Selon le ministre Gagnon-Tremblay, il sera difficile de prédire l'avenir du projet de loi avant jeudi, alors que commencera le débat sur le principe en Chambre. Par la suite, le projet de loi sera envoyé à la Commission des institutions, dont le menu prévoit, pour les trois semaines de session qui restent, l'étude en priorité de six importants projets de loi pilotés par le ministre de la Justice, Gil Rémillard.

Au bureau du premier ministre Bourassa tout comme chez le leader du gouvernement en Chambre, Michel Gratton, on affirmait toutefois, hier, avoir l'intention d'aller de l'avant comme prévu avec ce projet de loi. S'il n'était pas adopté avant l'ajournement, celui-ci devrait être déposé à nouveau lors de la prochaine session parlementaire, qui suivra l'élection prévue pour l'automne. De tels délais augmentent toujours les risques de changement d'orientation de la part du gouvernement ou même d'un changement de ministre responsable.

Le ministre Gagnon-Tremblay, tout comme son collègue à la Main-d'œuvre et à la Sécurité du revenu, André Bourbeau, avait promis, en février, de déposer un avant-projet de loi instituant des «congés parentaux» d'un an pour favoriser l'augmentation des naissances. Ces modifications — conjuguées à une bonification du programme québécois d'allocation-maternité — devaient s'inscrire dans une réforme ambitieuse des normes minimales de travail. L'ensemble devait être rendu public en «avril-mai», avait dit M. Bourbeau.

Cette semaine, cependant, les deux ministres étaient moins fermes en regard de cet échecier. «Cela comporte des coûts qu'il faut évaluer», a déclaré à *La Presse*, le ministre Bourbeau. Ce dernier espère toujours que l'avant projet de loi pourra être déposé avant l'ajournement mais ne peut en donner l'assurance. Pour Mme Gagnon-Tremblay il faut blâmer le gouvernement fédéral qui a récemment modifié son programme de prestations de maternité. Ses fonctionnaires n'ont pas eu le temps d'en évaluer l'impact sur le projet de bonification du régime québécois.

Selon les informations obtenues, toutefois, les fonctionnaires manqueront vraisemblablement de temps pour rédiger ces énoncés d'intentions sous forme d'avant projet de loi. Il leur sera virtuellement impossible d'être

prêts pour le 16 juin, ce qui ne laissera que trois ou quatre jours de session, la semaine suivante, pour ficeler le projet. Encore là, ces intentions avaient soulevé de sérieuses réticences, le Conseil du patronat s'inquiétant notamment qu'un parent puisse revendiquer sans appel le droit à un congé sans solde d'un an.

Les sages-femmes

Les mêmes doutes planent sur les intentions du ministre de la Santé, Thérèse Lavoie-Roux, de faire adopter avant la fin de la session un projet de loi reconnaissant le statut des sages-femmes au Québec. Mme Lavoie-Roux ne pouvait même plus garantir que le projet de loi serait déposé avant l'ajournement. «On travaille dans ce sens-là, c'est toujours l'objectif, mais c'est très complexe», a indiqué hier le ministre.

Il est particulièrement difficile, selon elle, d'établir les différentes responsabilités des corps professionnels, des médecins, et de l'Office des professions dans ce dossier. Il faut aussi définir les critères de formation de ces nouvelles intervenantes dans le secteur de la santé. «On peut bien dire "on dépose un projet de loi" pour le déposer, mais on n'est pas les seuls en cause», a-t-elle lancé.

Pour les stratégies du gouvernement dans ce secteur, il est clair que «certains problèmes» entraînent encore la décision d'aller de l'avant dans ce dossier.

Une pénalité pour les assistés sociaux

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Un projet de loi dont l'étude a commencé en soirée hier prévoit une réduction additionnelle des prestations d'aide sociale allant jusqu'à \$200 par mois pour un assisté social apte à occuper un emploi mais qui ne se conformera pas aux directives des fonctionnaires.

Cette nouvelle mesure a été dénoncée par la porte-parole de l'opposition, la députée péquiste de Maisonneuve, Mme Louise Harel, en conférence de presse.

Selon Mme Harel, cette disposition «renforce par des dispositions encore plus contraignantes et sévères», des mesures déjà inacceptables incluses dans la réforme de l'aide sociale qui entrera en vigueur le 1er août prochain.

La députée a également dénoncé la présomption de culpabilité contenue dans le nouveau projet de loi (numéroté 144), qui prévoit que le ministère pourra recouvrer un montant qu'il juge avoir versé en trop à un prestataire avant même que le principal intéressé n'ait fait valoir son point de vue.

Une telle disposition est inédite, même dans la Loi de l'impôt, a dit Mme Harel qui y voit une autre façon du gouvernement Bourassa de s'attaquer aux plus démunis de la société.

Mme Harel a également dénoncé l'heure tardive où ce projet de loi est débattu à l'Assemblée nationale alors qu'il concerne un demi-million de Québécois parmi les plus pauvres.

Terre-Neuve augmente les impôts

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, T.-N.

■ Le ministre des Finances de Terre-Neuve, M. Hubert Kitchen, est allé chercher \$31,5 millions de plus chez les contribuables, hier, en augmentant de diverses façons les taxes et les impôts.

Ce qui lui a permis, en déposant son budget de \$3,1 milliards à l'Assemblée législative, de déclarer un surplus d'opérations de \$5,2 millions, le premier surplus en six ans.

Comme dans la plupart des autres provinces, les fumeurs de Terre-Neuve devront faire un nouvel effort pour aider le ministre des Finances. Le prix d'un paquet de 20 cigarettes sera augmenté de 10 cents, pour se vendre à environ \$4,10.

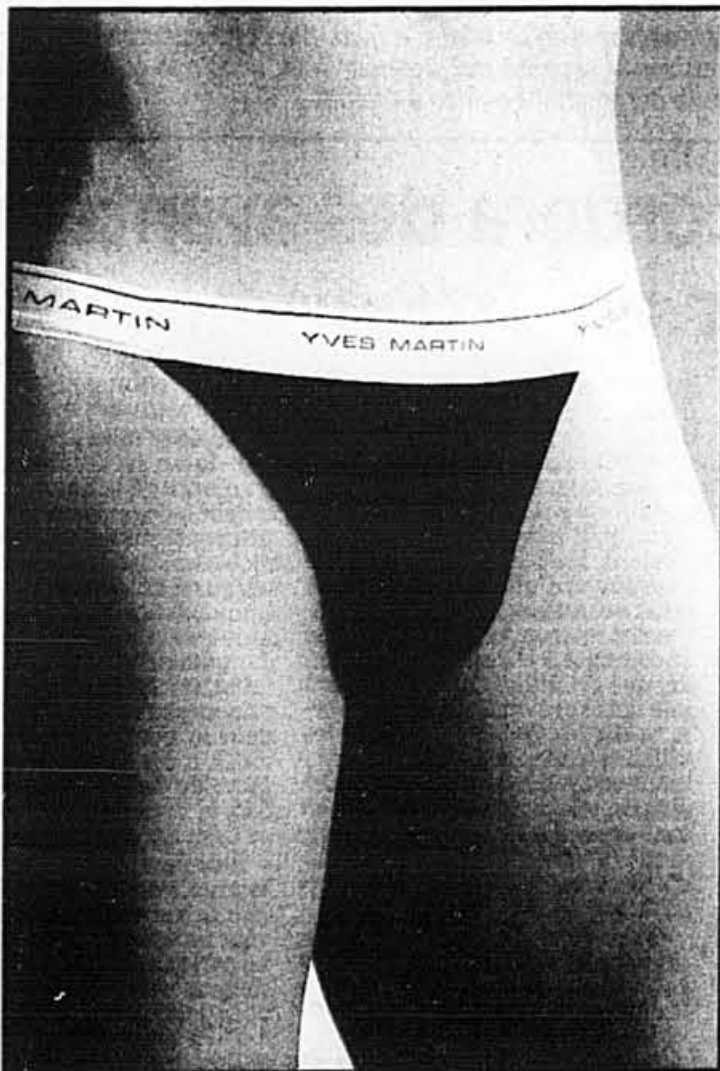
Les automobilistes eux aussi écoperont. Le prix de l'essence avec plomb sera haussé de deux cents le litre et celui des autres essences d'un demi-cent.

La Société des alcools de Terre-Neuve devra trouver \$1 million de plus, pour sa part, en vendant les vins et les spiritueux plus cher.

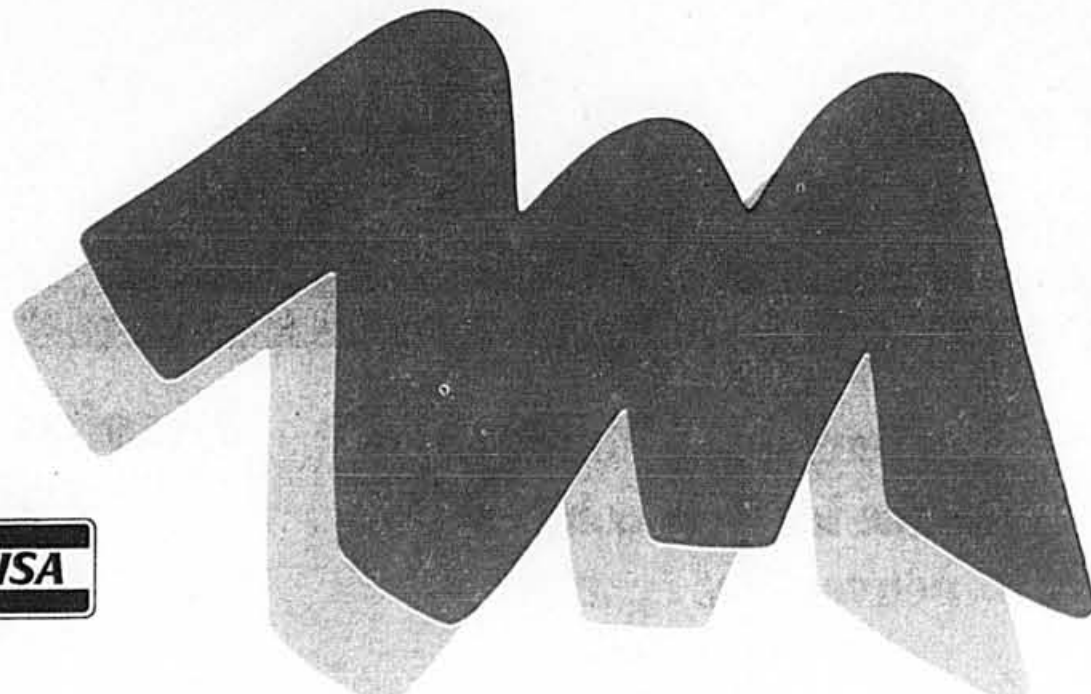
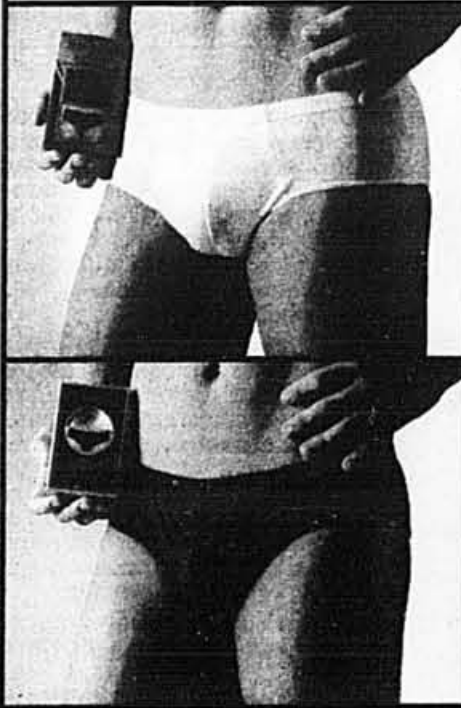
Le taux de l'impôt des particuliers augmente de 2 p. cent en deux ans et celui des compagnies (avec un revenu imposable de plus de \$200 000) de 1 p. cent.

RABAIS 30%

COLLECTION
Yves Martin



Slips et mini-slips
en coton-polyester;
ou tanga tout coton.
Couleurs mode.
Tailles variées.
Ord. 3.99 et 4.75
Chac. 2.80 et 3.33



■ Région de MONTRÉAL: 4325 est, rue Jean-Talon ■ Place Versailles ■ Place Alexis Nihon ■ Carrefour Laval ■ Centre Commercial Pont-Viau ■ Galeries des Sources ■ Les Galeries Lachine ■ Place LaSalle ■ 180, boul. Anjou à Châteauguay ■ Place Longueuil ■ Les Promenades St-Bruno ■ Mail Champlain à Brossard

89/45 - Prix en vigueur du 7 au 17 juin 1989, jusqu'à épuisement des stocks. Pas de bons de rabais différés. Achats en magasin.

KALOR FOURNAISE
ÉLECTRIQUE
Vente - Réparation
767 VILLERAY 325-2491

En devenant député, Paul Martin a dû apprendre la discipline de parti

MAURICE JANNARD
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Le passage de chef d'entreprise à celui de député d'opposition ne s'est pas fait sans problème pour le représentant libéral de Lasalle-Emard, Paul Martin.

Après une longue expérience dans le monde des affaires, dont huit ans comme patron de CSL (transport maritime et routier), M. Martin a constaté que la liberté d'expression d'un parlementaire avait ses limites.

«Quand on est un homme d'affaires, on peut dire ce qu'on pense», a déclaré M. Martin, lors d'une entrevue à La Presse, réalisée en début de semaine, à Ottawa. «Lorsqu'on est député, on est un peu lié par les discussions du caucus. Quand on parle en public, il y a toujours le danger que cela soit interprété comme les opinions d'un individu ou comme celles du parti».

«C'est une transition où il y a eu des

difficultés. Accepter que je ne puisse dire exactement ce que je pense a été un peu difficile pour moi». Aujourd'hui, ce problème a disparu, explique-t-il, puisque le chef libéral a annoncé qu'il démissionnerait. Les aspirants candidats à sa succession retrouvent ainsi leur indépendance d'esprit et cela leur permet de défendre leurs idées personnelles.

«Maintenant que M. Turner a pris sa décision, je peux parler comme individu. C'est beaucoup plus facile pour moi».

Peu de temps après son élection, Paul Martin s'est fait ramener à l'ordre par la direction de son parti. Lors d'un discours au Québec, il a affirmé que le Parti libéral devrait atténuer son opposition au libre-échange s'il voulait gagner des sièges dans la province. Cela a créé du mécontentement chez ses collègues des autres provinces, qui lui ont rappelé que la politique libérale consistait toujours à s'opposer au libre-échange.

Trois mois plus tard, le député de Lasalle-Emard maintient son idée. «Je suis un libre-échangiste, mais je trouve que



Paul Martin

l'entente actuelle (Mulroney-Reagan) est pourrie», affirme Paul Martin. «Je pense que sur la question agricole, si vitale pour les cultivateurs québécois, le gouvernement nous a menti». Mais contrairement à son parti, il estime que si on réussit à corriger les défauts de l'accord commercial, le Canada ne pourra «déchirer» le pacte de libre-échange.

«Si on peut trouver une solution au dossier des subventions et si on règle la question agricole, on ne pourra pas changer l'accord après quatre ans». Du côté américain, comme chez les entrepreneurs du Québec, on est favorable à ce pacte, reconnaît le candidat non déclaré à direction du Parti libéral. M. Martin juge nécessaire pour son parti de regagner des sièges au Québec s'il veut prendre un jour le pouvoir à Ottawa.

Celui-ci rejette l'approche de son rival et aspirant favori, Jean Chrétien, qui tente de se faire du capital politique au Canada-anglais en critiquant le Québec. Paul Martin croit que la clause de société distincte conférée au Québec par l'Ac-

cord du lac Meech est une chose positive pour le Canada.

Toutefois, il a pris position publiquement contre la loi 178 sur l'affichage commercial.

Dans la prochaine course qui s'amorce à la direction du PLC, M. Martin a l'intention de rétablir les ponts entre les deux principaux groupes linguistiques du pays. Parfait bilingue, âgé de 50 ans, le député de Lasalle-Emard, fils de l'ex-ministre libéral, Paul Martin, croit être dans une bonne position pour succéder à John Turner.

«Je suis né (à Windsor) et j'ai été éduqué en Ontario, mais toute ma carrière d'homme d'affaires s'est déroulée au Québec. Ils sont très rares ceux qui connaissent aussi bien les deux communautés».

La course au leadership libéral n'est pas commencée, mais il est clair que Paul Martin sera sur les rangs et il est facile de se rendre compte qu'il a une idée très précise des thèmes qu'il entend proposer à ses concitoyens.

La santé de Maurice Bellemare se détériore

Presse Canadienne
GRAND-MÈRE

■ L'état de santé de Maurice Bellemare, ex-ministre de l'Union nationale, est considéré comme sérieux.

Selon le bulletin de santé émis par le Dr Marc-André Lemire, directeur des services profession-

nels de l'hôpital Lafèche, de Grand-Mère, l'état du «vieux lion» ne s'améliore pas.

Selon le médecin, M. Bellemare est un homme usé, le diabète dont il souffre depuis de nombreuses années ayant affecté ses reins et perturbé son état de conscience. Depuis son hospitalisation, il est alité et subit de nombreuses périodes de confusion.

Festin de Poissons frais et Fruits de Mer

Tous les plats sont accompagnés d'une salade verte et d'un panier de petits pains frais maison.

FILET DE POISSONS FRAIS DU JOUR

Choix du marché

10⁷⁵ \$

MOULES MARINARA

Sautées avec ail, vin blanc, persil haché et sauce tomate

12⁵⁰ \$

CUISSES DE GRENOUILLES PERSILLADE

Sautées au beurre à l'ail, vin blanc et persil haché

13²⁵ \$

STEAK DE SAUMON FRAIS

«BELLE MEUNIÈRE»

Poêle meunière garnie de champignons frais

15⁷⁵ \$

PÉTONCLES FRAIS À LA PROVENÇALE

Sautés au beurre à l'ail, vin blanc et persil haché

15⁹⁵ \$

HOMARD VIVANT DISPONIBLE

+ PLUS +

Une grande variété de poissons frais et de fruits de mer pour tous les goûts et toutes les bourses.

AUSSI DISPONIBLES

Menu à la carte et table d'hôte

Menu pour enfants

SUPER BUFFET BRUNCH À VOLONTÉ

Le dimanche de 11 h à 14 h 30

adultes 13.95 \$ enfants 5.95 \$

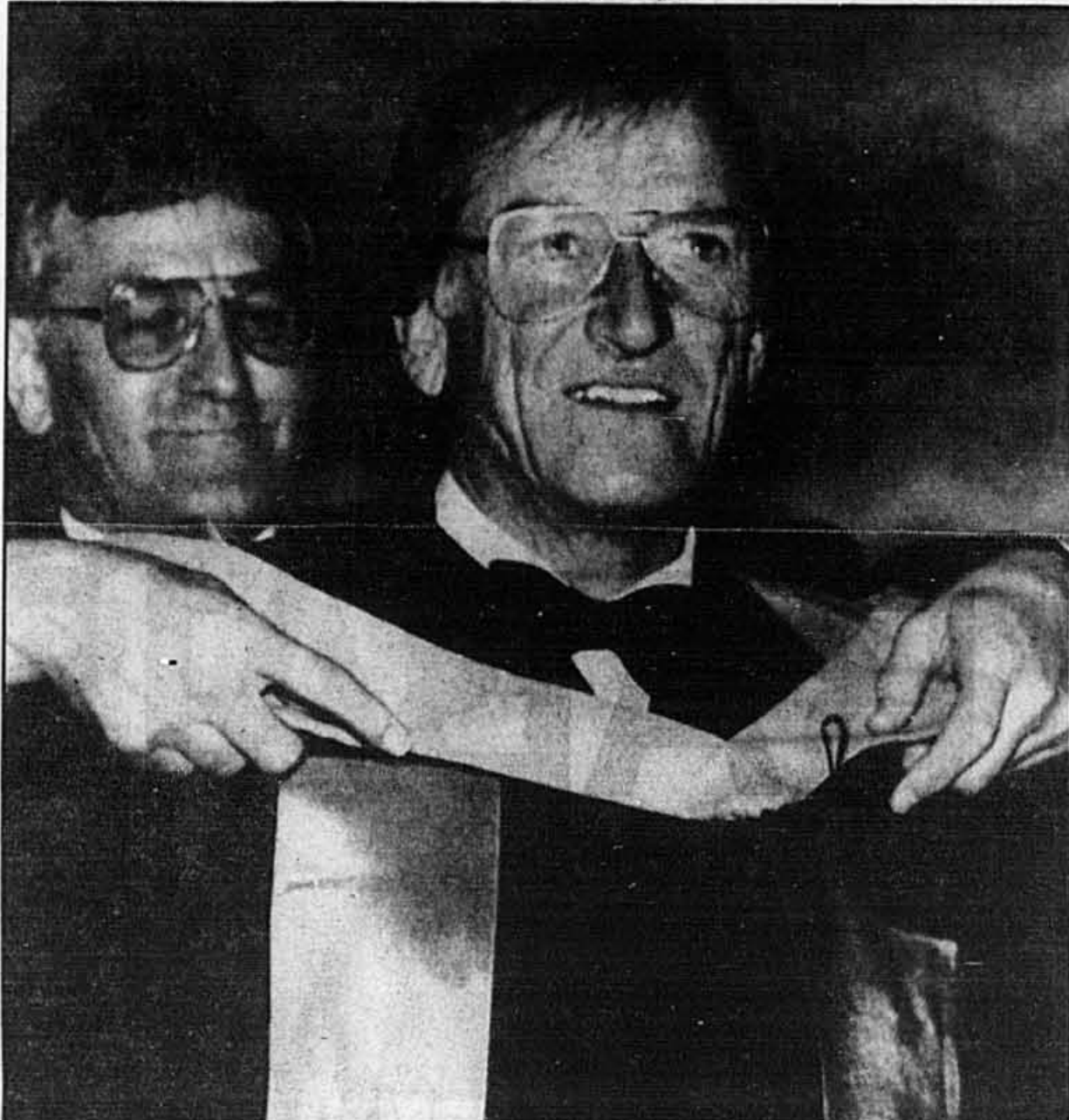


5440, Sherbrooke Est
Montréal
Réservations:
259-3748



403, Notre-Dame Est
Repentigny
Réservations:
585-6982

STATIONNEMENT GRATUIT



Un doctorat à Jean Lapointe

Le comédien, chanteur et fantaisiste Jean Lapointe, a reçu, hier, un doctorat honorifique de l'Université du Québec. L'institution a accordé cet honneur à M. Lapointe en reconnaissance pour l'ensemble de son oeuvre. La cérémonie a eu lieu à Québec.

LASERPHOTO PC

Québec accordera des avantages fiscaux pour attirer les organismes internationaux

JOYCE NAPIER

■ Le gouvernement du Québec adoptera d'ici deux semaines une politique visant à avantager les organismes internationaux non-gouvernementaux qui songent à s'établir dans la province, a annoncé, hier, le ministre québécois des Affaires internationales, M. Paul Gobeil.

Ce décret, qui sera adopté par le conseil des ministres, s'inspire des protocoles diplomatiques. Les employés étrangers de ces organisations n'auront à payer ni taxe municipale ni taxe scolaire. Ils n'auront aucun impôt provincial sur leur revenu et auront droit à un remboursement sur les taxes directes, perçues notamment sur le tabac, l'alcool et l'essence.

Le ministre a expliqué que le Québec sera la première province

au Canada à offrir ce genre d'avantages fiscaux aux employés de ces organismes. Les employés d'organismes internationaux gouvernementaux jouissent déjà de certains privilèges. Il a noté également qu'il a demandé au gouvernement fédéral d'étudier cette question et d'offrir à son tour certains avantages fiscaux aux organismes internationaux afin de les encourager à s'installer au Canada, que ce soit au Québec ou dans une autre province. Ce qui importe, a dit M. Gobeil, c'est que les villes canadiennes, et principalement celles du Québec, se munissent de tels programmes qui existent dans d'autres villes, notamment Vienne et Genève, afin d'attirer ces interlocuteurs internationaux.

C'est lors d'un discours prononcé hier devant le Conseil des relations internationales de Montréal que le ministre a an-

noncé que son gouvernement entend prendre ces mesures.

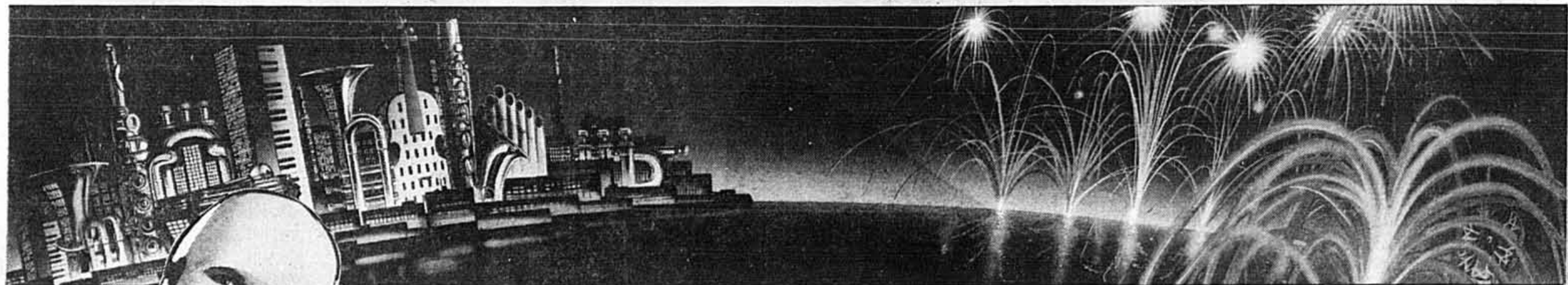
«Avec la mise en place de cette politique, le Québec disposera d'un outil de promotion sans précédent à l'égard des organisations internationales non-gouvernementales, dont le nombre et l'envie ne cessent de croître. L'ensemble des intervenants montréalais disposeront enfin d'arguments susceptibles de les favoriser lorsqu'ils courtiseront une organisation internationale dans le but de l'amener à Montréal», a dit M. Gobeil à une centaine de personnes qui ont payé \$35 le couvert pour participer à ce déjeuner-causerie.

Plus tard, le ministre a dit aux journalistes que par cette politique le gouvernement du Québec veut favoriser tout organisme international non-gouvernemental, tout en mettant néanmoins l'accent sur les institutions de la

francophonie. Il a expliqué que 13 ministères québécois seront concernés par cette politique. Par exemple, a-t-il dit, les employés étrangers de ces organismes recevront une carte d'assurance-maladie.

Lors de son discours, M. Gobeil a rappelé que déjà, en 1988, le gouvernement a signé une nouvelle entente avec l'IATA, l'Association internationale des transporteurs aériens, et plus tard avec la Société internationale de télécommunications aéronautiques, leur fournissant des conditions favorables. C'est à partir de ces modèles que Québec a adopté les grandes lignes de cette nouvelle politique.

Ces organismes ont un impact économique sur Montréal, a dit M. Gobeil, précisant que la présence de l'IATA dans la métropole rapportait \$80 millions par année.



Les feux de La Ronde?
Même les gens coincés
peuvent les écouter
à RADIO CITÉ
FM 107!

Musique des feux à volonté!
En exclusivité à

RADIO CITÉ
107

Émission spéciale en direct de La Ronde, à compter de 19 h
les mardis et vendredis, du 26 mai au 16 juin.

À Montebello, Québec annoncerait une accélération de sa lutte contre les pluies acides

SUZANNE DANSEREAU
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Le Québec tentera de donner l'exemple en matière d'environnement lors de la 17^e conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada qui s'ouvre aujourd'hui à Montebello.

Le gouvernement Bourassa doit annoncer qu'il accélérera sa lutte contre les pluies acides dans les années à venir. Alors qu'il devait réduire de 45 p. cent ses émissions d'anhydride sulfureux d'ici 1994, en vertu d'un pacte conclu avec les États américains et les autres provinces de l'Est canadien, le gouvernement québécois se fixera un nouvel objectif de 55 p. cent d'ici la même date, indiquait-on hier de source informée au ministère de l'Environnement.

L'environnement — une question très à la mode chez les politiciens — est le thème central de cette conférence que le premier ministre Bourassa co-préside en compagnie du gouverneur du Maine John McKernan.

Onze gouvernements participent à l'événement: les cinq provinces de l'Est du Canada (Québec, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et Nouvelle-Écosse) et six États de la Nouvelle-Angleterre (le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire, le Rhode Island, le Vermont et le Connecticut).

Clyde Wells

Hier, on confirmait la présence de tous les chefs de gouvernement, y compris celle du gouverneur du Massachusetts et ex-candidat à la présidence américaine, M. Michael Dukakis.

L'Ontario sera également de la partie puisque le premier ministre David Peterson assistera aux réunions à titre d'observateur.

Une des présences qui ne passera pas inaperçue à Montebello sera également celle du nouveau premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells, qui en sera à sa

première rencontre avec Robert Bourassa.

On sait que les deux hommes sont à couteaux tirés sur la question constitutionnelle, M. Wells ayant signalé qu'il déchirerait l'Accord du lac Meech adopté dans sa province l'an dernier.

On ne sait pas si MM. Bourassa et Wells auront un entretien privé à ce sujet. À ce jour, aucune rencontre bilatérale n'a été pré-

vue avec le premier ministre québécois.

Club social

Fondée en 1973, la conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada a souvent été vue comme un «club social» d'hommes politiques qui se paient des petites vacances dans un endroit de villégiature.

Hôte de la conférence cette an-

née, le Québec essaie de lutter contre cette image, même si le site du Château Montebello s'y prête bien. On a donc organisé une activité «sérieuse» pour les chefs de gouvernement: ceux-ci iront visiter une érablière ravagée par les pluies acides, afin de saisir concrètement l'ampleur des dommages.

Les 11 États et gouvernements participant à la conférence ont déjà signé en 1985 un pacte de réduction des pluies acides où l'ob-

jectif régional de réduction était de 32 p. cent (ce pourcentage varie selon les États). Le Québec, en annonçant qu'il fait passer son propre objectif de 45 à 55 p. cent, espère obtenir des engagements de principe de la part d'autres États.

Les participants doivent également discuter d'autres questions importantes et populaires auprès des spécialistes de l'environnement: l'effet de serre et le «développement économique dura-

ble». Ce dernier concept se définit par la recherche de formules qui permettent aux gouvernements de faire du développement économique tout en protégeant l'environnement.

Deux conférenciers de prestige aborderont ces thèmes environnementaux: James J. MacKenzie, du World Resources Institute, et Maurice Strong, qui représente le Canada au sein de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement.

RESTEZ FRAIS COMME UNE ROSE AU PLUS FORT DE LA CANICULE.



Un candidat vert dans Chambly

■ Le Parti vert du Canada n'entend pas passer inaperçu lors de l'élection partielle qui se tiendra à Chambly, comté laissé vacant par la démission du député conservateur Richard Grisé.

Dans un communiqué les verts ont annoncé que contrairement à l'élection de novembre dernier, ils présenteront cette fois leur propre candidat dans Chambly.

En effet, en novembre, le parti a appuyé le candidat néo-démocrate, Phil Edmonston, qui défendait tant les politiques du NPD que celles du parti vert. «Malgré notre absence, lit-on dans le communiqué, M. Edmonston n'a pas su gagner.»

«C'est fini les considérations spéciales. Le NPD ne peut rien gagner au Québec», a déclaré hier, lors d'une entrevue téléphonique, le fondateur de ce parti au Québec, Rolf Braman.

Les verts choisiront donc leur candidat au cours de l'été. Rien ne presse, a-t-il ajouté, étant donné que le premier ministre a six mois pour fixer une date pour cette élection partielle.

Dans le sillage de la catastrophe de Saint-Basile-le-Grand, a-t-il noté, le parti vert pourrait présenter avec succès une politique axée sur l'écologie, notamment le respect de l'environnement, les problèmes causés par les déchets toxiques.

Lincoln devant des libéraux fédéraux

■ L'ancien ministre québécois de l'Environnement, Clifford Lincoln, qui a annoncé la semaine dernière qu'il ne serait pas candidat libéral aux prochaines élections provinciales devait s'adresser, hier, à un groupe de libéraux fédéraux dans le cadre de la course à la direction du parti fédéral.

M. Lincoln était invité par les libéraux réformistes du groupe, De Novo, afin de le faire connaître des militants de la capitale.

Dans une entrevue téléphonique, hier, un des organisateurs de ce dîner, Tom Anderson, a expliqué qu'à partir de cette semaine, le groupe inviterait tous les candidats à la direction du Parti libéral fédéral afin de «contribuer au renouvellement du parti».

M. Anderson a tenu à préciser que le fait d'avoir invité M. Lincoln ne veut pas dire que le groupe De Novo appuie sa candidature. Il a noté que chaque candidat potentiel, comme notamment, Jean Chrétien, Paul Martin, Lloyd Axworthy, Sheila Copps recevront à leur tour une invitation.

M. Lincoln, il est vrai, a déjà dit qu'il ne savait pas encore s'il voulait se lancer dans cette course, de dire M. Anderson. Cette conférence l'aidera peut-être à se décider d'une façon ou d'une autre.

Hier soir, les organisateurs contre toute attente, ont pu réunir plus de 70 personnes, qui ont payé \$25 le couvert, pour venir écouter un discours de l'ancien ministre québécois. D'habitude, a noté l'organisateur, ces dîners n'attirent que de 30 à 40 convives.

Être confortable dans sa maison lorsqu'il fait 31° à l'ombre demande un gros effort d'imagination si l'on ne possède pas une thermopompe Carrier.

La thermopompe Carrier climatise efficacement votre maison tout en déshumidifiant l'air ambiant; elle vous assure ainsi un confort insurpassable, et ce, peu importe les conditions climatiques.

Et lorsque les vagues de chaleur se dissiperont pour laisser place à la saison froide, votre thermopompe

inversera alors son mode d'opération pour chauffer votre maison d'une façon très économique.

Alors cet été, restez frais comme une rose avec une thermopompe Carrier.

Conçue pour vous assurer le maximum de confort dans le meilleur rapport qualité-prix, et offerte à un prix défiant la concurrence, la thermopompe Weathermaster III de Carrier vous assurera fraîcheur et efficacité tout au long de la saison.

La thermopompe
la plus silencieuse.

Carrier®

UNITED
TECHNOLOGIES
CARRIER
CANADA

EN GRANDE VEDETTE... LE POPSICLE DE 10¢!

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.



ÉCONOMISEZ JUSQU'À **52¢**
sur tout achat d'un sac de lait de 4 litres!

SAC DE 4 LITRES	PLUPART DES CONCURRENTS	PERRETTE	ÉCONOMISÉZ
HOMO	3,92\$	3,40\$	52¢
2%	3,72\$	3,20\$	52¢

perrette

NOTRE LAIT EST VRAIMENT FAMEUEUEUX!

